

La
RÉPUBLIQUE MACIEJ KORCUĆ
EN LUTTE
Pologne 1939–1945



INSTYTUT
PAMIĘCI
NARODOWEJ

Évaluation scientifique
prof. dr hab. Marek Wierzbicki
dr hab. Zdzisław Zblewski

Traduction
IURIDICO Legal & Financial Translations Sp. z o.o.
à la demande du Ministère des Affaires Étrangères (MSZ)

Relecture
Maison d'édition IPN

Projet de couverture
Elżbieta Waga-Krajewska

Projet graphique
Sylvia Szafrńska

Composition et mise en pages
Maison d'édition IPN

ISBN 978-83-8229-714-0 (impression)
ISBN 978-83-8229-745-4 (pdf)

© Instytut Pamięci Narodowej – Komisja Ścigania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu, 2023



Wydawnictwo
Instytutu Pamięci
Narodowej

TABLE DE MATIÈRES

Introduction.....	5
I. L'ordre de Versailles.....	7
II. 1939: une guerre de solitude au lieu d'une prise en tenaille alliée.....	13
III. L'État malgré les occupants.....	33
IV. La terreur de l'occupation et le génocide.....	47
V. L'État polonais clandestin.....	81
VI. Un sinistre « pays ami ».....	93
VII. La liberté – pas pour les Polonais.....	105

INTRODUCTION

Au mois de mai 1945, l'Europe de l'Ouest a célébré la victoire sur l'Allemagne. À cette époque, l'Europe centrale et orientale était déjà sous le contrôle total de l'Union soviétique. Les Polonais ne pouvaient jouir ni de la liberté ni d'un État indépendant.

Au moment de la création des Nations Unies à San Francisco, Staline n'a pas permis que la Pologne soit représentée par ses autorités légitimes. Toutefois, le monde libre était loin d'imaginer que le pays qui a été le premier à opposer une résistance armée à l'agression du Reich allemand d'Adolf Hitler ne figurait pas parmi les membres fondateurs de cette organisation. Par conséquent, la Pologne – en tant que seul pays au monde – a fait partie des membres fondateurs de l'ONU, même si elle n'y était pas représentée.

En 1939, les Polonais ont dû lutter seuls contre l'agression groupée de pays totalitaires : l'Allemagne et l'Union soviétique. La Pologne a été battue, mais elle n'a pas capitulé. Elle n'a pas déposé les armes. Elle n'attendait pas son indépendance passivement.

Les forces armées de Pologne ont défendu la Norvège et la France. Elles se sont ensuite battues en Afrique et, en 1944, ont participé à la libération de l'Italie, de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. Dans le pays sous occupation, la lutte civile et armée a été menée par les structures de l'État clandestin polonais. Les autorités de l'État en exil se sont rendues complices du camp des États alliés en mobilisant l'opinion internationale pour réagir aux crimes allemands et aux actes de génocide de masse, y compris les crimes de l'Holocauste.

Les Polonais ont cru qu'après la victoire des Alliés, leur contribution à la destruction du Reich allemand donnerait à leur patrie la place qui leur revenait dans la famille des nations libres. Ces espoirs ne furent pas comblés. À la fin de la guerre, dans l'ombre des accords de Yalta, l'Union soviétique a imposé à la Pologne un nouvel esclavage communiste.

Ce livre aborde la spécificité de l'expérience polonaise des années de guerre. C'est en opposition au système d'après Yalta que sont nées les révoltes polonaises contre l'esclavage au cours des décennies suivantes et le mouvement « Solidarność » [Solidarité], qui a largement contribué à l'effondrement du communisme.

Dans un monde de nouvelles guerres et de menaces, les aspirations polonaises à l'indépendance peuvent toujours inspirer tous ceux qui luttent pour la liberté.

dr Karol Nawrocki

Président de l'Institut de la mémoire nationale



La II^e Guerre mondiale a com-

mençé en 1939 avec l'agression de deux puissances totalitaires contre la Pologne. Le Reich allemand l'a attaquée le 1^{er} septembre 1939, et l'URSS le 17 septembre. La coopération germano-soviétique fut à l'origine du cataclysme qui transforma de façon profonde et irréversible l'histoire de la Pologne. La fin de la guerre n'a apporté une nouvelle période de liberté qu'à l'Europe de l'Ouest. Pour la Pologne, il s'agissait d'une nouvelle période d'asservissement sous la domination soviétique. Malgré cette dure épreuve, les générations de Polonais qui se sont succédées ont lutté de manière tenace pour la liberté et l'indépendance de leur pays. La Pologne n'a retrouvé cette dernière qu'après la chute du communisme en 1989 – cinquante ans après la tragédie de 1939.

Malgré les années, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale demeure une composante importante de l'identité polonaise. Cependant l'attitude de la République de Pologne pendant toute la guerre reste toujours un élément sous-estimé de l'héritage de l'État polonais. C'est également un point de référence important dans la discussion sur l'histoire de l'Europe à l'époque des agressions totalitaires, des crimes et du génocide.



I

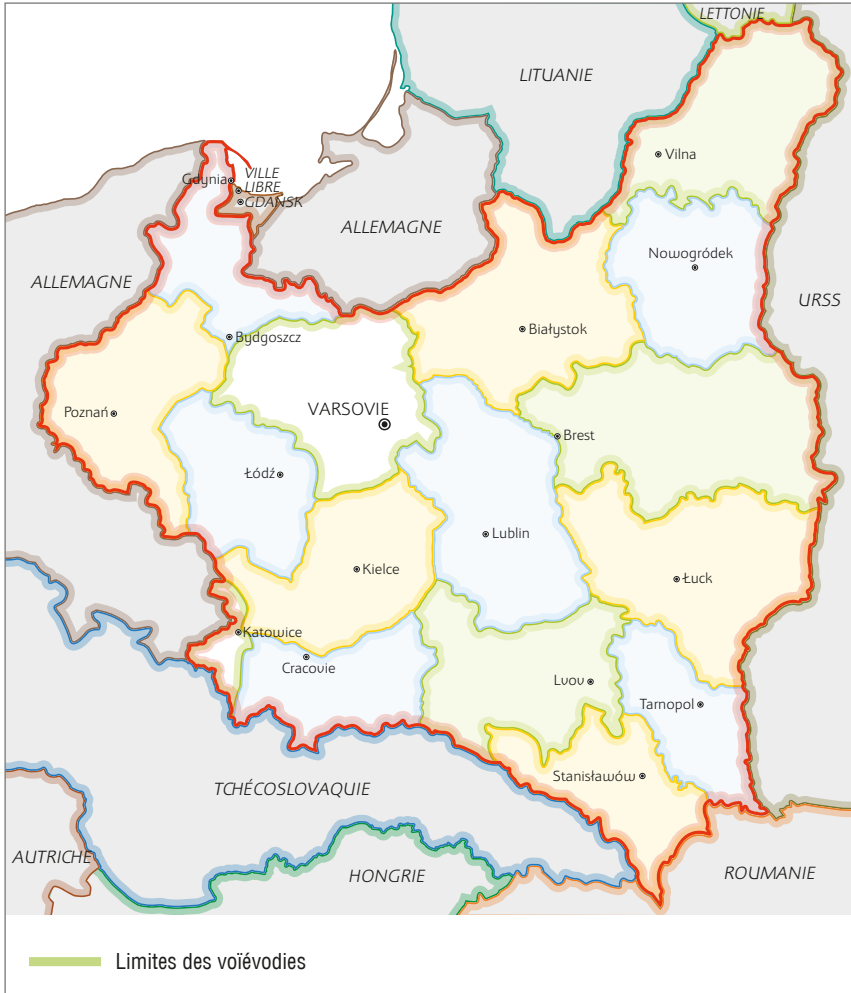
L'ORDRE DE VERSAILLES

L'INDÉPENDANCE

En 1918, après 123 années d'asservissement, la Pologne a retrouvé sa place sur la carte politique de l'Europe. La Première Guerre mondiale et les bouleversements intérieurs ont provoqué la chute de tous les pays (Autriche, Allemagne, Russie) qui avaient envahi et partagé les terrains de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle. Dans ces circonstances, les efforts des Polonais qui luttèrent de manière tenace pour leurs droits à la liberté et à l'autonomie ont ouvert la voie à la renaissance d'un pays indépendant. La détermination dans la défense des frontières, et surtout les brillantes victoires militaires contre les bolcheviks près de Varsovie et sur le Niémen en 1920, n'ont pas seulement sauvé l'indépendance de la Pologne, mais ont également permis d'éviter à la majorité du continent européen de tomber sous le joug communiste.

En 1939, la Pologne comptait plus de 389 000 km² et était l'un des plus grands pays européens. Sa superficie, le nombre de ses habitants et son potentiel économique étaient cependant inférieurs à celui de l'Allemagne ou de l'URSS, le plus grand pays du monde. Au moment du début de la II^e Guerre mondiale, la Pologne comptait 35 millions de citoyens, dont – selon des recensements détaillés – 69 % de Polonais. Parmi les autres nationalités, la minorité ukrainienne, qui se chiffrait à 14 % et habitait surtout les régions du sud et de l'est, était la plus importante. Les Juifs constituaient la deuxième minorité en termes de population, c'est-à-dire presque 9 % des citoyens de la Répu-

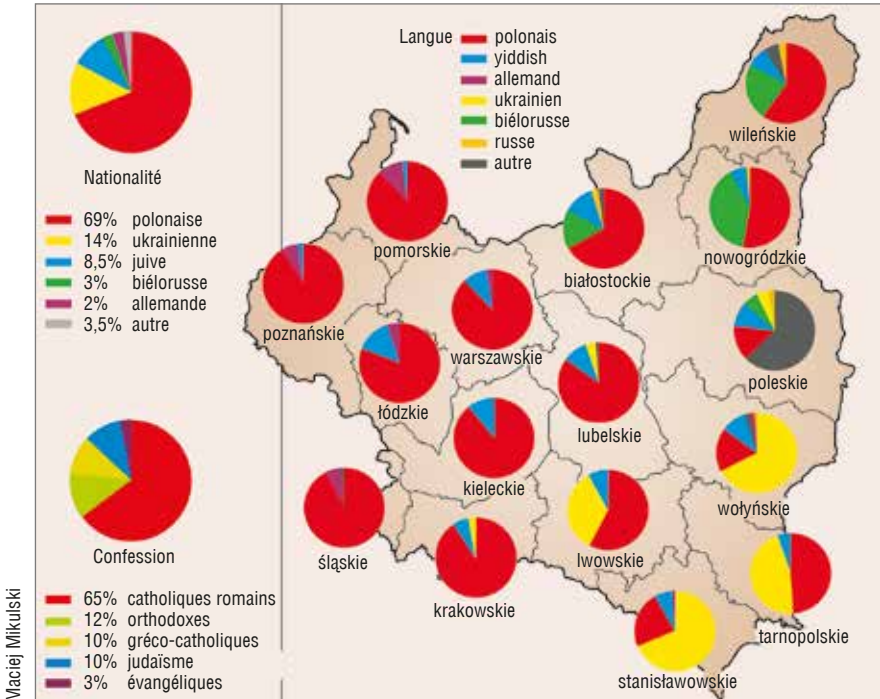
LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ENTRE LES DEUX GUERRES



Tomasz Ginter

blique de Pologne. Ils étaient dispersés dans tout le pays, particulièrement dans les grandes villes. Les Biélorusses (un peu plus de 3 %) et les Allemands (plus de 2 %) constituaient les autres minorités notables de la Pologne d'avant-guerre.

LA SOCIÉTÉ DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE : NATIONALITÉS, CONFESSIONS ET LANGUES



La Pologne, revenue à la vie après des années d'asservissement, ainsi que les autres pays d'Europe centrale et orientale, situés entre l'Allemagne et l'URSS, faisaient partie de ce qu'on nomme l'ordre de Versailles. Ce n'était donc pas un hasard si la II^e République de Pologne était intéressée par le maintien en Europe d'une paix durable et la consolidation des constituants les plus importants de cet ordre.

Mais les voisins totalitaires de la Pologne, c'est-à-dire l'Allemagne nazie et l'URSS communiste, cherchaient inlassablement à démanteler l'ordre de Versailles. Pour Adolphe Hitler, la récupération des domaines perdus par l'État allemand à la suite de la Première Guerre mondiale et l'accès des Allemands à un « espace vital » (*Lebensraum*) à l'Est du continent étaient devenus un but stratégique.

De son côté, le parti communiste au pouvoir en URSS, ainsi que ses dirigeants, n'avaient jamais abandonné leurs plans d'élargir l'empire soviétique par le transfert de la révolution vers d'autres pays d'Europe et sur les autres continents. L'idéologie communiste devait envahir le monde entier et établir les bases d'un pouvoir soviétique global, permettant la liquidation des frontières et la construction d'une nouvelle réalité politique et sociale à caractère totalitaire.

L'existence d'une Pologne autonome constituait une barrière à la réalisation de ces plans de transformation du continent à long terme. La société polonaise, fière de son indépendance nouvellement retrouvée en 1918 et attachée aux idéaux de liberté civique, était un obstacle naturel à l'essor des états totalitaires – émanation d'un esclavage moderne.

« L'ESPACE VITAL »

En reconstruisant la puissance du Reich, Adolphe Hitler était obligé de tolérer l'existence de l'État polonais. En 1934, il a même accepté de signer une déclaration de non-agression. Cependant, dans le comité étroit des dirigeants allemands, il ne cachait d'aucune manière qu'il traitait la Pologne comme un obstacle aux plans allemands à long terme. Déjà le 5 novembre 1937, lors d'une réunion au sein de la chancellerie du Reich avec le ministre de la Guerre, celui des Affaires étrangères et les commandants des différents corps de l'armée, il avait dit entre autres que la croissance continue de la population et le manque de terrains agricoles forceraient le Reich à conquérir, dans les années 1940 au plus tard, « un espace vital » à l'Est de l'Europe.

De fait, Hitler avait déjà exprimé cette opinion dans *Mein Kampf*, en rejetant les postulats de récupération par les Allemands des colonies sur les continents lointains. Selon lui, il valait bien mieux créer des colonies à proximité de l'Allemagne, à l'Est de celle-ci : « La conquête de nouveaux territoires de colonisation pour le nombre croissant de citoyens (du Reich) apporte d'énormes avantages, particulièrement si l'on tient compte de son avenir, et non seulement du moment présent. Le seul espoir de succès de cette politique territoriale réside dans les conquêtes de terres en Europe, et non pas, par exemple, au Cameroun. La lutte pour notre existence est une aspiration naturelle (...). La conquête de nouvelles terres en Europe est, pour cette raison, le seul espoir de l'Allemagne de mener une politique territoriale saine. »¹ Selon sa propre formule, Hitler voyait à l'Est de l'Europe des terres « situées à proximité de son pays », « pou-

¹ Toutes les citations et les textes sources sont traduits du polonais.

vant être colonisées par les Européens à grande échelle ». Dans ces conceptions, il n'y avait pas de place pour un État polonais comptant trente-cinq millions d'habitants, indépendant de l'Allemagne, veillant à ses propres intérêts et séparant les Allemands de leur « espace vital ».

L'existence de la Pologne libre faisait obstacle aux conceptions d'Hitler. De plus, tout modèle de coexistence de la Pologne avec le Reich allemand puissant, impérial et totalitaire, réalisant l'utopie du *Lebensraum*, constituait pour l'Allemagne un danger mortel. L'histoire a prouvé que toutes les concessions fondées sur l'espoir d'obtenir l'amitié d'Hitler n'ont fait qu'ouvrir la voie à une dépendance totale, à la merci du moloch totalitaire.

« LA BARRIÈRE »

La révolution bolchevique avait pour objectif d'être le début d'une nouvelle organisation de l'ordre global. Tel était son sens idéologique. Ni Lénine ni Staline ne pensaient à créer un ou plusieurs pays communistes, mais à réaliser une révolution mondiale qui changerait de façon essentielle l'aspect social, économique et culturel de tous les pays et de toutes les nations. Il en était déjà question dans le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels, et les bolcheviks l'ont souligné maintes fois. Cette utopie était parfaitement exprimée par l'emblème de l'URSS : la faucille et le marteau sur fond de globe terrestre, dominé par l'étoile rouge. Vladimir Lénine avait clairement affirmé que les forces armées étaient nécessaires pour « réaliser l'œuvre de la révolution prolétaire et créer une république soviétique mondiale ». Même la Constitution de l'URSS de 1924 parle d'« unir les travailleurs de tous les pays dans une République Soviétique Socialiste Mondiale ». Les nouveaux souverains du Kremlin n'ont pas abandonné un seul instant ces intentions à l'époque de l'entre-deux-guerres. Joseph Staline était un continuateur des visions utopiques de son prédécesseur. L'établissement du communisme sur le territoire de l'ancien empire russe ne constituait qu'une étape vers l'objectif.

Dans les conceptions soviétiques, le rapprochement de la révolution en Russie avec une révolution en Allemagne était un élément clé de la victoire du bolchevisme sur le continent. La guerre perdue en 1920 contre la Pologne a eu une importance capitale en freinant les progrès de la révolution. C'est la Pologne qui constituait une barrière aux possessions soviétiques sur le continent. Les bolcheviks ne doutaient pas que cette défaite avait fait échouer leur intention d'anéantir l'ordre politique et social de toute l'Europe. Après les batailles de Varsovie et sur le Niémen, Lénine avait affirmé le 2 octobre 1920 : « En brisant l'armée polonaise, nous rompons

la paix de Versailles, sur laquelle se fonde tout le système actuel des relations internationales. Si la Pologne devenait soviétique (...), la paix de Versailles serait abolie et tout le système international fondé sur la victoire sur l'Allemagne serait démantelé. » Il ajoutait plus loin : « Encore quelques jours d'offensive victorieuse de l'Armée rouge, et non seulement Varsovie aurait été conquise (ce qui ne serait d'ailleurs pas tellement important), mais la paix de Versailles aurait été ruinée. Voici l'importance internationale de cette guerre polonaise. » Il concluait en disant : « Voici où se trouve actuellement la source de nos nouvelles difficultés. Lorsque – comme on le sait – nous avons quelque peu manqué de forces pour accéder à Varsovie (...), lorsque l'armée après des combats inouïs et héroïques s'est retrouvée au bout de ses forces – nous avons connu la défaite militaire. »

Ce n'est donc pas sans raison que Staline a qualifié la Pologne de « barrière ». A la fin des années 1930, les forces de l'armée et de la police de l'URSS, développées au détriment de toute la société, devaient être prêtes à participer à un conflit européen – au moment opportun. L'expérience prouvait bien que tout chaos provoqué par la guerre était favorable à la révolution. Le premier ambassadeur américain à Moscou, William C. Bullitt, a commenté de manière très pertinente les résolutions du Komintern du 20 août 1935 : « La Russie souhaite profondément susciter un incendie général dans lequel elle aura une petite participation, en bombardant un peu de loin, pour renaître après comme un phénix (...) et réaliser une révolution mondiale. »

La situation de la Pologne, située entre deux pays totalitaires et agressifs, était dramatique. Les deux puissances souhaitaient abolir l'ordre de Versailles, établi après la Première Guerre mondiale, afin de réaliser leurs objectifs à long terme : les Allemands – « l'espace vital » à l'Est, les Soviétiques – une révolution communiste globale. La Pologne indépendante, déterminée à défendre le *status quo*, était pour eux un obstacle.

II

1939: UNE GUERRE DE SOLITUDE AU LIEU D'UNE PRISE EN TENAILLE ALLIÉE

LA MARCHÉ ALLEMANDE VERS LA GUERRE

La Pologne fut le premier pays à s'opposer par les armes au Reich allemand gouverné par Adolphe Hitler. Les succès obtenus dans le développement impuni de ses forces armées et dans l'agrandissement du territoire de l'Allemagne ne faisaient qu'accroître l'assurance de ce dernier. Hitler, de même que les bolcheviks, avaient pour règle de signer de façon conjoncturelle les traités et les accords internationaux à des fins provisoires (propagande incluse). Il définissait immédiatement les objectifs suivants, allant encore plus loin, sans tenir compte de la lettre et de l'esprit des engagements contractés.

Il en fut ainsi lors de la conférence de Munich en 1938, lorsqu'Hitler obtint l'accord des puissances occidentales pour annexer les territoires des régions frontalières de la Tchécoslovaquie. Il se déclara alors le garant principal de l'immuabilité et de l'inviolabilité des frontières de l'état ainsi amoindri. Les Tchèques espéraient que les concessions et l'abandon des territoires frontaliers leur permettraient d'obtenir l'amitié et l'estime de leur puissant voisin, mais leurs calculs se révélèrent vains. Bien que le nouveau gouvernement de ce que l'on appelait la II^e République ait essayé de diverses façons de s'attirer la complaisance de Berlin par sa politique intérieure et étrangère, Hitler prit possession au bout de quelques mois du pays entier, en l'incluant dans les frontières du Reich.

Après les succès de la remilitarisation de la Rhénanie, l'anschluss de l'Autriche, l'annexion en deux étapes de la Tchéquie et de la Moravie et l'annexion du territoire lituanien de Klaipėda, Hitler se tourna directement contre la Pologne. Du point de vue formel, ses exigences concernaient la Ville Libre de Gdańsk et le territoire polonais de la Poméranie de Gdańsk. Mais dans la réalité, la pratique d'Hitler avait déjà clairement prouvé que la satisfaction de ses exigences ne serait qu'une introduction à des exigences renouvelées, menant à la soumission totale de la Pologne à la politique et aux objectifs du Reich allemand. Pour Hitler, il s'agissait du « problème polonais », qu'il avait présenté le 25 mars 1939, lors d'une rencontre avec le commandant des armées de terre Walther von Brauchitsch, de la manière suivante : « La Pologne devrait être suffisamment brisée pour qu'il ne soit plus nécessaire de compter avec elle comme facteur politique dans les décennies à venir. »

LA POLOGNE CONTRE HITLER

Que pouvaient donner à la Pologne des concessions vis-à-vis de l'Allemagne ? Les Polonais n'étaient pas les seuls à se poser alors cette question. Les responsables politiques, les journalistes, mais aussi le grand public étaient conscients du problème. William Shirer, correspondant américain à Berlin, a noté dans son journal, à la date du 10 août 1939 : « Est-ce que les Allemands cachent leurs véritables desseins pour plus tard ? Pour le plus sot des observateurs, il est clair que ce n'est pas de Gdańsk qu'ils se préoccupent. Ce n'est qu'un prétexte. L'attitude des nazis, exprimée ouvertement par les milieux du parti, est la suivante : les Allemands ne peuvent pas se permettre d'avoir à l'est un état militaire puissant ; il faut donc liquider la Pologne sous sa forme actuelle ; il faut occuper non seulement Gdańsk (...) mais aussi tout le couloir, Poznań, la Haute Silésie. La Pologne doit être un état tronqué, un vassal de l'Allemagne. »

C'est dans cette atmosphère que le 5 mai 1939, le ministre des Affaires étrangères Józef Beck rejeta, au nom de la Pologne, les revendications allemandes pendant son discours à la Diète. Il déclara que celles-ci étaient « unilatérales » et que « l'offre » allemande consistait à concéder à la Pologne ce qui n'était « de fait et de droit que notre propriété indéniable ». En terminant son discours, Beck constata de manière catégorique : « La paix est une chose précieuse et convoitée. Notre génération, ensanglantée par les guerres, mérite certainement la paix. Mais la paix, comme presque toutes les choses de ce monde, a son prix ; un prix élevé, mais mesurable. En Pologne, nous ne connaissons pas la notion de paix à tout prix. Dans la



■ « Boches, laissez le territoire polonais tranquille ». Manifestation anti-allemande en 1939 (H. Zieliński, *Historia Polski 1914–1939*, Wrocław 1982, p. 278)

vie des hommes, des peuples et des États, il n'y a qu'une seule chose qui soit inestimable. C'est l'honneur. »

L'Allemagne, qui s'était agrandie durant les années 1930, était en 1939 un pays nettement plus grand que la Pologne du point de vue du territoire et de la population. La Pologne, depuis quelques années seulement, bâtissait son capital économique après un démembrement ayant duré plus d'un siècle. Les Allemands, grâce à des dizaines d'années de développement inaltéré, disposaient d'une industrie puissante et diversifiée, qui constituait une base pour la production intensive d'armements tout en apportant à l'économie d'énormes bénéfices.

Néanmoins, la Pologne était décidée à défendre sa liberté et sa souveraineté. Les autorités de la République de Pologne disposaient à cet égard de l'appui de la grande majorité de

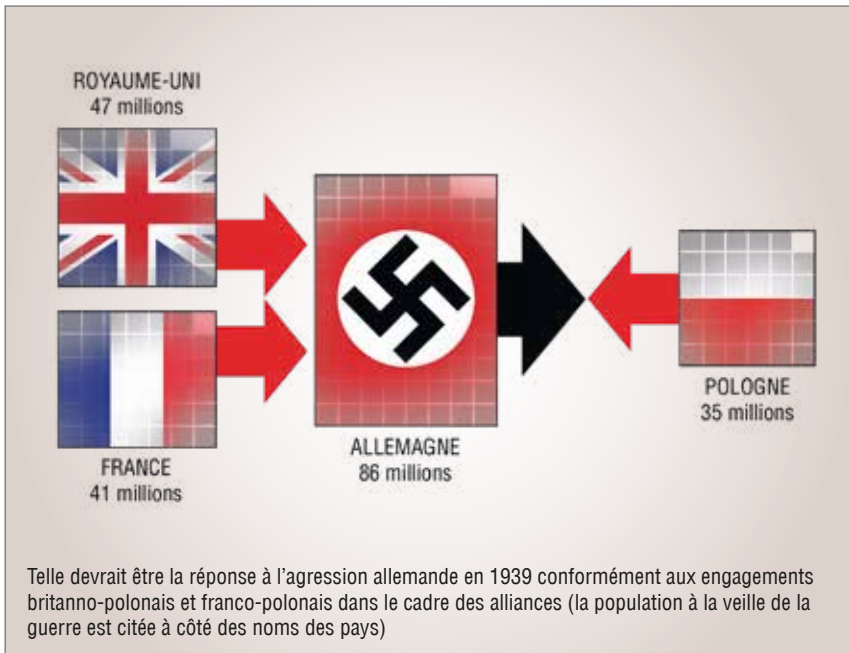
la société, consciente de l'expérience de la Tchéquie, qui s'était résignée à accepter la perte de son indépendance.

LES ALLIÉS OCCIDENTAUX

En rejetant fermement les revendications territoriales allemandes, la Pologne n'était pas du tout condamnée à l'échec. En 1939, elle avait des traités d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire avec les pays européens les plus puissants parmi ceux qui tenaient au maintien de la paix et de l'ordre de Versailles.

Il s'agissait d'engagements mutuels fermes et univoques. En cas de guerre, ces alliances garantissaient une aide militaire et la prise en tenaille de l'État d'Hitler. Selon la convention militaire

ENGAGEMENTS DES ALLIÉS EN CAS D'AGRESSION ALLEMANDE EN 1939

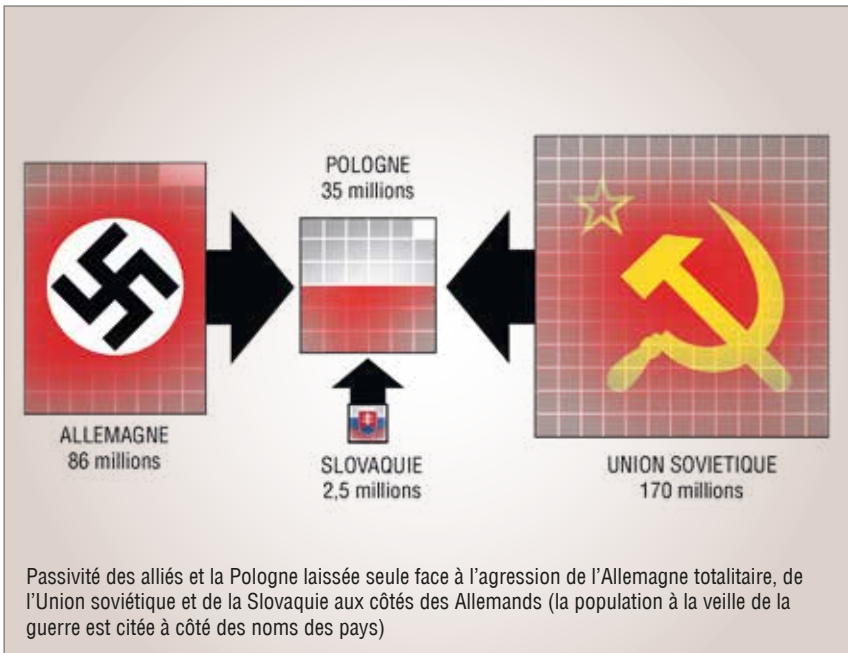


franco-polonaise de 1939, dans le cas d'une agression allemande contre la Pologne, les forces armées françaises étaient tenues d'entreprendre immédiatement des opérations aériennes et, dans les trois jours, « des opérations offensives sur des objectifs limités » ; après quinze jours, la France était obligée de « procéder à une offensive militaire de ses forces principales contre l'Allemagne ».

Ces engagements étaient complétés par les dispositions du traité polono-britannique du 25 août 1939. L'article 1 de ce traité stipulait clairement que la Grande-Bretagne s'engageait à « apporter immédiatement » à la Pologne agressée « toute l'aide et tout l'appui qu'elle serait en mesure de fournir ».

Et réciproquement : la Pologne s'engageait à entreprendre des actions opérationnelles en cas d'agression allemande contre les pays occidentaux. Dans le cas d'une agression des Allemands à l'Ouest, la Pologne devait les attaquer à l'Est en les obligeant à diviser leurs forces. Elle était déterminée à remplir ses devoirs.

SITUATION RÉELLE EN 1939



La France et la Grande-Bretagne étaient liées à la Pologne par une alliance antiallemande. Mais les accords ne prévoyaient pas de coopération dans le cas d'une agression soviétique.

Extrait de la convention militaire franco-polonaise signée le 19 mai 1939

Dans le cas d'une agression allemande contre la Pologne ou celui d'une menace contre les intérêts vitaux de la Pologne à Gdańsk qui entraînerait une riposte militaire de la Pologne, les Forces armées françaises entreront automatiquement en action de la manière qui suit :

1. La France entreprendra immédiatement des opérations aériennes [...]
2. Dès qu'une partie des forces françaises sera prête (environ le troisième jour I+ [c.-à-d. à partir du premier jour de la mobilisation générale – MK.], la France entreprendra successivement des opérations offensives sur des objectifs limités.
3. Dès que l'effort militaire allemand principal contre la Pologne sera perceptible, la France entreprendra des actions offensives de ses forces principales contre l'Allemagne (à partir du quinzième jour I+)

[...] Réciproquement, si le gros des forces allemandes attaquait la France, en particulier par la Belgique ou la Suisse, en conséquence de quoi l'armée française entreprendrait des actions militaires, l'Armée polonaise redoublerait d'efforts pour lier un maximum de forces allemandes, selon les modalités générales concertées par les Commandements.

Extrait de l'accord du 25 août 1939 d'aide mutuelle entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Article 1 [...] dans le cas où l'une des Parties contractantes se trouverait engagée dans des opérations militaires contre l'une des puissances européennes, consécutives à l'agression de celle-ci contre ladite Partie contractante, l'autre Partie contractante fournira sans délai à la Partie contractante engagée dans des opérations militaires toute l'aide et tout l'appui qu'elle sera en mesure de fournir.

Source : Protocole final des entretiens franco-polonais d'État-major tenus les 15 au 17 mai, Paris, 19 mai 1939 [in :] *Polska w polityce międzynarodowej (1939–1945). Zbiór dokumentów*, t. 1: 1939, élab. W.T. Kowalski, Warszawa 1989, p. 264–265. Accord d'aide mutuelle entre la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Londres, 25 août 1939 [in :] *ibidem*, p. 470.

Fragment du protocole secret additionnel au pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Moscou, le 23 août 1939

1. Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant aux États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), la frontière septentrionale de la Lituanie devra constituer la limite des sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS. En fonction de quoi, les droits de la Lituanie sur la zone de Vilna sont reconnus par les deux parties.

2. Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant à l'État polonais, les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS seront délimitées approximativement par les rivières Narew, Vistule et San.

La question de savoir si l'intérêt des deux parties rend souhaitable la conservation d'un État polonais indépendant, et celle des limites qui doivent être fixées à cet État ne pourront être déterminées qu'en fonction des développements politiques ultérieurs. En tout état de cause, les deux gouvernements régleront cette question par des accords à l'amiable.

3. Pour ce qui est du sud-est de l'Europe, la partie soviétique rappelle à l'attention ses prétentions sur la Bessarabie. La partie allemande déclare son désintéressement politique complet pour ce territoire.

4. Ce protocole sera considéré comme strictement secret par les deux parties.

Moscou, le 23 août 1939.

Pour le gouvernement du Reich
allemand :
J. von Ribbentrop

Le plénipotentiaire du
gouvernement de l'URSS :
V. Molotov

Source : Protocole secret additionnel au pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Moscou, le 23 août 1939 [in :] *Polska w polityce międzynarodowej (1939-1945). Zbiór dokumentów*, t. 1 : 1939, élab. W.T. Kowalski, Warszawa 1989, p. 464.

LE PACTE RIBBENTROP-MOLOTOV

Cependant, les plans d'expansion territoriale regroupèrent l'Allemagne et l'URSS dans une communauté d'intérêts temporaire contre la Pologne et d'autres plus petits États de la région. Il fut rapidement clair que l'existence de la Pologne libre était essentielle pour le maintien de la liberté des autres pays situés entre la Baltique et la mer Noire. Pour Hitler, une alliance avec Staline était une garantie de succès supplémentaire : elle augmentait les chances de gagner rapidement la guerre contre la Pologne. Le 23 août 1939, un accord germano-soviétique fut signé à Moscou, connu

PLAN INITIAL DE PARTAGE DES PAYS ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'URSS, CONFORMÉMENT AU PROTOCOLE SECRET DU PACTE RIBBENTROP-MOLOTOV DU 23 AOÛT 1939



LIGNE DE PARTAGE DE LA POLOGNE ET DES PAYS LIMITOPHES ENTRE L'URSS ET L'ALLEMAGNE, APRÈS L'AMENDEMENT DU PACTE RIBBENTROP-MOLOTOV DU 28 SEPTEMBRE 1939



Frontières des pays
au mois d'août 1939



Limite des terri-
toires considérés
zone d'intérêts
de l'URSS



Limite des terri-
toires considérés
zone d'intérêts
de l'Allemagne



Ligne Ribbentrop-
Molotov après les
modifications ap-
portées le 28 sep-
tembre 1939



sous le nom des chefs de la diplomatie de l'Allemagne et de l'URSS : le pacte Ribbentrop-Molotov. Ce traité, signé par deux puissances totalitaires, ouvrait de fait la voie au début de la guerre.

Les avantages territoriaux mutuels furent décrits dans un protocole secret rattaché à ce « pacte de non-agression ». Celui-ci prévoyait le partage de la Pologne le long des rivières Narew, Vistule et San, et définissait également les sphères d'influence de l'URSS et du Reich allemand en Europe Centrale et Orientale. Hormis la Pologne de l'Est, la zone soviétique devait comporter la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Bessarabie roumaine. L'Allemagne devait recevoir la partie occidentale de la Pologne et la Lituanie avec la région polonaise située autour de Vilna.

Après la II^e Guerre mondiale, les dirigeants allemands furent accusés devant le Tribunal militaire international de Nuremberg de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crimes contre la paix. On essaya de joindre aux actes le texte du protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov, comme preuve irréfutable de la responsabilité du Reich allemand dans le déclenchement de la guerre et de son rôle d'État agresseur. Pour tous ceux qui connaissaient le contenu de ce document, il était clair que celui-ci confirmait un rôle identique de la part de l'URSS : celui d'État agresseur, coresponsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. La partie soviétique, présente officiellement à Nuremberg comme accusateur, comprit rapidement que la vérité sur le protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov révélerait que les Soviétiques devaient eux aussi être au banc des accusés. Elle fit donc tout pour que le document ne soit ni attaché aux actes du procès, ni rendu public. En URSS et dans les pays satellites asservis par celle-ci (dont la Pologne), toute révélation du texte de ce document, voire même d'informations sur son existence, était interdite jusqu'aux années 1980. Sous les régimes communistes, toute mention de ce document était menacée de peines sévères.

L'AGRESSION ALLEMANDE

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne à l'Ouest, et – conjointement avec la Slovaquie – au Sud. Les forces armées du Reich comptaient plus de 1,6 million de soldats, équipés d'environ 10 000 canons et mortiers, de plus de 2 700 chars et de 1 300 avions de combat.

La Pologne disposait d'une armée relativement forte, mais nettement inférieure à l'armée allemande – à cause de la différence des potentiels évoquée plus haut. Dans le cadre d'une mobilisation inachevée, elle pouvait opposer à l'envahisseur environ 1 million de soldats, 4 300 canons et mortiers, environ 880 chars et voitures blindées et 400 avions de combat.

LES AGRESSIONS CONTRE LA POLOGNE AU MOIS DE SEPTEBRE 1939



Toutefois, selon les hypothèses retenues, cela devait être une guerre de trois pays alliés contre l'agression du Reich allemand. La menace d'une attaque de la part de la France et de la Grande-Bretagne devait forcer Hitler à entreprendre une lutte sur deux fronts. Comme dans le cas de l'attaque de la Russie à l'Est en 1914, cela aurait mis fin aux rêves allemands de mener une guerre éclair (*Blitzkrieg*).



■ Bombardement d'artillerie de Westerplatte par les navires allemands en septembre 1939 (CNA)

Dès les premiers instants de la guerre, la Pologne remplissait ses obligations découlant de l'alliance. Elle s'opposa de manière décidée à l'ennemi dans l'attente d'opérations militaires de la part de ses alliés. En septembre 1939, les Polonais se battaient en étant conscients que, dans le combat contre les Allemands, seul un effort commun de la coalition pouvait changer leur situation stratégique.

La résistance résolue de la Pologne vis-à-vis de l'agresseur allemand força les alliés à entreprendre des actions significatives. Lorsqu'Hitler rejeta l'ultimatum des pays occidentaux, la France et la Grande-Bretagne déclarèrent officiellement la guerre au Reich allemand le 3 septembre 1939. Londres fut suivi par la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Indépendamment du développement ultérieur de la situation, Hitler connut ainsi sa première défaite : il ne parvint pas à réduire l'invasion de la Pologne à l'échelle d'un conflit bilatéral local.

TOUTES LES FORCES DU REICH À L'EST

La déclaration de la guerre par les pays occidentaux aurait pu être, pour Hitler, un signal d'alarme. Le potentiel militaire des trois alliés européens était décidément plus grand que celui de l'Allemagne. Les Allemands toutefois engagèrent la majorité de leurs forces dans l'attaque contre la Pologne, alors que les frontières occidentales du Reich restaient pratiquement sans défense.

A la frontière française stationnaient des divisions peu nombreuses et faiblement armées, privées d'un matériel militaire lourd. Les forces blindées allemandes, l'artillerie et l'aviation furent presque dans leur totalité lancées contre la Pologne.

Les plans défensifs polonais prévoyaient de livrer bataille dans la zone frontalière et de transférer progressivement la défense sur la ligne des rivières Narew, Vistule et San dans l'attente des opérations des armées françaises et britanniques, qui auraient allégé la situation des combattants polonais. On avait préparé en secret d'énormes dépôts de carburant et des terrains d'atterrissage pour les avions britanniques qui devaient, par rotation, attaquer les armées allemandes avec un atterrissage en Pologne. La Pologne attendait tous les jours avec espoir que Londres et Paris remplissent leurs engagements d'alliés.

Les Allemands étaient conscients du danger que représenterait alors pour eux une attaque à l'Ouest. Profitant du tracé de la frontière polonaise, propice à leur tactique, ils s'efforcèrent d'encercler rapidement les troupes polonaises et de les détruire avant qu'elles ne se retirent derrière la ligne de la Vistule. S'ils ne parvinrent pas à réaliser ce plan, leurs armées blindées pénétrèrent toutefois profondément à l'intérieur du territoire polonais. Après des combats frontalières acharnés dans la Mazovie du Nord, la Poméranie, la Silésie et au sud de la Pologne, les troupes polonaises furent obligées de se retirer, mais les Allemands ne réussirent pas à détruire les forces principales. La longue défense de la capitale polonaise commença le 8 septembre 1939. Le lendemain, à l'ouest de Varsovie, sur les bords de la Bzura, deux armées polonaises attaquèrent avec succès les assaillants allemands et poursuivirent pendant une dizaine de jours l'une des plus grandes batailles de la guerre défensive polonaise de 1939. L'attaque polonaise obligea les Allemands à corriger leurs plans, ralentissant leur offensive. Le changement de la situation militaire polonaise était toujours possible, à condition que les Allemands soient obligés de transférer une partie de leurs troupes à l'Ouest.

Les alliés occidentaux de la Pologne auraient dû, dans leur propre intérêt, remplir leurs engagements vis-à-vis des Polonais, en entreprenant immédiatement des opérations militaires pour forcer Hitler à transférer une partie de ses troupes du front Est. La résistance farouche de la Pologne ouvrait à la France et à la Grande-Bretagne la possibilité de terminer rapidement et victorieusement le conflit avec le Reich allemand. Le développement de la situation militaire et les succès allemands sur le front dépendaient de la détermination et de la rapidité des opérations armées à l'Ouest. La guerre déclenchée par les Allemands en septembre 1939 ne devait pas inévitablement se transformer en cataclysme continental et mondial.



■ Défenseurs de Varsovie près de l'épave d'un avion allemand abattu en septembre 1939 (photo : Julien Bryan/AIPN)



▪ En septembre 1939, la cavalerie polonaise utilisait les chevaux principalement pour se déplacer. Elle participait habituellement aux affrontements armés à pied, se battant avec des armes antichars contre des chars allemands. Sur la photo : quelques-uns des quelques dizaines de chars détruits de la 4^e Division blindée allemande, arrêtés avec succès près de Mokra par les unités de la Brigade de Cavalerie de Volhynie (domaine public)

UNE DÉCISION SUICIDAIRE

Les Français et les Britanniques auraient dû attaquer les Allemands assez rapidement. Mais malgré la déclaration de guerre à l'Allemagne, les forces de terre françaises, décidément plus nombreuses que les forces allemandes, restèrent pratiquement inactives. Les Britanniques ne remplirent pas non plus leurs engagements vis-à-vis de la Pologne. Bien qu'ils aient déclaré la guerre à l'Allemagne, ils décidèrent tout de même, dès le 5 septembre, que l'Armée Royale de l'Air se tiendrait uniquement en état d'alerte. Le Conseil suprême franco-britannique se réunit pour la première fois le 12 septembre 1939 à Abbeville. Les alliés prirent alors une décision tragique dans ses conséquences : ils confirmèrent leur décision de laisser la Pologne lutter en solitaire contre Hitler, sans qu'aucune aide effective ne soit fournie de leur part. Au lieu de profiter de l'occasion, ils permirent aux Allemands de continuer librement leurs opérations à l'Est, retenant l'hypothèse catastrophique que la guerre se résoudrait plus tard – à l'Ouest.

De cette façon, la France et la Grande-Bretagne permirent de priver les forces de la coalition antiallemande d'une armée polonaise comptant un million de soldats. Cette myopie fut



■ Soldats de l'Armée polonaise en 1939 (NAC)

non seulement la cause de la tragédie de la République de Pologne et de ses citoyens, mais indirectement aussi de la tragédie ultérieure de la France et involontairement, de l'hécatombe de la guerre qui toucha presque tout le continent.

L'un des auteurs des plans d'invasion allemande de la Pologne, le général Alfred Jodl, chef d'état-major de l'armée allemande, n'eut aucun doute à cet égard : « Jusqu'en 1939, nous étions certainement capables de briser la Pologne. Mais jamais – ni en 1938, ni en 1939 – nous n'aurions pu nous opposer à une attaque commune de ces pays (c'est-à-dire de la Grande-Bretagne, de la France et de la Pologne). Et si nous n'avons pas connu la défaite déjà en 1939, il faut attribuer cela au fait que, pendant la campagne polonaise, 110 divisions françaises et britanniques sont restées totalement passives face à 23 divisions allemandes. »

L'AGRESSION SOVIÉTIQUE

Hitler jouait le tout pour le tout. Lorsque ses plans visant à dissocier totalement la France et la Grande-Bretagne des événements en Pologne échouèrent (ces pays ayant déclaré la guerre

à l'Allemagne), il ne pouvait pas être sûr à 100 % qu'ils n'entreprendraient pas d'opérations militaires. Il voulait d'autant plus en finir le plus vite possible avec la Pologne. Le silence de l'allié soviétique du Reich ne faisait qu'accroître la tension. Hitler, n'étant pas sûr du comportement de la France et de la Grande-Bretagne, réclamait avec impatience que l'URSS attaque la Pologne du côté est.

Berlin fut soulagé le 17 septembre 1939. C'est ce jour-là que l'Armée rouge traversa, sur toute la ligne, la frontière polono-soviétique, en se heurtant seulement à la résistance des unités du Corps de Protection des Frontières (KOP) et de rares formations régulières ou volontaires de l'armée polonaise. La Pologne avait dépêché toutes les forces possibles contre les Allemands. Même les bataillons du KOP étaient affaiblis, car une partie des unités avait été transférée auparavant pour affronter les Allemands. Plus de 600 000 soldats soviétiques, accompagnés par l'artillerie et les forces blindées et soutenus par l'aviation, se dirigèrent vers le cours central de la Vistule. C'est à cet endroit que devait se trouver la nouvelle frontière germano-soviétique, fixée dans le pacte Ribbentrop-Molotov, la rive gauche de Varsovie devant tomber aux mains d'Hitler et la rive droite aux mains de Staline.

Dans ces circonstances, même la résistance farouche des formations du KOP et des détachements de l'armée, aidés de la population civile, ne pouvait arrêter les forces d'invasion soviétiques collaborant avec les Allemands. Certaines unités avaient reçu du commandant en chef, voulant sauver un maximum de troupes, l'ordre d'éviter les combats avec les bolcheviks, sauf en cas d'assaut de leur part ou de tentative de désarmer les unités polonaises. Cependant, sur tout le territoire concerné par les opérations de l'Armée rouge, c'est bien cette attitude des agresseurs soviétiques qui était la plus courante. Les plus grandes batailles avec les troupes soviétiques se sont déroulées à Szack (29–30 septembre) et à Wytyczno (1^{er} octobre).

L'invasion de l'Armée rouge permit de fermer à l'Est l'étau de l'agression contre la Pologne isolée. Seules quelques petites sections des frontières avec la Lituanie et la Lettonie, mais aussi avec la Roumanie et la Hongrie (la Ruthénie subcarpatique) ne furent pas attaquées. Dans cette situation, ni la Pologne, ni aucun autre pays n'auraient pu gagner cette guerre. Aucun pays n'aurait été capable de supporter les coups portés à la Pologne en 1939.

Malgré leur situation désespérée, les Polonais luttèrent jusqu'au bout. L'invasion soviétique rendit impossible les plans de regroupement de toutes les unités qui n'avaient pas été brisées dans la partie sud-est du pays. Les Allemands constataient avec satisfaction le silence

régnant sur le « front » occidental, le long de la frontière française. Lorsque les envahisseurs totalitaires achevaient l'armée polonaise, les avions alliés bombardaient les villes allemandes uniquement... avec des tracts de propagande.

LES DERNIERS COMBATS

Dans la partie ouest du pays, les combats cessèrent successivement dans les jours qui suivirent. Dans la situation existante, même les opérations réussies devaient se solder par un échec. Après le succès initial de la bataille de la Bzura, les troupes de l'Armée Polonaise furent définitivement brisées. A l'issue de cette bataille, qui se termina le 22 septembre, une partie seulement des unités qui avaient combattu parvint à rejoindre Varsovie qui luttait encore. Lvov se défendait de façon efficace depuis le 12 septembre. Dans les grandes batailles de Tomaszow Lubelski (17–20 septembre et 21–26 septembre), deux armées polonaises, ainsi que les troupes qui reculaient jusqu'à la frontière avec la Roumanie alliée, succombèrent aux Allemands. Les Polonais se défendirent encore à quelques endroits sur la côte baltique, dans la forteresse de Modlin (jusqu'au 29 septembre) et également dans la capitale qui, grâce au grand engagement de la population civile, résista aux Allemands jusqu'au 28 septembre. Lvov, qui avait repoussé toutes les attaques des troupes allemandes, se rendit aux troupes soviétiques venues de l'est. La dernière grande bataille défensive de la Pologne fut menée efficacement par les Polonais, jusqu'à épuisement des munitions, à Kock du 2 au 5 octobre 1939.

La Pologne, abandonnée à son sort par les alliées, lutta contre l'agresseur dans des conditions dramatiques pendant plus de cinq semaines. Les pertes en matériel militaire, subies en Pologne par l'Allemagne, étaient si importantes qu'après la fin des opérations, l'Allemagne n'aurait pas été capable de mener à bien des opérations d'envergure à l'ouest de l'Europe. Là encore, les Français et les Britanniques ne surent pas tirer profit de la situation : de manière générale, ils suivirent passivement le déroulement des événements. Les Allemands profitèrent des mois suivants pour reconstruire rapidement leur armée, combler les pertes et renforcer leur potentiel militaire (également grâce aux fournitures de matières premières de l'URSS alliée). Après avoir protégé leurs frontières à l'est, ils commencèrent au printemps 1940 leur invasion de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe du Nord.

C'est seulement la défaite de la France en 1940 qui créa un contexte permettant de juger de la dimension réelle de la guerre défensive polonaise en 1939. La République Française, bien



▪ Varsovie repoussa les attaques des Allemands jusqu'au 28 septembre 1939. Sur la photo : le Château royal de Varsovie brûle après un raid aérien allemand (NAC)

que profitant d'une situation (géographique) vis-à-vis de l'ennemi beaucoup plus avantageuse que celle de la Pologne, bien que disposant d'une armée nettement plus forte et agissant en coopération avec les troupes de Grande-Bretagne, de Belgique et des Pays-Bas, ne lutta que pendant six semaines et demie, à peine un peu plus que la Pologne attaquée de toutes parts par les puissances totalitaires.

L'attitude de la Pologne en septembre 1939 mit fin aux conquêtes faciles et impunies qui renforçaient le pouvoir d'Hitler. Si, à cause de la passivité des alliés en 1939, l'Allemagne ne connut pas encore le goût de la défaite, c'est la résistance des Polonais qui transforma l'agression allemande en un conflit international. Et quels que furent les développements de ce conflit, il s'agissait là du commencement de la défaite définitive du Reich allemand et de son chef nazi.



III

L'ÉTAT MALGRÉ LES OCCUPANTS

SANS CAPITULATION

La République de Pologne ne capitula ni devant les Allemands, ni devant les Soviétiques. Les Polonais étaient déterminés à continuer leur lutte contre leurs agresseurs allemands et soviétiques. C'est avec cette conviction que, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1939, juste après l'agression soviétique, le président de la République de Pologne traversa la frontière polono-roumaine en compagnie du gouvernement. Ils comptaient sur leur allié roumain pour qu'il leur permette de se rendre librement en France, d'où ils auraient pu diriger les futurs combats. Mais sous la pression des événements, les Roumains décidèrent d'interner le président, le gouvernement et également le commandant en chef qui s'étaient retrouvés sur leur territoire.

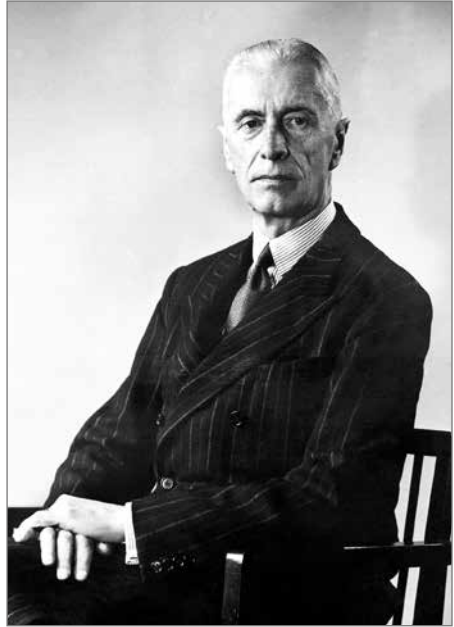
Dans cette situation, le président Ignacy Mościcki, en suivant les dispositions de la Constitution de la République de Pologne d'avril 1935, désigna son successeur. Le 30 septembre 1939, Władysław Raczkiewicz devint le nouveau président de la Pologne, et par là-même le plus haut représentant de l'État polonais et de ses citoyens. Il n'y eut aucun changement pendant la guerre et Raczkiewicz garda son fauteuil de président jusqu'à sa mort, survenue en 1947. Les nouvelles autorités polonaises établirent leur siège provisoire en France, pays allié, et après sa défaite en 1940, en Grande-Bretagne. La continuité juridique de l'État polonais fut maintenue. La République de Pologne resta sur l'arène internationale le seul dépositaire légal du territoire et le représentant des citoyens de la République de Pologne. Ainsi que le souligne l'historien polonais Andrzej Ajnenkiel : « La constitution d'avril demeurait la base des actions du gouver-

nement de la République de Pologne. Du point de vue du droit national et international, elle était la seule base légale de l'existence du gouvernement polonais et de sa reconnaissance en tant que continuateur légal de la Pologne indépendante. C'était un élément extrêmement important de la continuité de l'État. »

L'ÉTAT EXISTE

La République de Pologne resta partie combattante et membre de la coalition antiallemande du premier au dernier jour de la guerre. Grâce à l'exil des autorités de la Pologne dans des pays alliés, l'État polonais ne cessa pas d'exister, malgré l'occupation de son territoire par les agresseurs. La continuité juridique entre les institutions de la II^e République et les institutions établies en exil fut décisive quant à la légalité nationale des organes des pouvoirs clandestins, créés sous leur autorité dans le pays occupé.

Le président Raczkiewicz nomma le général Władysław Sikorski chef du premier gouvernement en exil. Après sa mort tragique à Gibraltar en juillet 1943, il fut remplacé par le chef du parti paysan, Stanisław Mikołajczyk. Le socialiste Tomasz Arciszewski devint Premier ministre en novembre 1944. En 1939, le Premier ministre Sikorski prit aussi la fonction de chef des Forces armées de la République de Pologne. Après sa mort tragique, le président confia ce poste au général Kazimierz Sosnkowski. Après la démission de celui-ci, dès septembre 1944, cette fonction échut, pendant l'Insurrection de Varsovie, au commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur (AK), le général Tadeusz Komorowski (pseudonyme « Bór »). Lorsque celui-ci se retrouva en captivité après la chute de l'Insurrection, les devoirs de chef des Forces armées furent assumés par le général Władysław Anders.



■ Władysław Raczkiewicz – président de la République de Pologne de 1939 à 1947 (NAC)

Le gouvernement de la République de Pologne en exil rassemblait les différentes options politiques, aussi bien de gauche que du centre et de droite ; on veillait à ce qu'il reste *de facto* un Gouvernement de l'Unité Nationale, réunissant des représentants de toutes les factions et de tous les milieux politiques de Pologne. Cette appellation a été utilisée maintes fois.

COALITION ET ISOLEMENT

La République de Pologne garda la possibilité de participer à la politique internationale, la capacité juridique de signer des traités et celle de prendre des engagements au nom de la société polonaise. Elle demeura également membre de la Société des Nations. Ce fait est clairement confirmé par la participation de la délégation polonaise à l'Assemblée de la Société des Nations du 11 décembre 1939. Les ambassades et les représentations polonaises à l'étranger ne cessèrent pas de fonctionner.

On présumait que la Pologne, dans l'avenir, en tant que membre de la coalition victorieuse, co-déciderait du destin de l'Allemagne vaincue, du changement des frontières, des réparations de guerre, du nouvel ordre européen. Le gouvernement déclarait dans son programme : « La libération de la Patrie, afin qu'elle retrouve sa place dans la famille des nations libres, est l'objectif fondamental du Gouvernement de la République de Pologne. » En définitive, malgré la guerre défensive perdue et les pertes subies, la Pologne devait ressortir de cette guerre renforcée – autant du point de vue politique que du point de vue territorial (grâce à la révision des frontières avec l'Allemagne). Et, ce qui n'est pas sans importance, renforcée également dans sa dimension morale – en tant que pays qui a été le premier à s'opposer à Hitler et avait rempli ses obligations d'allié.



■ Le général Władysław Sikorski – Premier ministre de la République de Pologne et commandant en chef des Forces armées de 1939 à 1943 (IPMS/KARTA)

La situation de la Pologne était pourtant compliquée, pas seulement à cause de l'occupation et du fait que son gouvernement devait fonctionner en exil. Dans les années 1939–1941, la République de Pologne était en état de guerre avec deux puissances totalitaires : l'Allemagne et l'URSS, même si les deux guerres n'avaient pas été déclarées du point de vue formel par les envahisseurs. Ces deux guerres étaient aussi le résultat d'agressions qui n'avaient pas été provoquées.

Toutefois, dans ces nouvelles circonstances, bien que le fait de la collaboration germano-soviétique fût connu et que les autorités de la République de Pologne dussent fonctionner en exil, les Britanniques et les Français ne leur laissaient pas d'illusions. Ils faisaient clairement comprendre aux Polonais que la guerre avec les Allemands constituait un problème commun, mais que la guerre avec les Soviétiques était un problème uniquement polonais. En principe, les deux puissances faisaient abstraction du conflit polono-soviétique.

Il en ressortait – comme cela fut constaté lors d'une des réunions du gouvernement de la République de Pologne – que « la Pologne était le seul pays européen en état de guerre avec les Soviétiques ». La Pologne ressentait douloureusement cet isolement.

Bien que l'URSS ait rempli ses obligations d'allié à l'égard du III^e Reich en agressant la Pologne, bien qu'elle ait rompu les accords internationaux et bilatéraux (y compris le pacte de non-agression polono-soviétique de 1932), Staline parvint là où Hitler avait échoué : réduire le conflit polono-soviétique à une dimension uniquement bilatérale.

LES FORCES ARMÉES À L'OUEST

La Pologne faisait toujours partie du camp des alliés. Malgré l'attitude des alliés français et britanniques en 1939, les Polonais misaient tous leurs espoirs de changer leur destinée sur la victoire définitive des puissances occidentales contre l'Allemagne. En septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne – bien qu'elles aient laissé passer une situation stratégique favorable et qu'elles aient perdu la possibilité d'utiliser l'armée polonaise comptant un million de soldats – restaient toujours sûres d'elles-mêmes.

La Pologne n'avait pas l'intention d'observer passivement les événements en attendant l'offensive des alliés. Le gouvernement polonais en exil procéda immédiatement à la reconstruction de ses forces armées. Avec les participants à la guerre défensive de 1939, qui avaient réussi de différentes façons à arriver en France, et les milieux de l'émigration polonaise, on



▪ Soldats de la Brigade autonome de chasseurs de Podhale. La brigade était prête à participer à la guerre soviéto-finlandaise dans le cadre du corps franco-britanno-polonais, qui devait aider la Finlande. Finalement, elle a participé aux combats pour la défense de la Norvège contre les Allemands en 1940 (CNA)

entreprit de former les Forces Armées Polonaises. En quelques mois, une armée comptant plus de 85 000 soldats fut créée en France.

Une chance de rompre l'isolement polonais vis-à-vis de l'agresseur soviétique apparut au tournant des années 1939–1940. Après l'attaque sur la Finlande en novembre 1939, l'URSS fut bannie de la Société des Nations. On commençait à voir de plus en plus nettement que les deux États totalitaires (le Reich allemand et l'URSS), mus par leur idéologie impériale, avaient d'un commun accord embrasé un conflit mondial afin non seulement de se rendre maîtres des terrains qu'ils s'étaient partagés dans le pacte Ribbentrop-Molotov, mais aussi pour dominer de façon durable les autres nations du continent.

La conscience du fait que ces deux pays totalitaires liés par un pacte étaient un ennemi pour le monde libre commençait à percer. C'est ainsi que la conception d'envoyer en aide à la Finlande un corps international composé de troupes britanniques, françaises et polonaises fit son apparition. Le gouvernement polonais y voyait une chance de soutenir la Finlande, mais aussi de mettre en évidence, sur la scène internationale, le problème de l'agression soviétique.

La Brigade autonome de chasseurs de Podhale fut désignée pour participer à l'expédition. Mais les préparatifs des alliés se prolongeaient. Finalement on abandonna le projet lorsque la Finlande, après plusieurs mois de résistance héroïque, signa en mars 1940 une paix mettant fin à la guerre avec l'URSS (cette paix ne faisait d'ailleurs que confirmer toutes les faiblesses des forces armées soviétiques).

Ainsi la Pologne se retrouvait de nouveau isolée face à l'agresseur soviétique.

EN DÉFENDANT LA NORVÈGE, LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Au printemps 1940, profitant entre autres des livraisons de matières premières soviétiques, les Allemands lancèrent une offensive sur le front occidental. Hitler triomphait à nouveau. Le 9 avril 1940, l'armée allemande n'eut besoin que d'une seule journée pour occuper le Danemark. Tout de suite après, les troupes allemandes commencèrent à envahir la Norvège, aidée dans



■ Pilotes de la Division 303, l'une des divisions polonaises participant à la défense de la Grande-Bretagne (Imperial War Museums)

sa défense par des navires de guerre polonais et des unités de terre (entre autres durant la bataille de Narvik en mai-juin 1940).

En juin 1940, les soldats polonais se battirent pour défendre la France. Disséminés dans différents corps tactiques français, ils participèrent aux luttes avec les Allemands, entre autres sur la Sarre, sur le canal de la Marne au Rhin, à Lagarde, sur la Somme et en Champagne. Les aviateurs polonais défendirent la Belgique et la France du Nord, en protégeant entre autres Paris. Dès 1939, les navires de la Marine de guerre polonaise participèrent à la protection des convois alliés sur l'Atlantique ainsi qu'à des opérations en Méditerranée. En raison de la rapidité fulgurante des succès allemands, seule une partie des forces armées reconstruites réussit à quitter la France après la défaite et à rejoindre les Îles Britanniques.

Après la chute de la France, la Pologne, bien qu'encore plus affaiblie, devint pour quelques mois le plus important allié européen de la Grande-Bretagne. Le président Raczkiewicz fut reçu avec tous les honneurs, sur les Îles Britanniques, par le roi en personne. Chaque soldat comptait. On procéda à une nouvelle reconstruction des Forces Armées Polonaises, en formant un corps de plus de 30 000 soldats.

Mais c'est l'engagement de plus de 9 000 aviateurs polonais en Grande-Bretagne qui fut l'apport le plus important de la Pologne pendant cette phase de la guerre. Les divisions de chasseurs et de bombardiers polonais furent formées pour participer avec succès à la Bataille d'Angleterre et – dans les années suivantes – à des combats et à des bombardements sur diverses parties du continent. Les pilotes polonais pouvaient se vanter d'avoir abattu 12 % de tous les avions allemands détruits au-dessus de la Grande-Bretagne. La marine et les unités de terre polonaises eurent également leur part dans la défense de la Grande-Bretagne.

RAYER LA POLOGNE DE LA CARTE

Entre-temps, la population sur les terres polonaises se retrouva dans un monde tout à fait différent. L'invasion de la Pologne n'était pas encore achevée que les Soviétiques et les Allemands apportèrent, d'un commun accord, des corrections au protocole secret qui était joint au pacte Ribbentrop-Molotov. Les ministres des Affaires étrangères du Reich et de l'URSS se rencontrèrent à nouveau le 28 septembre 1939. Les deux États qui avaient fait éclater la guerre faisaient maintenant, en toute harmonie, des retouches sur la carte des territoires occupés en Pologne. La ligne de démarcation germano-soviétique fut déplacée de sa ligne originale – sur

OCCUPATION DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DANS LES ANNÉES 1939–1941



Tomasz Ginter

Frontières polonaises du 1^{er} septembre 1939

Ocupation allemande :

Territoires incorporés directement au Reich

Gouvernement général

Ocupation soviétique

District de Vilna transféré par l'URSS à la Lituanie et, avec elle, incorporé à l'URSS en 1940

Ocupation slovaque

Lignes de partage de la Pologne entre l'URSS et l'Allemagne :

ligne établie par le Pacte Ribbentrop-Molotov le 23 août 1939

ligne de démarcation établie le 28 septembre 1939

OCCUPATION DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DANS LES ANNÉES 1941–1944



Tomasz Ginter

les rivières Narew–Vistule–San à l'est – vers la ligne des rivières Narew–Bug–San. Les Allemands « reçurent » de cette façon la Mazovie orientale et la région de Lublin. En échange, les Soviétiques ajoutèrent à leur sphère d'influence, dans le protocole secret nouvellement rédigé, la Lituanie (encore indépendante) et la région polonaise de Vilna, dont ils s'étaient déjà emparés.

Les campagnes militaires des deux agresseurs furent couronnées par un défilé commun sur la « frontière de l'amitié » à Brest-Litovsk sur le Bug.

C'est dans ces circonstances qu'Hitler et Staline annoncèrent que la Pologne était rayée de la carte de l'Europe. Du côté occidental, les Allemands occupèrent presque la moitié du pays –188 000 km² au total. Les parties Nord et Ouest de ces territoires furent incorporées à l'Allemagne (Poméranie, Grande Pologne, région de Suwałki, Mazovie du Nord et de l'Ouest, Łódź et ses alentours, la partie polonaise de la Haute-Silésie et les domaines occidentaux de la Petite Pologne) comme parties intégrantes du Reich – en les rendant semblables du point de vue administratif aux provinces allemandes existantes. En revanche, la partie sud-est du territoire occupé reçut un statut à part à l'intérieur du Reich de la Grande Allemagne (Grossdeutsches Reich en allemand), celui de Gouvernement général (Generalgouvernement).

L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE

Quant à l'URSS, elle occupa plus de la moitié du territoire de la République de Pologne – plus de 201 000 km² au total. Les territoires de l'est de la République de Pologne furent en grande partie incorporés aux républiques soviétiques de Biélorussie et d'Ukraine. L'annexion fut « formellement » déclarée après le simulacre tragicomique d'élections aux Assemblées Populaires organisé par Moscou. Il s'agissait d'une mise en scène de propagande organisée à grande échelle, selon des procédures prétendument démocratiques, réalisée dans une ambiance de terreur, avec des résultats préparés à l'avance, sous le contrôle de la police politique soviétique (NKVD) et en violation des règles élémentaires du droit international.

En octobre 1939, les autorités soviétiques forcèrent la Lituanie à accepter des bases de l'Armée rouge sur son territoire, en lui donnant « en cadeau » la région polonaise de Vilna. Il s'agissait d'une région revendiquée par la Lituanie avant la guerre, bien qu'elle fût habitée dans une très grande majorité par des Polonais.

Pour l'URSS, le transfert de la région de Vilna n'était qu'une « opération technique » – une étape de l'agrandissement de l'empire. Staline était parfaitement conscient du fait qu'après

la défaite de la Pologne et au regard des accords avec les Allemands, les petites républiques baltes se retrouveraient à sa merci. C'est pour cette raison que, durant le printemps et l'été 1940 – au moment même de la chute de la France – toute la Lituanie (avec la région de Vilna, bien entendu), la Lettonie et l'Estonie furent occupées par l'Armée rouge et proclamées bientôt nouvelles « républiques soviétiques ».

LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Le Gouvernement général (GG) fut créé sur les terres polonaises, de 1939 à 1945, sur décision d'Hitler, à la suite d'un décret interne du « chef et chancelier du Reich » datant d'octobre 1939. Ce décret ne laissait aucune place à une quelconque forme étatique polonaise, même symbolique.



- Territoires polonais incorporés au Reich. Une famille allemande emménage dans une maison dont les Polonais ont été expulsés (AIPN)

Aucun organisme étatique de collaboration ne vit le jour pendant toute la guerre. Tout le pouvoir administratif du Gouvernement général était aux mains des structures d'occupation du Reich allemand. A sa tête, on plaça un Allemand, Hans Frank qui, en tant que gouverneur général, était subordonné directement à Hitler. Les structures locales furent reconstruites dans le cadre de la structure d'occupation du pays, de manière à assurer leur contrôle complet par les Allemands.

Sur les terrains du Nord et de l'Ouest, destinés à une unification rapide avec le Reich, les Allemands menèrent déjà, dans les premiers mois de l'occupation, une action massive d'expulsion des Polonais et des Juifs. On estime à 900 000 personnes le nombre de citoyens de la République de Pologne expulsés alors de leurs demeures. Sur ces territoires, l'occupant ferma non seulement les écoles polonaises, mais il interdit également, sous la menace de peines sévères, l'emploi en public de la langue polonaise. Cela dit, dans le Gouvernement général, l'allemand reçut le statut de langue officielle, alors qu'on n'attribua au polonais que le statut de langue « admissible ».

Le territoire du Gouvernement général était, sur la carte du Reich, une zone délimitée où pouvaient résider provisoirement les Polonais et les Juifs (y compris ceux qui avaient été expulsés des terres immédiatement incorporées complètement au Reich). Il s'agissait d'en faire une sorte de base agricole et de matières premières ainsi qu'un réservoir de main d'œuvre esclave et bon marché pour le reste de l'Allemagne. En conséquence, tout enseignement au-dessus du niveau élémentaire fut interdit. L'enseignement supérieur et secondaire pour les Polonais fut totalement supprimé et les écoles primaires ne purent plus dispenser qu'un programme d'enseignement très restreint. La presse polonaise fut également supprimée et remplacée par des journaux en langue polonaise, qui étaient intégralement un instrument de propagande allemande.

Extrait de l'une des ordonnances allemandes, relatives à l'expulsion des Juifs et des Polonais des territoires polonais incorporés au Reich allemand, datée du 12 novembre 1939 :

- 1) Le Reichsführer-SS et le chef de la police allemande, en sa qualité de commissaire du Reich pour le renforcement des valeurs nationales allemandes, décrète qu'il est nécessaire d'expulser des territoires anciennement polonais qui appartiennent désormais au Reich :
 - a) Tous les Juifs et
 - b) Tous les Polonais qui, soit appartiennent à l'intelligentsia, soit constituent à cause de leur orientation pro-polonaise une menace pour la victoire et le renforcement

des valeurs nationales allemandes. Il convient de traiter de la même façon les éléments criminels.

L'expulsion a pour objectif :

- a) le nettoyage et la sécurisation de nouveaux territoires allemands,
- b) la création de logements et d'emplois pour les volksdeutsche immigrants.

L'action d'évacuation doit impérativement répondre à ces objectifs, par principe sans tenir compte de tout autre intérêt.

- 2) Suite à la réunion auprès du Gouverneur général à Cracovie, la déportation [de la population] du pays de la Warta concerne, pour commencer, sur la période du 15.11.1939 au 28.02.1940, 200 000 Polonais et 100 000 Juifs.
- 3) Les territoires situés au sud de Varsovie et de Lublin ont été désignés comme région d'installation des déportés.
- 4) Dans le cadre de cette première opération, il convient de déporter des districts ruraux tous les Juifs, et parallèlement au moins 2 000 Polonais des districts les plus petits et un nombre proportionnellement supérieur des plus grands.

Les villes ci-après, non incluses dans les districts, doivent préparer à la déportation :

Poznań : environ 35 000 Polonais et tous les Juifs

Łódź : environ 30 000 Polonais et 30 000 Juifs

Gniezno : environ 2 300 Polonais et tous les Juifs

Inowrocław : environ 2 300 Polonais et tous les Juifs.

Les contingents des Polonais et des Juifs destinés à la déportation des villes non incluses dans les districts ainsi que de ceux des districts ruraux, seront évacués dans les délais précisés au point 2. [...] Le terrain ne sera nettoyé et sécurisé, avec toutes les conséquences, que dès lors que la couche des dirigeants intellectuels, toute l'intelligentsia ainsi que tous les éléments politiquement hostiles et criminels seront éliminés. Il convient aussi de déporter toutes les personnes qui se considèrent comme Polonais. Quant à l'intelligentsia, il n'est pas nécessaire de constater le fait de son activité politique ou antiallemande. De plus, il faut de toute manière prendre en compte la création de logements et d'emplois pour les reichs- et volksdeutsche qui s'installent.

Source : J. Böhler, K.-M. Mallmann, J. Matthäus, *Einsatzgruppen w Polsce*, Warszawa 2009, p. 203-204.

CARACTÈRE TEMPORAIRE

La décision de créer le Gouvernement général ne dévoilait ni les véritables desseins du chef du Reich vis-à-vis de la nation polonaise ni ses plans pour le futur. Il ne s'agissait que d'une étape dans la réalisation de plans prévus à long terme, consistant à transformer la partie orientale du

continent selon le concept « d'élargissement de l'espace vital » pour la nation allemande. Les plans ultérieurs, précisés de façon plus détaillée après l'agression allemande contre l'URSS, étaient basés sur le concept de la déportation massive de presque toute la population non-allemande sur les territoires de la Sibérie (Generalplan Ost). Mais la réalisation de ce concept ne pouvait être garantie que par la victoire militaire totale de l'Allemagne. Dans le cadre de « l'espace vital allemand », ces territoires devaient obtenir dans l'avenir un caractère purement allemand grâce à l'introduction de nouveaux colons de nationalité allemande à la place des Juifs, des Polonais et des autres nationalités.

Entre-temps, les Allemands manquaient de personnel pour pourvoir complètement les postes des structures administratives du territoire du Gouvernement général. Pour l'exécution de leurs ordres, ils se servent donc – également sous la contrainte – d'une partie des cadres de l'administration publique polonaise locale. Une nouvelle structure administrative fut créée. Le pouvoir civil local échut aux starostes : cette fonction était confiée à des Allemands, venus le plus souvent du Reich. Le pouvoir local polonais d'avant-guerre fut *de facto* supprimé en juin 1940. Les maires des villes, communes et villages ont été réduits au rôle de fonctionnaire à exécuter passivement les ordres des fonctionnaires allemands, étroitement surveillés par les autorités d'occupation.

Après l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS, la totalité du territoire polonais se retrouva rapidement sous l'occupation allemande. Hitler incorpora la région de Bialystok en tant que Bezirk Bialystok et la Galicie de l'Est avec Lvov, comme nouveau district du Gouvernement général dans l'enceinte du Reich de la Grande Allemagne. Les autres terrains de l'Est et du Nord-Est de la République de Pologne furent rattachés au Reichskommissariat Ukraine et au Reichskommissariat Ostland, qui regroupait aussi la Biélorussie et les pays Baltes. Cet état de choses dura jusqu'en 1944.

En janvier 1944, l'Armée rouge pénétra de nouveau en Pologne et commença à occuper ses territoires de l'Est. Bien que la Pologne fit partie du camp allié, les Soviétiques incorporèrent de force ces terrains dans les frontières de l'URSS, en commençant ainsi une nouvelle étape d'asservissement.



IV

LA TERREUR DE L'OCCUPATION ET LE GÉNOCIDE

LE CRIME AU QUOTIDIEN

C'est l'impossibilité d'assurer une protection directe à ses citoyens, soumis à la terreur des deux pays occupants, qui constitua la plus grande tragédie des structures nationales de la République de Pologne, lorsque celle-ci succomba, lors d'une lutte inégale, à ses envahisseurs. Chaque territoire régi par le pouvoir des agresseurs totalitaires fut en effet soumis à une politique de terreur qui touchait toutes les couches et tous les groupes nationaux de la société polonaise. Une partie relativement petite du pays – infime si on la compare aux terrains occupés par l'Allemagne et l'URSS – était sous l'occupation de la Slovaquie. En effet, l'État slovaque, en récompense de sa participation à l'agression allemande, reçut d'Hitler les terrains frontaliers du Spisz polonais et de l'Orava. La Slovaquie y mena sa propre politique anti-polonaise, puis antijuive.

Dès les premiers jours de l'occupation, les droits des Polonais furent considérablement restreints et soumis à la domination impitoyable des services allemands. Quant aux citoyens juifs de la République de Pologne, les Allemands les repoussèrent tout en bas de l'échelle sociale : ils furent rapidement privés de toute protection juridique. Dès les premiers jours de l'occupation, les Allemands humiliaient la population juive de façon démonstrative. Dès le début de la guerre, les actes de criminalité et de violence collectifs et individuels contre les Juifs faisaient partie de la vie quotidienne de la terreur fondée sur la toute-puissance de l'occupant allemand.

Dès les premières semaines de l'occupation, les Allemands s'efforcèrent d'éliminer de façon impitoyable les représentants de l'intelligentsia polonaise. Il s'agissait de supprimer « la couche dirigeante » pour faire des Polonais une nation sans élites. A cette fin, ils utilisèrent divers stratagèmes. Par exemple, les professeurs des universités de Cracovie, qui avaient été invités à une conférence donnée par un représentant des autorités allemandes, furent arrêtés dans les locaux de l'université pour être immédiatement transportés dans des camps de concentration.

Au printemps et en été 1940, les Allemands procédèrent, dans tous les districts du Gouvernement général, à une « action de pacification extraordinaire », c'est-à-dire à l'action AB (en allemand *Ausserordentliche Befriedungsaktion*) visant la société polonaise. Il s'agissait d'une opération d'arrestation et d'extermination d'environ 6 500 personnes considérées comme prédestinées à la résistance, ainsi que de membres des élites intellectuelles polonaises.

Dès l'automne 1939, les Allemands procédèrent à des massacres collectifs et des exécutions de la population, en fusillant des personnes de mérite, des hommes politiques, des chercheurs, des prêtres et des anciens combattants d'organisations de lutte pour l'indépendance. Parmi les différents lieux de meurtres collectifs, on peut citer Palmiry, près de Varsovie,



■ Terreur sous l'occupation. L'exécution de Polonais effectuée par les Allemands à Bochnia en décembre 1939 (AIPN)

où les Allemands assassinèrent, dans les années 1939–1941, environ 1 700 personnes. En Poméranie, à Piaśnica, dans le cadre de l'extermination des Polonais et de la destruction de la polonité, les nazis assassinèrent, lors d'exécutions collectives effectuées dans les années 1939-1940, entre 12 000 et 14 000 personnes. Le nombre des victimes de massacres à plus ou moins grande échelle augmentait de mois en mois.

Les conditions auxquelles étaient soumis les Polonais par l'occupant allemand étaient incomparables avec ce que connurent, dans les années suivantes, les sociétés des pays occidentaux européens conquis par le Reich allemand. Trait caractéristique, lorsque les collaborateurs français essayaient d'expliquer la nécessité de faire de nouvelles concessions aux Allemands, ils évoquaient le danger de la « polonisation de l'occupation ».

Dans la Pologne occupée, les Allemands utilisaient leurs propres critères de séparation raciale de la population, ce qui se traduisait par une différenciation de l'échelle des persécutions de divers groupes d'habitants. Les occupants alimentaient les antagonismes nationaux existants et, en imposant des règlements juridiques barbares, ils essayaient de fomenter de nouvelles animosités.

Parmi les minorités nationales installées dans la Pologne d'avant-guerre, les Allemands essayaient aussi, par différents gestes, d'amadouer les Ukrainiens, bien que leurs concessions fussent très lointaines des attentes des leaders des groupements nationalistes ukrainiens.

« LA RACE DES SEIGNEURS »

Sur les terrains occupés par les Allemands, le fait d'appartenir à la couche privilégiée ne résultait pas de l'appartenance au parti (comme sur les territoires occupés par l'URSS). La propagande allemande ne brandissait pas le slogan d'appartenance à la NSDAP réservé aux Allemands, mais prônait avant tout des thèses sur la supériorité des personnes appartenant à la nation allemande.

Les autorités allemandes veillaient à exalter les Allemands de manière adéquate – aussi bien ceux qui constituaient une minorité en Pologne avant la guerre que ceux qu'on faisait venir du Reich avec toute leur famille. Ils étaient tous proclamés « race des seigneurs » (*Herrenvolk*).

Des quartiers d'habitation allemands, des parcs, des cafés et de moyens de transport en commun destinés uniquement aux Allemands furent créés dans le Gouvernement général. Ils étaient généralement pourvus de l'inscription *Nur für Deutsche*. Dans les villes du Gouvernement général, les tramways étaient divisés en une partie confortable à l'avant (avec l'inscrip-



■ Tramway portant l'inscription « réservé aux voyageurs allemands » dans Cracovie occupée, 1941 (NAC)

tion susmentionnée) pour les Allemands, et une partie moins confortable à l'arrière pour les autres voyageurs. Les actes juridiques du Gouvernement général parlaient des Allemands et de la germanité comme d'un statut particulier, qui était soumis à une protection spéciale. (Un détail caractéristique, qui rend bien l'ambiance des actions allemandes, était la façon d'éditer et de traduire en polonais les actes juridiques allemands. Bien qu'il soit de règle dans l'orthographe polonaise d'écrire le nom de toutes les nationalités avec une majuscule et les adjectifs avec une minuscule, dans toutes les traductions des règlements allemands en polonais, le mot « Allemand » et tous ses dérivés commençaient avec une majuscule. En revanche, le mot « Polonais », même en tant que substantif définissant la personne par sa nationalité, commençait quelquefois par une minuscule. Différents règlements, destinés à la population polonaise et juive, obligeaient celle-ci à céder le passage aux Allemands sur les trottoirs, à enlever son chapeau, etc. Ces éléments du quotidien, apparemment insignifiants, avaient pour but d'humilier la population non allemande et de renforcer les Allemands eux-mêmes dans la conviction que, grâce aux victoires d'Hitler, ils devenaient réellement « une race de seigneurs » privilégiée.

LES PACIFICATIONS ET EXÉCUTIONS

Dès le 31 octobre 1939, le gouverneur général Hans Frank émit un arrêté prévoyant la peine de mort pour toute action dirigée contre un Allemand ou contre les autorités allemandes par tout habitant non allemand du Gouvernement général. Ainsi, presque toute manifestation de désobéissance aux règlements allemands, tout comportement incorrect vis-à-vis de n'importe quel Allemand, de sa propriété ou des « instruments de travail » des autorités allemandes étaient susceptibles de la peine de mort. Le fait même de prôner la désobéissance aux règlements les plus draconiens des autorités d'occupation était menacé de mort. On punissait également de cette façon ceux qui étaient au courant d'un fait de désobéissance, mais n'en avaient pas informé les autorités.

La peine de mort pour différents délits, pour les personnes « n'étant pas des Allemands », était également mentionnée dans les autres actes juridiques du Gouvernement général, comme par exemple dans la disposition de Hans Frank du 2 octobre 1943 « Sur la lutte contre les attentats contre l'œuvre allemande de la reconstruction dans le Gouvernement général ». Ces actes servaient à créer une ambiance d'impunité pour les crimes commis par les Allemands sur les territoires occupés contre les citoyens de la République de Pologne.



▪ Exécution de Polonais à Leszno le 21 octobre 1939 – on achève les victimes (AIPN)

C'est pour cette raison que, dans les villages et les petites villes polonaises, les Allemands appliquaient habituellement le principe de la responsabilité collective. Il leur arrivait souvent d'assassiner des habitants innocents pour semer l'effroi. Ils opérèrent au total plusieurs milliers de pacifications, pendant lesquelles ils tuèrent des habitants sans défense qui ne leur opposaient aucune résistance. Beaucoup furent tués simplement parce qu'ils étaient Polonais. Des centaines de villages sur le territoire du Gouvernement général furent incendiés. Les Allemands rasèrent complètement plus de soixante-dix villages. Ce qui arrivait de manière sporadique en Tchéquie (l'assassinat des habitants du village de Lidice) ou en France (le massacre d'Oradour-sur-Glane), était sur le territoire polonais un acte de terreur fréquent. A Michniów, par exemple, près de Kielce, les Allemands assassinèrent plus de 200 habitants, dont 48 enfants ; à Krasowo-Czestki, dans la région de Podlasie – 250 personnes, dont 97 enfants ; à Szczecyn dans la région de Lublin – 368 personnes, dont 71 enfants ; à Skłoby – plus de 260 personnes. On peut multiplier ces exemples. Au cours des centaines d'actions de pacification de ce type, menées dans les villages polonais, les Allemands assassinèrent des dizaines de milliers de personnes. Les enfants constituaient une partie importante des victimes. Ces actions s'accompagnaient le plus souvent de l'incendie des villages.

Souvent, appliquant le principe de la responsabilité collective pour diverses formes de résistance, les Allemands fusillaient des otages ou des groupes de prisonniers choisis au hasard. Dans de nombreuses villes et localités étaient organisées des exécutions publiques pendant lesquelles les victimes étaient pendues ou fusillées. Les « affiches de la mort », c'est-à-dire les

listes des prisonniers et des otages fusillés, étaient un élément constamment présent dans les rues polonaises. La peur devait paralyser toute la société et étouffer la résistance.

En même temps, à l'époque de leurs plus grands triomphes militaires, les Allemands commencèrent à mettre à exécution leurs plans d'élimination de toute la population non allemande de certaines régions. Comme espace expérimental en son genre, on choisit la région de Zamość, dont la population polonaise fut déportée en masse. Elle devait être remplacée par des Allemands.

LES GHETTOS

Les autorités du Reich introduisirent sans tarder des réglementations juridiques antijuives sur les territoires occupés. Elles appliquèrent aussi très rapidement de nouvelles restrictions. Bien que, dans les deux premières années d'occupation, il ne fût pas encore question d'une suppression physique totale de la population juive, dès septembre 1939, les actes de cruauté dirigés contre la population juive et les meurtres de Juifs faisaient partie des pratiques allemandes – à côté des crimes commis contre les élites nationales et celles représentant les autorités locales. Les troupes de la Wehrmacht entrant en Pologne agissaient de la même manière. Les unités *Einsatzgruppen* qui suivaient l'armée assassinaient systématiquement les Juifs. Ces actions étaient accompagnées de démonstration d'humiliation de la population juive.

Les Allemands inclurent rapidement les citoyens juifs de la République de Pologne au groupe des personnes sans protection juridique. Ils incluaient dans ce groupe les Polonais de confession juive et les Polonais d'autres confessions qui avaient des ancêtres juifs, ce qui était conforme aux « critères de Nuremberg ». Ils entreprirent très vite de créer des quartiers délimités où l'on réunissait toute la population juive telle que définie selon les critères allemands (en allemand *jüdische Wohnbezirke*). Beaucoup de ces quartiers furent ensuite entourés de murs et fermés. Les Juifs n'avaient en aucun cas le droit – sous peine de mort – de quitter le ghetto sans une permission spéciale. Les mêmes règles s'appliquaient aux Polonais qui, de leur côté, n'avaient pas le droit de pénétrer dans le ghetto.

Les Allemands créèrent le premier ghetto sur le territoire polonais déjà en octobre 1939. Le plus grand, regroupant presque un demi-million de personnes, fut créé à Varsovie. Un mur fut progressivement élevé le long de ses frontières. En novembre 1940, le ghetto varsovien était déjà complètement fermé par les Allemands.



■ Rue dans le ghetto de Varsovie, créé par les Allemands (Żydowski Instytut Historyczny/ Institut juif de l'histoire/)

Dans le cadre de la réglementation de la nourriture, les Polonais, classés comme une population de catégorie inférieure, recevaient des rations nettement plus petites que les Allemands. Mais les « rationnements » juifs étaient encore bien inférieurs – ils constituaient à peine 8 % de la ration allemande. La création de conditions de vie extrêmes dans les ghettos était une introduction à l'extermination physique ultérieure de la population juive.

Les Allemands créèrent aussi dans les ghettos des organes auxiliaires pour gérer la population juive, les *Judenrat*, qui étaient responsables devant les autorités allemandes et soumis également aux ordres des fonctionnaires SS et de la police allemande.

PEINE DE MORT POUR L'AIDE AUX JUIFS

Seul un petit nombre de Juifs essayèrent de survivre en dehors des ghettos. Parmi eux, il y avait ceux qui avaient fui le ghetto. La survie était d'autant plus difficile que tout le territoire du pays était soumis à la terreur impitoyable de l'occupant. Seule une partie des fugitifs survécut – en règle générale, ce n'était possible que grâce à l'aide de la population non juive, vivant en

dehors des ghettos. Les Allemands, qui s'étaient rendu compte de ce phénomène, introduisirent la peine de mort inconditionnelle pour toute manifestation d'aide aux Juifs qui se cachaient. Le 15 octobre 1941 déjà, le gouverneur général émit un arrêté formel sur la peine de mort applicable non seulement aux Juifs qui se cachaient en dehors des ghettos, mais aussi à toute personne qui leur fournirait une aide quelconque. Cet arrêté fut maintes fois rappelé dans les districts du Gouvernement général. Les Polonais étaient menacés de mort non seulement pour avoir caché tout Juif, mais aussi pour l'avoir hébergé de façon provisoire, pour lui avoir fourni de la nourriture, pour l'avoir transporté d'un endroit à un autre et même pour lui avoir acheté ou vendu quelque chose.

Souvent, on considérait comme responsables de ces « crimes » non seulement les propriétaires des locaux, mais aussi tous les membres de la famille et même les voisins qui étaient au courant. On estime que plus de mille Polonais furent tués pour avoir aidé des Juifs. La famille de Józef et Wiktoria Ulma de Markowa en est devenue le symbole. Cette famille fut entièrement massacrée (y compris les enfants en bas âge) pour avoir aidé et caché illégalement – à la lumière des règlements allemands – deux familles juives dans leur grenier. En règle générale, les Allemands assassinaient sur place les Juifs découverts dans leur cachette.

Des crimes semblables furent perpétrés par des policiers « bleu marine » agissant dans les services allemands et par des fonctionnaires de la Police auxiliaire volontaire ukrainienne.



■ La famille de Wiktoria et Józef Ulma du village de Markowa. En 1944, les Allemands ont découvert qu'ils cachaient deux familles juives dans leur maison. Ils les ont assassinés avec leurs sept enfants et les Juifs qu'ils cachaient (photo de la collection de Mateusz Szpytma)

Énoncé de l'un des règlements allemands prévoyant la peine de mort pour une quelconque aide à la population juive :

AVIS

Relatif à la peine de mort pour l'aide aux juifs ayant traversé sans autorisation la frontière du quartier juif

Récemment un grand nombre de juifs ont quitté sans autorisation le quartier qui leur est assigné. Ceux-ci se trouvent encore dans l'arrondissement de Varsovie. Je rappelle que la troisième ordonnance du Gouverneur général du 15.10.1941 (VBI. GG.S.595) prévoit que non seulement les juifs seront condamnés à mort pour avoir traversé la frontière du quartier juif, mais aussi quiconque les aura aidés d'une façon ou d'une autre à se cacher. Je souligne que par aide fournie aux juifs l'on considère non seulement le fait de les loger et de les nourrir, mais aussi de leur assurer le transport par quelque moyen de locomotion, de leur acheter ou de leur vendre divers produits, etc.

J'appelle la population du district de Varsovie à rapporter au poste de police ou de gendarmerie le plus proche chaque cas de juif qui se trouverait sans autorisation en dehors du quartier juif.

Quiconque a fourni ou fournit encore de l'aide à un juif et qui le rapportera, avant le 9.9.1942 à 16 h. au poste de police ou de gendarmerie le plus proche, sera exempté de responsabilité pénale. De même, sera exempté de responsabilité pénale quiconque renverra, avant le 9.9.1942 à 16 h. les objets achetés à un juif, à l'adresse Varsovie, Niska 20, ou qui informera de ce fait le poste le plus proche de police ou de gendarmerie.

Le Commandant de la SS- et de la Police
pour l'arrondissement de Varsovie

Varsovie, le 5 septembre 1942

Source : M. Edelman, *Getto walczy*, Lublin 1993, p. 36.

BEKANNTMACHUNG

BEKANNTMACHUNG

Betr.: Todesstrafe für Unterstützung von Juden, die die jüdischen Wohnbezirke unbefugt verlassen haben.

In der letzten Zeit haben sich zahlreiche Juden aus den ihnen zugewiesenen jüdischen Wohnbezirken unbefugt entfernt. Sie haben sich z. B. noch im Distrikt Warschau auf.

Ich weise darauf hin, dass durch die neue Verordnung des Generalgouverneurs über Aufenthaltbeschränkung im Generalgouvernement vom 15.12.1941 (VER. GG. S. 595) nicht nur die Juden, die in dieser Weise unbefugt den ihnen zugewiesenen Wohnbezirk verlassen haben, mit dem Tode bestraft werden, sondern dass die gleiche Strafe jedem trifft, der solchen Juden wissenschaftliche Unterstützung gewährt. Dazu gehört nicht nur die Gewährung von Nahrung und Verpflegung, sondern auch jede anderweitige Unterstützung, z. B. durch Mitnahme in Fahrzeuge aller Art, durch Ankauf jüdischer Sachwerte usw.

Ich richte hiermit an die Bevölkerung des Distrikts Warschau die Aufforderung, jeden Juden, der sich unbefugt ausserhalb eines jüdischen Wohnbezirks aufhält, sofort dem nächsten Polizeiviertel oder Gestapoamtsposten zu melden.

Wer einem Juden Unterstützung hat zuteil werden lassen oder z. B. noch zuteil werden lässt, hiervon aber bis zum 23.12.1942 16 Uhr. der nächsten polizeilichen Dienststelle Mitteilung macht, wird **STRAFRECHTLICH NICHT VERFOLGT WERDEN.**

In der gleichen Weise wird gegen denjenigen von einer Strafverfolgung Abstand genommen, der die von einem Juden erworbenen Sachwerte bis zum 23.12.1942 16 Uhr. in Warschau, Krakau, Łódź, abliest oder bei dem nächsten Polizeiviertel bzw. Gestapoamtsposten Meldung erstattet.

**Der SS- und Polizeiführer
im Distrikt Warschau.**

Warschau, den 5. September 1942.

OBWIESZCZENIE

Dotyczy kary śmierci za wspieranie żydów, którzy przekroczyli bez uprawnienia granic dzielnic żydowskiej.

W ostatnim czasie widziałem wielu żydów wyjechać do bez uprawnienia do ich obszarów mieszkaniowych. Ci zostali oni dłużej w okolicy mieszkaniowych. Przypominam, że zgodnie z rozporządzeniem Generalnego Gubernatora z dnia 15.12.1941 r. (VER. GG. S. 595) przewidziano, że nie tylko żydzi zostali skazani na śmierć za przekroczenie granicy dzielnic żydowskiej, ale także, kto w jakikolwiek sposób pomaga im w ukrywaniu się. Zarządza się, że pomoc udzieloną żydom, nie została ona tylko pomocniczo, ale również świadczenia ich, jakkolwiek trywialne, doprowadzi do ich śmierci bezwarunkowo, i t. p.

Zarządza się do ludności całego województwa warszawskiego i warszawian, aby zgłaszała żydów, którzy bez uprawnienia przekroczyli granice dzielnic żydowskiej, natychmiast zawiadomić w najbliższym punkcie policji lub gestapo.

Kto zgłosił pomoc żydom albo bezwarunkowo zgłosił, że do dnia 1. 1. 1943 r. goła nie została w najbliższym punkcie policji lub gestapo, nie podlega odpowiedzialności karnej.

Wskazuję, że podlega odpowiedzialności karnej ten, kto do dnia 23.12.1942 r., godz. 16.00, odstąpił rzeczy należące do żydów pod adresem Warszewo, Nieka 23 albo zawiadomił o tym najbliższy punkt policji lub gestapo.

**Kierownik SS- i Policji
do Okręgu Warszawskiego**

Warschau, den 5. September 1942.

▪ L'une des milliers d'annonces, diffusées par les Allemands sur les terres polonaises, informant sur la peine de mort pour toute forme d'aide à la population juive

LA PEUR GÉNÉRALISÉE

A cause de la psychose de la peur, causée par la menace de la peine de mort, la majorité de la population avait peur d'aider les Juifs qui essayaient de survivre à l'extérieur des ghettos. Chaque acte de compassion, menacé par les règlements allemands draconiens, devenait un acte d'héroïsme. En même temps, il y eut aussi des personnes qui se soumièrent aux règles d'occupation en informant les autorités allemandes de ces cas. C'était souvent causé par la peur d'être rendu responsable (y compris la responsabilité collective) de ne pas avoir informé les autorités. Il suffisait parfois d'un seul indicateur allemand dans un village pour paralyser tous ses habitants par la menace de la responsabilité collective. Dans les conditions d'occupation, la lutte pour la survie favorisait l'indifférence au destin des autres. Il y eut aussi des personnes qui, tentées par les récompenses et les privilèges proposés par les Allemands, voulurent les obtenir, même au prix de vies humaines. Un groupe pathologique fit son apparition dans les villes, les *szmalcownik* : pour obtenir des avantages matériels, ceux-ci n'hésitaient pas à faire chanter les Juifs ou les Polonais qui les cachaient en les menaçant de les dénoncer aux autorités d'occupation.

De tels phénomènes touchèrent une partie de la société juive enfermée dans les ghettos. Dans la lutte quotidienne pour la survie, dans une ambiance de mort généralisée, des comportements d'indifférence au destin des autres, causés par le souci de survivre soi-même, firent aussi leur apparition. Il y eut même, dans les ghettos, des groupes de personnes qui, au prix de gains matériels et de privilèges, livrèrent leurs frères à la mort. Des indicateurs secrets, recrutés par la Gestapo, amplifiaient la psychose de la peur. Les Allemands utilisèrent certains d'entre eux à l'extérieur du ghetto pour lutter contre les réflexes d'aide aux Juifs qui se cachaient.

Tout cela résultait surtout des règlements inhumains créés et imposés par le Reich allemand, qui récompensait et protégeait « légalement » et réellement les criminels, tout en punissant de mort les réflexes humains de décence et de compassion élémentaires.

L'échelle des crimes allemands, dans lesquels le Reich entraîna les pays qui avaient accepté de collaborer, prouve bien la valeur de la résolution de la Pologne à lutter de manière inflexible contre l'État d'Hitler. Malgré le nombre gigantesque de victimes, la République de Pologne ne s'est jamais déshonorée en collaborant d'une façon quelconque avec les Allemands.

Pour cette raison, tout citoyen de la République de Pologne qui décidait de collaborer avec l'occupant allemand contre la population civile ou contre les structures de l'État polonais

clandestin, était considéré comme un traître à la patrie. Il pouvait être puni de mort par une sentence rendue par ce même État. Dans la mesure du possible, les tribunaux polonais clandestins rendaient des sentences, et la résistance armée procédait à des exécutions sur des fonctionnaires de l'occupant en uniforme, sur des indicateurs, sur des *szmalcownik* et d'autres traîtres. Ces personnes étaient également prévenues (dans les déclarations imprimées et diffusées par les autorités clandestines) qu'elles supporteraient des conséquences sévères dans l'avenir – après la fin de l'occupation allemande.

Il faut également noter que les Allemands n'introduisirent, dans aucun pays d'Europe, des peines aussi draconiennes, pour avoir caché ou aidé les Juifs d'une quelconque manière, qu'en Pologne, en Serbie et dans des zones faisant partie de l'URSS.

LA POLICE « BLEU MARINE »

Le rejet de toute idée de capitulation et de collaboration avec les Allemands par les Polonais eut également d'autres conséquences. Aucune des polices polonaises ne fût déléguée pour collaborer avec l'occupant. Les Allemands n'avaient donc pas à leur disposition de structure nationale disposant de forces de police sur le territoire conquis – comme en France ou dans le Protectorat de Bohême-Moravie. Ces pays gardèrent la continuité des services policiers d'avant-guerre, qui furent utilisés avec toute la structure nationale dans de nouvelles conditions – également pour servir les objectifs du Reich allemand. En France, les policiers recevaient leurs ordres directement de leurs supérieurs français, au-dessus desquels était placé le chef de leur État, soumis au vainqueur allemand. Avec le temps, les policiers français servant leur pays participèrent, par la volonté de leurs propres chefs, à la politique allemande dirigée contre la population juive.

Ce n'était pas le cas dans le Gouvernement général. Les Allemands, n'ayant pas à leur disposition de services agissant au nom de la République de Pologne, constituèrent en vertu de leurs règlements une nouvelle police au sein du Gouvernement général, faisant recours aux citoyens du pays conquis. Hans Frank créa en conséquence la *Polnische Polizei im Generalgouvernement*, c'est-à-dire la Police polonaise du Gouvernement général. Elle n'avait cependant rien à voir avec l'État polonais. Les Allemands la créèrent en tant que structure annexe de l'*Ordnungspolizei* allemande. Elle était composée de citoyens du pays conquis – surtout des policiers polonais d'avant-guerre qui, sous la menace de peines extrêmement sévères, furent

obligés de s'enrôler dans le service formé par les Allemands. Le Reich fit de cette formation un service local, sans une structure nationale hiérarchisée, totalement soumis aux autorités de l'occupation et aux formations locales de la gendarmerie allemande. Les Allemands utilisèrent, il est vrai, les uniformes de la police d'avant-guerre, mais ils ne fournirent à cette formation aucune distinction nationale.

ASSERVIS AUX ALLEMANDS

Les Allemands se servaient des policiers qui s'étaient subordonnés aux règlements, avant tout pour le maintien de l'ordre et les actions auxiliaires. Pour la majorité des fonctionnaires, il s'agissait d'un service forcé, ce qui toutefois ne changeait rien à son exploitation par l'occupant. Une partie des fonctionnaires « bleu marine » essayaient de survivre en se limitant – dans la mesure du possible – à une activité qui ne semblait pas sortir du cadre du service policier normal (la lutte contre la criminalité de droit commun). Certains agissaient en secret contre les Allemands, en se liant avec la Résistance indépendantiste, ce qui – pour des raisons évidentes – demeurerait secret. Mais ce qui se jetait aux yeux, c'était l'attitude des traîtres qui, par leur zèle et leur servilité à l'égard des Allemands, voulaient s'assurer une opportunité de promotion ou de carrière au service de l'occupant. Cela impliquait souvent un engagement dans les agissements criminels menés contre leurs concitoyens juifs ou polonais. C'est pour cette raison que, dans leurs communiqués publiés dans la clandestinité, les autorités de la Résistance les menaçaient également de châtiments sévères. Ces châtiments étaient effectivement exécutés pendant l'occupation. De nombreux collaborateurs zélés des Allemands furent abattus en vertu des sentences prononcées par les tribunaux secrets de l'État polonais clandestin. On annonçait également leur jugement sans concession après la fin de la guerre.

C'est pour cette raison que la société polonaise était en grande partie hostile à ces services. Pour les différencier de la police d'avant-guerre de l'État indépendant, appelée à défendre la Sécurité des citoyens, on les appelait les « policiers bleu marine ». En Pologne, cette appellation devint très vite péjorative, considérée également comme synonyme de servilité vis-à-vis de l'occupant. L'État clandestin exécutait également des « policiers bleu marine » pour leur service zélé au profit du Reich allemand.

Dans les ghettos, les Allemands créèrent, pour leurs propres besoins, le service auxiliaire *Jüdischer Ordnungsdienst*, c'est-à-dire le Service d'Ordre juif (d'où le nom de ses membres

« odeman »). Celui-ci devait aussi servir aux actions auxiliaires et à la lutte contre la criminalité de droit commun, mais dans la réalité de la vie des ghettos, il devint vite un service détesté, agissant pour le compte des Allemands contre d'autres Juifs. Seule une partie des fonctionnaires essaya de saboter les directives de l'occupant. En revanche, les organisations clandestines juives supprimèrent ceux qui servaient avec empressement les Allemands.

La partie la plus zélée de ces deux formations, créées par le Reich allemand, participa directement et activement aux crimes de l'occupation en poursuivant tant les Juifs qui se cachaient de manière illégale en dehors des ghettos que les soldats clandestins. C'est pourquoi les Polonais et les Juifs considéraient le comportement de nombreux « bleu marine » et « odeman » comme une manifestation de trahison vis-à-vis de l'État polonais et de leur propre nation.

Les Allemands utilisèrent également la Police Auxiliaire Ukrainien à des fins criminelles sur le territoire du Gouvernement général. A la différence de la police « bleu marine », celui-ci était une formation volontaire. Les Ukrainiens étaient une minorité nationale que les Allemands recrutèrent dans la police « bleu marine » – également comme volontaires – bien que ces candidats n'eussent d'habitude aucune expérience au service de la police. A partir de 1941, la police « bleu marine » recruta aussi des Polonais volontaires. En règle générale, ces nouveaux fonctionnaires constituaient un élément servant l'occupant avec empressement.

Lorsqu'en 1941, les Allemands prirent possession des territoires occupés par les Soviétiques, ils se livrèrent – dans des centaines de villes et de localités plus petites – à des cruautés et des crimes dirigés surtout contre la population juive. Les *Einsatzgruppen* suivant le front allemand se livraient à des exécutions massives de Juifs. Parfois, les Allemands organisaient ou inspiraient à la population civile des actes de lynchage antijuifs. Il arrivait parfois que ces actes soient causés par l'engagement de certains Juifs dans l'activité des structures du pouvoir bolchevique. Mais le plus souvent, ce n'était qu'un prétexte pour appliquer la responsabilité collective vis-à-vis de communautés juives toutes entières. Les Polonais participèrent aussi à ces crimes dans certaines localités. Les Allemands incitaient et contribuaient aux activités antijuives sur les territoires conquis, et les auteurs des crimes n'étaient non seulement pas poursuivis, mais recevaient la protection de l'armée, des services et des organes du Reich. Cela générait un sentiment d'impunité chez ceux ayant participé aux crimes. C'est ce genre de crime contre la population juive qui a été commis, entre autres, à Jedwabne, occupé par les Allemands tout au début de la guerre contre l'URSS en 1941.

Ces attitudes criminelles étaient très bien vues du Reich allemand. Elles étaient cependant absolument inconciliables avec les devoirs des citoyens de la République de Pologne, faisant partie du camp des alliés et poursuivant la guerre contre l'Allemagne.

« LA SOLUTION FINALE »

En 1941, les Allemands étaient enivrés par leurs victoires. L'attaque contre l'URSS, lancée en juin, leur permit de maîtriser d'énormes territoires de la partie Est du continent. Bien que leur offensive sur Moscou ait été arrêtée et repoussée, ils demeuraient convaincus de leur victoire définitive. En conséquence, ils procédèrent à la réalisation de conceptions idéologiques à long terme. Ils étaient persuadés qu'en tant que vainqueurs, ils allaient décider du nouvel ordre du monde.

Peu après, les Allemands décidèrent d'exterminer tous les Juifs européens. En 1942, après avoir finalisé les questions techniques, ils procédèrent à la réalisation d'un génocide massif. Plus de 3 millions de citoyens de la République de Pologne étaient Juifs ou avaient des origines juives. Hitler fit du territoire polonais le centre de l'opération d'extermination de toute la population juive, surtout pour des raisons logistiques. Encore en décembre 1941, le Gou-



■ Porte principale du camp d'extermination allemand KL Auschwitz (AIPN)



▪ À Auschwitz-Birkenau les Allemands assassinèrent des Juifs de toute l'Europe.
Sur la photo : Juifs hongrois amenés au camp, mai 1944 (Yad Vashem)

verneur général allemand Hans Frank notait sans ambages dans son journal : « Les Juifs constituent un attroupement de gloutons nocifs. Au sein du Gouvernement général, nous en avons environ 2,5 millions, et avec les bâtards environ 3,5 millions. Nous ne pouvons ni fusiller ni empoisonner 3,5 millions de Juifs, mais malgré cela, nous savons entreprendre des actions qui conduiront à leur extermination. »

L'Holocauste n'était pas l'expression d'assassinats spontanés, effectués par des criminels individuels. C'était une action géante, menée par l'État allemand. Sans l'engagement de toute la machine nationale du Reich allemand, qui utilisait à ces fins les forces de la police et de l'armée, sans l'instauration par l'Allemagne d'un droit criminel, Hitler n'aurait jamais été aussi efficace.

On élargit au territoire de la Pologne le réseau des camps de concentration allemands qu'on construisait déjà depuis les années 1930 dans le Reich. Jusqu'à aujourd'hui, le complexe de camps de concentration allemands Auschwitz-Birkenau demeure le plus important symbole du génocide sur le territoire polonais. Le KL Auschwitz fut construit en 1940 pour les prisonniers politiques – des Polonais qui, pendant la première période de l'existence du camp,

VICTIMES DES CAMPS DE CONCENTRATION ET DES CAMPS DE LA MORT ALLEMANDS DE KL AUSCHWITZ ET KL AUSCHWITZ II (BIRKENAU)



Déportés au KL Auschwitz et au KL Auschwitz II (Birkenau) dans les années 1940–1945 :		Assassinés au KL Auschwitz au KL Auschwitz II (Birkenau) dans les années 1940–1945 :	
Nationalité / catégorie	Nombre	Nationalité / catégorie	Nombre
Juifs	1,1 millions	Juifs	1 millions
Polonais	140–150 milliers	Polonais	70–75 milliers
Tziganes	23 milliers	Tziganes	21 milliers
Prisonniers de guerre soviétiques	15 milliers	Prisonniers de guerre soviétiques	15 milliers
Autres	25 milliers	Autres	10–15 milliers
Total	~ 1,3 millions	Total	~ 1,1 millions

Maciej Mikulski

Source : <http://www.auschwitz.org/historia/liczba-ofiar/deportowani-wg-narodowosci>
<http://www.auschwitz.org/historia/liczba-ofiar/liczba-zamordowanych>



- Les soldats allemands expulsent la population juive d'un bâtiment pendant la liquidation du ghetto de Varsovie en 1943 (AIPN)

constituaient le groupe de prisonniers dominant. Ensuite les Allemands élevèrent à proximité le KL Auschwitz II (Birkenau). Peu après, ils commencèrent à y transporter des Juifs de toute l'Europe occupée, et à partir de 1942, ils changèrent tout le complexe du camp en un lieu d'extermination en masse de la population juive.


Les dirigeants du Reich préparèrent le plan de la « solution finale » de la question juive. Cette formule voile la décision d'assassiner des millions de personnes de nationalité juive et de tous ceux que les Allemands considéraient comme Juifs. En mars 1942, dans le cadre de l'*Aktion Reinhardt*, les Allemands entreprirent de supprimer les ghettos sur le territoire polonais. Ils commencèrent à envoyer leur population dans les camps de concentration. Ils se livrèrent également à des meurtres de masse sur place. Pour rendre le système d'assassinats massifs dans les camps plus efficace, les Allemands commencèrent à tuer les prisonniers avec un gaz toxique, dans des chambres à gaz construites spécialement à cet effet. Hormis Auschwitz-


LES CAMPS DE CONCENTRATION ALLEMANDS LES PLUS IMPORTANTS
ET LES CAMPS DE LA MORT ALLEMANDS À L'INTÉRIEUR
DE LA « GRANDE ALLEMAGNE » EN 1941-1944

LES FRONTIÈRES CONTEMPORAINES
DE L'ALLEMAGNE ET DES PAYS VOISINS
DANS LE CONTEXTE DE LA « GRANDE
ALLEMAGNE » DE 1941-1944





 Camps de concentration allemands
Année de début d'activité

 Camps de la mort allemands
Année de début d'activité



- Insurgés du ghetto de Varsovie capturés par les Allemands (AIPN)

-Birkenau, les Allemands procédèrent au génocide des Juifs dans les camps de concentration allemands de Belżec, Treblinka, Sobibór, Majdanek et Chełmno (Kulmhof). Indépendamment, les Allemands se livrèrent à des meurtres massifs dans des centaines de villes et de localités polonaises.

Dans le seul Auschwitz-Birkenau, les Allemands assassinèrent jusqu'en 1945 environ un million de Juifs de toute l'Europe, plus de 70 000 Polonais, 20 000 Roms et 15 000 prisonniers soviétiques, ainsi que plus de dix mille prisonniers d'autres catégories.

Pendant la suppression des ghettos, les Allemands rencontrèrent une résistance de la part de la population juive vouée à la mort. Le plus grand acte de résistance armée eut lieu lors de l'insurrection du ghetto de Varsovie, en avril 1943. Y participèrent surtout les conspirateurs de l'« Organisation juive de combat » (Żydowska Organizacja Bojowa) et de l'« Union militaire juive » (Żydowski Związek Wojskowy). Les Allemands réprimèrent brutalement cette résistance et rasèrent complètement le ghetto.



- Soldats allemands en 1943 lors de la liquidation du quartier juif de Varsovie, qui fut délimité par les Allemands pendant l'occupation (AIPN)

LA TERREUR SOVIÉTIQUE

Des millions de citoyens de la République de Pologne, qui se trouvaient sur les territoires conquis par l'Armée rouge, connurent également un destin tragique. Les habitants des terres occupées (incorporées dans les républiques soviétiques d'Ukraine, de Biélorussie, puis de Lituanie) furent eux aussi soumis à une terreur implacable.

La première période de l'occupation soviétique concerne les années 1939–1941, après quoi le début de la guerre germano-soviétique et la perte des territoires de la Pologne de l'Est interrompirent la domination soviétique. Staline profita cependant de cette période pour procéder à des répressions brutales de la population. À cette époque, la terreur soviétique égalait les répressions allemandes, en les dépassant parfois par sa portée.

L'Armée rouge et le NKVD commirent de nombreux crimes dès les premières semaines suivant l'invasion de la Pologne. Par exemple, la population civile de Grodno subit une ven-

TERREUR DES OCCUPANTS, DÉPORTATIONS ET DÉPLACEMENTS SUR LES TERRES POLONAISES DANS LES ANNÉES 1939–1944



geance sanglante comme punition pour la défense héroïque de la ville contre les chars soviétiques.

Les Soviétiques procédèrent rapidement à la destruction de tous les signes d'existence de l'État polonais. Le pouvoir fut d'abord confié aux Comités Révolutionnaires, composés de communistes. Ensuite, l'administration nationale et locale existante fut remplacée par des « soviets » de différents niveaux. Mais ces derniers avaient moins d'importance que les nouvelles structures, rapidement installées, du parti bolchevique et de la police politique. La population des territoires occupés dut s'habituer à une nouvelle structure de gestion, inconnue auparavant, où le rôle principal incombait à l'administration du parti communiste et aux structures locales (périphériques et régionales) du NKVD. La langue russe et, respectivement, le biélorusse et l'ukrainien, devinrent les langues nationales de l'enseignement, alors que l'enseignement polonais était remplacé par l'enseignement soviétique. On introduisit dans les écoles de nouveaux programmes et des manuels soviétiques. On fit venir de l'Est des fonctionnaires russes avec leurs familles et des cadres enseignants communistes.

La destruction des bases de l'économie de marché, l'introduction de nouveaux impôts élevés, l'échange obligatoire de la monnaie avec un taux démesurément bas du zloty polonais ainsi que les premières tentatives de collectivisation des campagnes entraînèrent une paupérisation accélérée de la population.

Bien que la propagande soviétique officielle ne différenciât pas juridiquement les gens selon leur nationalité (comme le faisaient les Allemands), les Soviétiques tâchaient en réalité d'utiliser les minorités nationales contre « la bourgeoisie et les propriétaires terriens polonais ». Pour rechercher les adversaires du bolchevisme et créer les nouvelles structures du pouvoir, on utilisait volontiers les minorités : juives, ukrainiennes et biélorusses. La propagande officielle opposait également aux élites existantes les couches paysannes et ouvrières de la population, en tentant (souvent de façon efficace) les plus démunis avec des perspectives d'avancement dans les structures du pouvoir et l'octroi des terres confisquées. Comme sous l'occupation allemande, les représentants des élites intellectuelles patriotiques, des organisations politiques de lutte pour l'indépendance, des propriétaires terriens ainsi que les fonctionnaires de l'administration nationale, les policiers, les officiers de l'Armée polonaise, les colons militaires, les combattants pour l'indépendance de la Pologne, tous étaient destinés à l'anéantissement. Les répressions touchèrent aussi leurs familles proches ou lointaines, ce qui avait pour but non seulement de soviétiser, mais aussi de dé-poloniser les terres conquises.

Les Soviétiques et les Allemands entreprirent donc parallèlement une opération de suppression des élites nationales polonaises. Comme les Allemands, les Soviétiques utilisaient dans une large mesure les traîtres et les indicateurs. Les communistes et tous ceux qui voyaient dans la nouvelle réalité politique et sociale une chance de carrière politique ou d'enrichissement se lancèrent résolument dans la collaboration.

CRIMES ET DÉPORTATIONS DE MASSE

Dans les années 1940–1941, les Soviétiques organisèrent quatre grandes opérations de déportation de citoyens polonais dans des camps de travail et des lieux de séjour forcé à l'intérieur de l'URSS. Ces grandes entreprises, minutieusement préparées et basées sur l'arrestation simultanée de dizaines de milliers de personnes, eurent lieu respectivement en février, avril et juin 1940, puis de mai à juin 1941. Les sources soviétiques, qui restent toujours incomplètes, mais sont accessibles depuis la chute de l'URSS, documentent les données personnelles



■ Mine d'or dans la région de Kolyma, 1938 ; à l'horizon, on voit un camp (T. Kizny, collaboration avec D. Roynette, *Gulag*, Varsovie 2015, p. 294)

de 327 000 citoyens déportés de la République de Pologne. Il ne s'agit que d'une partie des victimes. Ces données ne tiennent cependant pas compte de tous les déportés. Elles font en particulier état des victimes de ces quatre grandes opérations de déportation – mais elles ne les mentionnent pas toutes. On sait que les déportés n'ont pas tous été enregistrés et que les décès n'ont pas tous été saisis. Dans les estimations polonaises, on a évoqué un nombre de victimes jusqu'à plusieurs fois plus élevé.

Chaque jour, en dehors de ces opérations, les Soviétiques arrêtaient et déportaient à l'Est des individus, des familles entières et des groupes plus importants de population. Indépendamment des opérations mentionnées plus haut, dès l'automne 1939, ils déportèrent au fin fond de l'URSS plusieurs dizaines de milliers de citoyens de la République de Pologne dans le cadre de « l'assainissement de la zone frontalière ». Parmi eux, un grand nombre de Juifs polonais qui avaient fui les Allemands en quittant les territoires occupés par le Reich furent également victimes de ces actions.

Ces déportations, qui se déroulaient dans des conditions inhumaines, constituèrent le début du calvaire de la population de la Pologne de l'Est en URSS. Une grande partie






■ Varsovie, Monument des tués au combat et assassinés à l'Est, commémorant également les victimes de l'agression soviétique de 1939 (photo : Maciej Korcuć)

DÉPORTATIONS MASSIVES DE CITOYENS POLONAIS DES TERRES



OCCUPÉES PAR L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LES ANNÉES 1939–1941



-  Camps de travail forcé dans lesquels des citoyens polonais étaient envoyés en 1939–1941
-  Les groupements de citoyens polonais – victimes des déportations massives du NKVD dans les années 1939–1941
-  Régions occupées par l'URSS en Pologne (depuis 1939) et dans les pays Baltes (depuis 1940)

des déportés, à cause des conditions de transport, n'arrivèrent même pas sur les lieux de destination. Quant aux autres, le travail exténuant dans les camps de travail, en tant que bûcherons et dans les mines, l'atmosphère de terreur toujours présente, les crimes, le séjour forcé en plein champ dans les steppes du Kazakhstan – tout cela entraîna la mort d'un grand nombre de déportés.

En parallèle aux déportations, on procéda, dans les années 1939–1941, à de nombreuses arrestations sur tout le territoire occupé de la Pologne de l'Est. Plus de 100 000 personnes furent jetées en prison, dont un grand nombre furent victimes d'exécutions individuelles ou collectives.

Les crimes du NKVD et la répression se sont poursuivis durant les années 1939–1941, jusqu'aux derniers instants de l'occupation soviétique, et ils ne furent interrompus que par l'entrée des troupes de la Wehrmacht sur les territoires orientaux de la République de Pologne.

En même temps, les Soviétiques enrôlaient de force les citoyens polonais dans l'Armée rouge. Lors de la première occupation soviétique, entre 100 000 et 200 000 Polonais furent incorporés dans ses rangs au mépris des lois internationales. Des milliers d'entre eux périrent en portant l'uniforme d'une armée étrangère lors de l'agression allemande contre l'URSS.

Katyn, localité située près de la ville de Smolensk, est devenue le symbole de toutes les cruautés et de tous les crimes soviétiques à l'égard de la population polonaise.

LE CRIME DE KATYN

Lors de l'agression soviétique de 1939, les officiers polonais prisonniers furent séparés du reste de la troupe et envoyés dans des camps de prisonniers. La majorité d'entre eux furent regroupés dans les camps de Kozelsk, Ostachkov et Starobielsk. Après des mois de préparation, le 5 mars 1940, les autorités soviétiques prirent la décision de procéder à une « action spéciale », consistant à assassiner de manière implacable près de quinze milliers d'officiers polonais prisonniers. Il s'agissait en grande partie d'officiers de réserve, donc également des représentants de l'intelligentsia polonaise. Les Soviétiques les transportèrent dans des camions spéciaux sur les lieux de leur exécution à Kalinin (Tver), à Katyn et à Kharkov. Un à un, chaque prisonnier fut tué d'une balle dans la nuque. Les sépultures des soldats assassinés se trouvent également à Bykivnia près de Kiev et probablement à Kourapaty près de Minsk.

Le crime de Katyn concerne au total près de 22 000 officiers de l'Armée polonaise et fonctionnaires de la Police nationale d'avant-guerre, ainsi que d'autres représentants des élites polonaises, tous sélectionnés et assassinés un à un sur ces lieux.

Extrait du protocole de la réunion du Bureau politique du Comité central du Parti communiste pansoviétique (bolchevique) de 1940 contenant le texte de la décision d'assassinat des officiers polonais :

Décision du 5 mars 1940

144. Affaire NKVD de l'URSS

1. Soumettre au NKVD de l'URSS :

- 1) les questions concernant les 14 700 personnes dans les camps de prisonniers de guerre, anciens officiers polonais, fonctionnaires, propriétaires terriens, policiers, agents de renseignement, gendarmes, colons et membres de l'administration pénitentiaire,
- 2) ainsi que les questions concernant les 11 000 personnes arrêtées et incarcérées dans les prisons des arrondissements occidentaux d'Ukraine et de Biélorussie, membres de diverses organisations c-r [contre-révolutionnaires], d'organisations d'espionnage et de diversion, anciens propriétaires terriens, fabricants, anciens officiers polonais, fonctionnaires et fuyards – à traiter en mode spécial, avec application à leur rencontre de la peine maximale – fusiller.
[...]

Secrétaire du C.C. J. Staline

Source : *Katyn. Dokumenty ludobójstwa. Dokumenty i materiały archiwalne przekazane Polsce 14 października 1992 r.*, Warszawa 1992, s. 28 [*Katyn. Documents du génocide. Documents et matériaux d'archives transmis à la Pologne le 14 octobre 1992*, Varsovie 1992, p. 28].

LE MENSONGE DE KATYN

En prenant la décision d'assassiner les Polonais, les Soviétiques se rendaient bien compte du fait que ce crime commis sur des milliers d'officiers polonais sélectionnés ne devait jamais être révélé. Pour cette raison, toutes les exécutions eurent lieu dans des centres strictement contrôlés par le NKVD. La forêt de Katyn était inaccessible aux habitants du voisinage. Les



■ Les corps d'officiers polonais assassinés en 1940 par le NKVD soviétique à Katyn. Photo de l'exhumation réalisée par les Allemands dans la forêt de Katyn au printemps 1943 (AIPN)

choses changèrent après le début de la guerre germano-soviétique, lorsque les Allemands prirent possession du terrain. En 1943, ils révélèrent les crimes soviétiques. Bien qu'ils eussent conscience de leurs propres crimes, ils comprenaient bien que cette vérité dévoilait le caractère génocidaire de l'URSS, appartenant au bloc des Alliés. Ils permirent donc d'exhumer les corps des officiers assassinés.

L'URSS réagit par des accusations et fit des tentatives acrobatiques pour faire attribuer son propre crime aux Allemands. Après la victoire des alliés en 1945, l'URSS voulait que les Allemands soient jugés et condamnés à la lumière du « droit international », également pour le crime de Katyn. Pendant le procès de Nuremberg en 1946, les Soviétiques joignirent donc le crime de Katyn à l'acte d'accusation contre les dirigeants du III^e Reich. Toutefois, ils ne purent manipuler complètement le procès, car ils n'avaient qu'un seul représentant parmi les quatre juges. Lorsque les circonstances réelles du meurtre soviétique commencèrent à apparaître au cours du procès, ils retirèrent le crime de Katyn de l'acte d'accusation. Pendant les dizaines

d'années d'existence de l'URSS, les documents de Katyn, contenant l'ordre d'assassiner les officiers, furent l'un des plus grands secrets des autorités de l'État. Seuls les chefs successifs du parti et de l'État soviétique avaient accès au coffre-fort où se trouvait le « Paquet n° 1 », strictement secret. Ce n'est qu'en 1990 que les autorités de l'URSS avouèrent avoir commis ce crime. Le président de la Russie transmit à la Pologne les copies des documents clés en 1992.

Pendant des dizaines d'années après la II^e Guerre mondiale, dans les pays asservis par l'URSS, toute révélation du crime commis par les Soviétiques était menacée de répressions sévères. Dans la Pologne communiste de l'après-guerre, le régime imposé par Staline exigeait des témoins de l'exhumation et des membres des familles des victimes de faire des déclarations mensongères, affirmant que c'étaient les Allemands qui étaient responsables de ces crimes. Beaucoup d'entre eux n'acceptèrent jamais de le faire, et le nom de « Katyn » devint, au fil des ans, synonyme de l'accusation des criminels soviétiques.

L'EXTERMINATION DES POLONAIS DANS LA RÉGION DE VOLHYNIE

L'efficacité criminelle de la pratique de l'Holocauste par les Allemands révéla qu'il était possible d'anéantir des peuples entiers. Les structures clandestines de l'Armée Insurrectionnelle d'Ukraine (UPA) se servirent aussi de cette méthode du génocide, comme instrument permettant d'atteindre l'objectif de bâtir un État ukrainien indépendant, incluant dans ses frontières une partie de la II^e République de Pologne. Comme la Pologne était présente dans les structures alliées, certains activistes nationalistes ukrainiens craignaient que la République de Pologne n'ait une chance de revenir dans ses frontières orientales d'avant-guerre. Certains d'entre eux, ayant observé l'expérience des plébiscites réalisés à l'issue de la I^{ère} Guerre mondiale, jugèrent que la suppression totale – sur le modèle de la politique antijuive allemande – de la population polonaise de la région de Volhynie et de Galicie de l'Est – déciderait définitivement de l'appartenance de cette région à l'Ukraine.

En conséquence, les commandants de l'UPA prirent la décision d'attaquer de façon coordonnée des centaines de localités habitées par des Polonais dans le but d'anéantir totalement la population polonaise. Ainsi, durant les années 1943–1944, les membres de l'UPA réalisèrent sur les territoires du sud-est de la Pologne, occupés par les Allemands, un massacre systématique de la population civile polonaise. Ce génocide entraîna la mort de plus de 100 000

Polonais. Ces actions devaient aboutir rapidement à l'extermination totale de la population polonaise dans ces régions.

Le « dimanche sanglant » du 11 juillet 1943 fut l'un des points culminants de l'action menée par l'UPA. Ce jour-là, les Ukrainiens attaquèrent simultanément 99 villages polonais en Volhynie, assassinant par familles entières les civils sans défense. La population polonaise de ces territoires fut en majeure partie massacrée. Ne parvinrent à survivre que ceux qui avaient réussi à se cacher dans les grandes villes ou dans des villages où de fortes unités d'autodéfense avaient réussi à se constituer. Cette folie meurtrière fut freinée, dans une large mesure, en suscitant des opérations polonaises de riposte, organisées spontanément contre les villages ukrainiens, dont près de 15 000 Ukrainiens furent victimes.

La dépolonisation de ces régions trouva son issue définitive lors de la reprise des opérations de déportation, organisées par les autorités soviétiques, après la reconquête de ces territoires par l'Armée rouge.



▪ Volhynie. Restes d'un cimetière envahi par la forêt. Le seul vestige du village d'Ostrówki – l'un des centaines de villages polonais dont la population a été assassinée par l'Armée Insurrectionnelle d'Ukraine en 1943–1944 (photo : Maciej Korkuć)



L'ÉTAT POLONAIS CLANDESTIN

LA CONSPIRATION NATIONALE

Malgré tous les coups reçus, les Polonais ne perdaient pas l'espoir de remporter une victoire définitive et de recouvrer l'indépendance. Dans le pays terrorisé, des structures nationales clandestines surgirent au nom des autorités de la République de Pologne et avec leur autorisation formelle. Elles étaient composées non seulement d'une organisation armée formée dans la clandestinité, mais aussi d'une administration civile fonctionnant sous mandat des autorités de la République de Pologne en exil. Dans la réalité de la terreur générale, les Polonais créèrent une réalité véritablement parallèle, basée sur l'activité des structures nationales de conspiration.

Leur formation commença avec l'autorisation du commandant en chef avant même la fin de la guerre défensive de 1939. Un envoyé du commandement militaire suprême, dûment habilité à créer une organisation Armée de l'Intérieur, arriva dans la capitale, à bord d'un avion spécial, juste avant la capitulation de Varsovie le 27 septembre 1939. C'est pour cette raison que les organisations armées créés dans la clandestinité faisaient partie intégrante de l'armée polonaise en lutte. On créa d'abord le Service pour la Victoire de la Pologne (SZP) sous le commandement du général Michał Karaszewicz-Tokarzewski. Il fut ensuite transformé en l'Union de la Lutte armée (ZWZ), commandée d'abord par le général Kazimierz Sosnkowski, puis par le général Stefan Rowecki (pseudonyme « Grot »). Les structures de l'Union ZWZ furent laborieusement développées aussi bien sur les territoires de la zone d'occupation allemande que sur ceux de la zone contrôlée par les Soviétiques.



▪ Le général Stefan Rowecki – commandant principal de l'Union de la Lutte armée, puis commandant de l'Armée de l'Intérieur (jusqu'au 30 juin 1943). Arrêté par la Gestapo, il a été assassiné au KL Sachsenhausen (photo de la collection de Krysztyna Rowecka-Trzebicka)

En 1942, la ZWZ fut transformée en Armée de l'Intérieur (AK). Après l'arrestation par les Allemands de « Grot », celui-ci fut remplacé par le général Tadeusz Komorowski (pseudonyme « Bór »). C'est le général Leopold Okulicki (pseudonyme « Niedźwiadek ») qui fut le dernier commandant en chef de l'AK. On estime à environ 350 000 le nombre de soldats clandestins dans toutes les régions du pays. L'Armée de l'Intérieur disposait de structures organisées dans toutes les anciennes voïvoïdes de la République de Pologne, mais également à l'étranger. Au niveau régional, des commandements d'arrondissement furent créés, dont dépendaient des « inspections » qui couvraient des territoires correspondant à un ou plusieurs powiat (districts) d'avant-guerre. De cette façon, malgré les répressions, les arrestations et les pelotons



▪ Soldats de l'Armée de l'Intérieur dans la région de Vilna en 1944 (KARTA)

d'exécution, on parvint à rétablir, sous le nom d'Armée de l'Intérieur (AK), les forces armées du pays, avec pour mission de préparer une action armée simultanée contre les occupants dans le cadre d'une insurrection générale. L'Armée de l'Intérieur gardait le contact, par radio et par envoyés spéciaux, avec les autorités polonaises et avec le Commandement suprême de l'Armée polonaise en exil.

LA LUTTE AU QUOTIDIEN

Des unités secrètes spéciales, issues de l'armée clandestine, menèrent une lutte incessante en réalisant des opérations d'assaut et de diversion, même aux périodes des plus grandes victoires de l'ennemi. L'Armée de l'Intérieur entreprenait des opérations contre les lieux de détention et les transports de prisonniers ; elle attaquait les forces de l'occupation à l'arrière du front. Elle exécutait les traîtres et les indicateurs de la Gestapo. Dans la mesure du possible, on punissait de mort, au nom de la République de Pologne, ceux qui agissaient au détriment de leurs concitoyens, polonais ou juifs. L'Armée de l'Intérieur organisait des attentats contre les tortion-



■ Soldats de l'unité de francs-tireurs de l'Armée de l'Intérieur (Wojewódzka Biblioteka Publiczna w Lublinie / Bibliothèque publique de la Voïévodie de Lublin/)

naires allemands particulièrement zélés et les hauts fonctionnaires des autorités d'occupation. L'attentat réussi de février 1944 contre le commandant de la SS et de la police du district de Varsovie, Franz Kutschera, connu pour sa brutalité et sa cruauté, est l'un des exemples d'action de liquidation les plus connus.

Dans le cadre de l'action dite de fusionnement, on essaya de réunir dans les rangs de l'armée clandestine le plus large nombre d'organisations armées de lutte pour l'indépendance. Des accords furent signés avec les organisations militaires du mouvement nationaliste NOW (Organisation nationale militaire, en 1942) et du mouvement paysan BCh (Bataillons paysans, en 1943). En mars 1944, on signa un accord de fusion avec les Forces Armées Nationales (NSZ). Cependant, pour les nationalistes, ce fut une cause de fractionnement. Une partie des unités fut incorporée dans l'Armée de l'Intérieur, une autre poursuivit sa lutte sous le nom de NSZ.

Les cellules de renseignement et de contre-espionnage étaient responsables de l'envoi aux alliés occidentaux d'informations concernant les mouvements des troupes allemandes

▪ Capitaine de cavalerie Witold Pilecki – soldat de l'Armée de l'Intérieur, organisateur du mouvement de résistance à Auschwitz, auteur de rapports sur les crimes allemands. En 1948, il fut condamné à mort pour ses activités indépendantistes et assassiné par les autorités communistes (photo de la collection de Zofia Pilecka-Optułowicz)



sur les arrières du front de l'Est. Elles réussirent, entre autres, à identifier les préparatifs à la production d'une arme nouvelle, les fusées V-2 qui, dans les intentions des Allemands, devait décider de la suite de la guerre et leur assurer la victoire. En mai 1944, les soldats de l'Armée de l'Intérieur menèrent une action exceptionnelle : ils réussirent à s'emparer d'un missile entier, ils le démontèrent pour documenter chacune des 25 000 pièces, puis envoyèrent à Londres les éléments les plus importants, dans le cadre de l'action portant le cryptonyme « Most III » (Pont III). Un avion britannique atterrit sur un terrain préparé par l'Armée de l'Intérieur près de Tarnów et prit à bord les matériaux et des envoyés spéciaux.

Des mesures ont même été prises pour organiser la conspiration à l'intérieur du camp de concentration d'Auschwitz. Un officier de l'Armée de l'Intérieur, Witold Pilecki, s'est volontairement laissé arrêter dans une rafle de rue afin d'organiser une structure conspiratrice parmi les prisonniers pendant de nombreux mois après sa déportation vers Auschwitz, dans le but de s'entraider et de se défendre. Après s'être échappé du camp, il a dressé un rapport complet sur son fonctionnement et a continué à se battre dans la clandestinité.

L'ADMINISTRATION CIVILE

L'administration civile clandestine fut formée sous la direction de la Délégation du Gouvernement au Pays, nommée par le Gouvernement de la Pologne en exil. Le nom soulignait le caractère de son activité, qui n'était pas menée de manière autonome, mais exercée par délégation au nom des plus hauts organes constitutionnels de la République de Pologne. Les structures administratives clandestines géraient le fonctionnement de divers domaines de la vie : depuis le pouvoir judiciaire et l'information jusqu'à l'enseignement clandestin et les plans de reconstruction du pays. Le réseau administratif ainsi créé devait être prêt à reprendre le pouvoir et à maintenir sa continuité à la fin de l'occupation.

Pendant toute l'occupation, les institutions civiles de l'État polonais clandestin furent élargies d'année en année. En collaboration avec les partis politiques clandestins, la vie souterraine fut organisée à une échelle incomparable à celle des autres pays occupés par les Allemands. Rapidement, en parallèle aux structures militaires clandestines, les fondements de la représentation politique renaissaient. Le noyau de celle-ci était constitué par des représentants des divers milieux politiques agissant dans la clandestinité : le parti agraire, les nationalistes, les sociaux-démocrates et des représentants de partis politiques de plus petite taille. Dès 1940, le Comité de consultation politique (PKP) fut créé, reconnu par les autorités de la République de Pologne comme représentation politique du pays. Le Comité fut transformé en 1943 en Représentation politique nationale, ce qui permit de créer, le 9 janvier 1944, un Conseil de l'Unité nationale clandestin qui était un substitut clandestin du parlement polonais. Le Conseil était composé surtout des grands partis politiques clandestins : Stronnictwo Ludowe (SL « Roch », parti agraire), Stronnictwo Narodowe (SN, nationalistes), le Parti socialiste polonais-Liberté, Egalité, Indépendance (Polska Partia Socjalistyczna-Wolność, Równość,

Niepodległość, PPS-WRN), mais aussi Stronnictwo Pracy (SP, chrétiens démocrates). On y joignit des représentants de différents partis plus petits. Le socialiste Kazimierz Pużak du Parti socialiste polonais fut choisi comme président du Comité.

LA VIE DANS LA CLANDESTINITÉ

Le Délégué du Gouvernement au Pays, placé à la tête des autorités exécutives clandestines, devint en 1944 vice-premier ministre du gouvernement de la République de Pologne. Fin juillet 1944, Jan Stanisław Jankowski (SP), qui exerçait cette fonction, constitua, en concertation avec les autorités de la République de Pologne en exil, un Conseil de Ministres, composé à part lui de ses trois adjoints au rang de ministres : Adam Bień (SL), Antoni Pajdak (PPS) et Stanisław Jasiukowicz (SN).

Dans tout le pays, des autorités civiles, sous forme de Délégations du Gouvernement d'arrondissement et de district, géraient réellement la vie clandestine de la société.

Suite à la suppression par l'occupant de l'enseignement secondaire et supérieur et à la limitation de l'enseignement dans les écoles primaires, les Polonais bâtirent aussi un réseau d'enseignement clandestin. Il était géré à l'échelle nationale par le Département de l'Éducation et de la Culture de la Délégation du Gouvernement. Malgré les interdictions allemandes et le risque de peines sévères, un très grand nombre d'élèves put suivre des cours. Sur le territoire du Gouvernement général, l'enseignement primaire et secondaire concerna environ 166 000 enfants et adolescents. Il faut y ajouter 25 000 enfants sur les territoires de l'Est et 22 000 enfants sur les terrains incorporés au Reich. Les écoles supérieures et les universités clandestines assuraient des cours secrets. Une vie scientifique et culturelle fonctionnait également. Une activité à cette échelle était un phénomène exceptionnel dans l'Europe occupée par les Allemands.

Les éditions et la presse clandestine imprimée ou ronéotypée, distribuées par un réseau de colportage clandestin, avaient une immense portée. Ce réseau fonctionnait de façon très efficace, malgré de nombreuses arrestations et la répression de cette activité par la peine de mort. Parmi les titres les plus importants, on peut citer les éditions du Commandement général de l'Armée de l'Intérieur : « Biuletyn Informacyjny » (Bulletin d'Information, tiré jusqu'à 50 000 exemplaires) et « Wiadomości Polskie » (Informations polonaises, 20 000 exemplaires). La Délégation du Gouvernement éditait « Rzeczpospolita Polska » (République de Pologne,

BIULETYN

BŁOGOSŁAWIENI, KTÓRZY W CZASIE GROMÓW
NIE UTRACILI RÓWNOWAGI DUCHA

Kasprowicz.



BIULETYN informacyjny

Rok V

Warszawa, 28 października 1943 r.

Nr. 43 (198)

Zawiadomienie

Organizacja pod nazwą „Komenda Zbrojnego Wyzwolenia” rozsyła ostrzeżenia i wyroki oraz organizuje akcje pseudo-wojskowe. Jest to działalność samowolna i bezprawna.

KIEROWNICTWO WALKI PODZIEMNEJ

21.X.1943 r.

KOLEJNA FAŁA TERRORU

Przez Warszawę w bieżącym roku przeszły już dwie wielkie fale terroru: ogromne łapanki w połowie stycznia, kiedy na Pawiak ściągnięto około 15.000 ludzi, z których ponad połowę wywieziono do Majdanka oraz potworny mord masowy więźniów Pawiaka w ostatnich dniach kwietnia, gdy bestialsko wybito granatami i wystrzelano około 600 kobiet i mężczyzn. Obecnie przewala się przez stolicę trzeci fałda terroru, która jak dotąd spowodowała uwięzienie w łapanekach i aresztowaniach domowych około 6000 ludzi oraz rozstrzelanie na ulicach miasta ponad 100 mężczyzn i kobiet.

Cierpienia stolicy są tylko cząstką cierpień Kraju. Wystarczy uprzytomnić sobie główne ciosy choćby z ostatniego półroczka: 1. niewysłowioną męczarnię powiatu zamojskiego i paru sąsiednich, gdzie około stu tysięcy ludzi zostało wysiedlonych, przeszło przez potworne obozy, przyczem w sposób zwierzęcy odrywano dzieci od matek. 2. spowodowane przez Niemców i Sowietów morderstwa „rezunów” ukraińskich na Wołyniu, w których potworną śmierć znalazło około

20.000 mężczyzn, kobiet i dzieci. 3. lipcowy terror w bilostoczyźnie i komużynskim, gdzie wymordowano w ciągu paru dni około 1.500 ludzi.

To co wyliczyliśmy, to tylko główne pozycje. I tylko z ostatniego roku. A pozycje „drobniejsze”? A lata poprzednie? I — niestety — miejmy odwagę spojrzeć prawdzie w oczy: terror październikowy nie jest ostatnim aktem naszych cierpień.

Zaiste, straszliwie doświadczają Opatrzność naród polski.

* * *

Ostatnie warszawskie rozstrzeliwania uliczne prowadzone są przy akompaniamencie propagandy niemieckiej pod hasłem: „sami jesteście winni! POCO NAS PROWOKUJECIE?”

Cóż za bezczelne i jakież perfidne oszustwo! Więc Niemcy nie zaczepiają tych, co na nich nie napadają? A za co wymordowali Żydów? Za co spadły na stolicę we wrześniu 1940 r. pierwsze olbrzymie łapanki do Oświęcimia, nie poprzedzone ani jednym strzałem do Niem

■ Pendant l'occupation en Pologne, les structures de l'État clandestin polonais et les partis politiques publiaient des journaux et des tracts clandestins. Sur la photo : la première page de « Biuletyn Informacyjny » (« Bulletin d'Information ») du 28 octobre 1943 (AIPN)

jusqu'à 15 000 exemplaires de tirage). Les partis politiques et les groupements militaires disposaient aussi de leur propre presse.

L'État clandestin disposait également d'un appareil de justice polonais. Les tribunaux militaires et civils prononçaient des sentences contre les traîtres et les indicateurs. Les crimes de droit commun étaient également punis de mort.

L'OPPOSITION À L'HOLOCAUSTE

La création et le fonctionnement dans la clandestinité d'un Comité provisoire d'aide aux Juifs, transformé plus tard en Conseil d'Aide aux Juifs (cryptonyme Żegota) faisait partie intégrante des activités de l'État clandestin polonais.

Ce conseil fut créé en décembre 1942 comme agence de la Délégation du Gouvernement du Pays, financée par des fonds de l'État introduits clandestinement en Pologne. Il regroupait les représentants des partis politiques clandestins et les personnes qui apportaient leur aide à la population juive qui se cachait des Allemands.

Malgré la peine de mort instituée pour toute forme d'aide aux Juifs, le Comité s'occupait, entre autres, de fabriquer des faux documents d'identité « ariens » (on en produisit en tout plus de 50 000 exemplaires), et d'apporter une aide logistique et financière dans la recherche de cachettes et d'approvisionnement aux personnes qui se cachaient. Le Comité servait d'intermédiaire pour placer les enfants juifs dans des familles polonaises et dans des couvents. Grâce à cette aide – malgré le danger menaçant de la part de l'occupant – plus de 2000 enfants furent sauvés.

En 1944, plus de 4000 personnes reçurent l'aide de « Żegota », qui utilisait les fonds et l'organisation des autorités clandestines de l'État.

Après que les Allemands eurent commencé l'action de massacres en masse de la population juive, la Pologne fut l'initiateur des premières actions de la communauté internationale visant à condamner et à arrêter les crimes allemands. Les autorités polonaises en exil informaient le monde libre de la terreur allemande, des camps de concentration et de l'extermination du peuple juif. Les données présentées ont été accueillies avec incrédulité à l'Ouest (également parmi les communautés juives). Beaucoup de politiciens pensaient qu'il était impossible qu'une machine à génocide aussi vaste puisse exister. Certains soupçonnaient la Pologne d'avoir délibérément exagéré l'ampleur des crimes allemands contre les Juifs commis sur son territoire.

Pour que les dirigeants de l'Ouest croient aux réalités de l'occupation allemande, de la terreur et du génocide des Juifs, les structures de l'État clandestin collectaient et transmettaient par l'intermédiaire des autorités de la République de Pologne des données détaillées sur l'extermination. Dans le même but a été organisée l'infiltration clandestine d'un officier de l'Armée de l'Intérieur, Jan Karski, qui a été envoyé dans le ghetto et dans l'un des camps du pays, puis à l'Ouest. Tout cela afin qu'en tant que témoin oculaire des actions allemandes dans les ghettos et les camps, il puisse informer de première main sur les crimes allemands. Grâce aux efforts des autorités polonaises, Karski a également été entendu par le président des États-Unis. Son rapport, ses publications et d'autres activités des autorités polonaises ont contribué à sensibiliser le monde à l'énormité des crimes allemands contre la population juive.

Grâce à ces efforts, fin 1942, le problème de la condamnation de l'Holocauste et de la défense de la population juive soumise à la terreur allemande dans les territoires occupés a fait l'objet d'une déclaration conjointe des Nations Unies. Les Alliés occidentaux n'étaient pas enthousiastes à ce sujet : ils craignaient que la publicité de ces questions n'augmente la pression pour une ouverture rapide du deuxième front en Europe. Début novembre et à nouveau début décembre 1942, le gouvernement polonais, profitant de sa position encore relativement forte dans le camp allié, envoya aux États alliés un vaste mémorandum décrivant en détail l'extermination des Juifs effectuée par l'Allemagne dans les territoires occupés. La Pologne a tenté de prendre des mesures communes pour empêcher les Allemands de poursuivre le génocide. A la suite de ces efforts et de ces pressions, le 17 décembre 1942, plusieurs gouvernements alliés publièrent une déclaration dans laquelle ils condamnaient officiellement la « politique bestiale d'extermination de sang-froid » et exprimèrent leur détermination à faire en sorte que les auteurs de ce crime n'échappent pas au châtimeut. Il s'agissait du premier document international de ce type sur la condamnation de l'Holocauste.

En parallèle, depuis de nombreux mois les autorités polonaises et certains Juifs polonais réclamaient auprès des Alliés, de procéder à des actions de riposte manifeste contre les Allemands pour freiner la politique criminelle du Reich. Ces efforts sont demeurés vains.

Szmul Zygielbojm, membre du Conseil national constitué par le Président de la République de Pologne en exil, se suicida en mai 1943 en signe de protestation contre la passivité du monde libre vis-à-vis de l'extermination des Juifs par les Allemands.

Texte de la déclaration sur le génocide des Juifs effectué par le Reich allemand, prise grâce aux efforts de la Pologne par les pays alliés le 17 décembre 1942

Déclaration conjointe publiée simultanément le 17 décembre 1942 à Londres, Moscou et Washington

L'attention des gouvernements de Belgique, de Tchécoslovaquie, de Grèce, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Norvège, de Pologne, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des républiques socialistes soviétiques et de Yougoslavie et celle du Comité national français, a été attirée sur les nombreux rapports en provenance d'Europe selon lesquels les autorités allemandes, non contentes de retirer aux personnes de race juive dans tous les territoires où leur barbare autorité s'est étendue, les droits de l'homme les plus élémentaires et sont en train de rendre effective l'intention maintes fois répétée d'Hitler d'exterminer les personnes juives en Europe. Dans tous les pays sous occupation allemande les Juifs sont transportés dans des conditions d'horreur et de brutalités inconcevables vers l'Europe de l'Est. En Pologne, qui est devenue le principal abattoir nazi, les ghettos établis par l'envahisseur allemand sont systématiquement vidés de leurs Juifs, à l'exception de ceux nécessaires au travail forcé pour leurs industries de guerre. Aucun de ces déportés n'a plus donné de signes de vie. Les individus valides sont peu à peu usés à mort par les camps de travail. Les infirmes sont laissés à mourir d'exposition aux intempéries et de privations ou sont délibérément massacrés dans des exécutions de masse. Le nombre de victimes de ces sanglantes cruautés est exercé sur plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants entièrement innocents.

Les gouvernements ci-dessus mentionnés et le Comité national français condamnent dans les termes aussi vifs que possible cette politique bestiale d'extermination de sang-froid. Ils déclarent que de tels agissements ne peuvent que renforcer la résolution de peuples aimant la liberté à rejeter une telle barbarie hitlérienne. Ils réaffirment solennellement leur résolution d'assurer aux responsables de ces crimes qu'ils n'échapperont pas au juste châtement et de presser la mise en place de mesures pratiques à cette fin.

Source : *Republic of Poland. The mass extermination of Jews in German occupied Poland*, London, New York, Melbourne 1942.



VI

UN SINISTRE « PAYS AMI »

UN ALLIÉ TOTALITAIRE

Le 22 juin 1941, les troupes allemandes attaquèrent l'URSS. Cela signifiait le début d'une guerre entre les deux occupants totalitaires qui avaient collaboré jusqu'alors. En quelques semaines, les Allemands réussirent à chasser complètement les Soviétiques du territoire de la Pologne. La fin de cette collaboration entre deux ennemis de la République de Pologne était pour celle-ci une circonstance favorable, ouvrant potentiellement des perspectives pour retrouver l'indépendance.

Les défaites soviétiques compromettantes ainsi que les pertes gigantesques en hommes et en matériel prouvaient que la défaite de l'État soviétique était possible et que seule une aide immédiate et efficace de l'Occident pouvait sauver l'URSS de la catastrophe. Le triomphe d'Hitler à l'Est était, pour Londres, le pire des scénarios possibles. Il était en effet clair que, dans ces circonstances, le Reich allemand victorieux, disposant en plus des ressources naturelles soviétiques, pourrait tourner tout son potentiel militaire contre la Grande-Bretagne et menacer réellement son existence.

C'est pour cette raison que la Grande-Bretagne, quoique consciente du caractère criminel de la dictature soviétique, reconnut immédiatement l'URSS comme allié, sans aucune condition préalable. Pour les Britanniques, il s'agissait d'une raison d'État évidente. La Grande-Bretagne n'était pas en état de guerre avec l'URSS, et les Britanniques – à la différence des Polonais – n'étaient pas victimes du totalitarisme soviétique.

La Pologne – en tant que victime des deux agresseurs – devait aborder le problème de façon différente. Pour les Polonais, l'explosion de la guerre germano-soviétique était le moment



■ La signature de l'accord entre la Pologne et l'Union soviétique à Londres, le 30 juillet 1941, par le Premier ministre de la République de Pologne et le commandant en chef, le général Władysław Sikorski (à gauche) et le commandant en chef, le général Władysław Sikorski (à gauche) et l'ambassadeur d'URSS en Grande-Bretagne, Ivan Maïski. Au centre, derrière la table, se trouvent le ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden et le Premier ministre Winston Churchill (photo : NAC)

tant attendu de la rupture de la solidarité entre l'URSS et le Reich. Maintenant, les deux envahisseurs criminels commençaient une lutte à mort. Leur collaboration, dans le cadre du pacte Ribbentrop-Molotov, avait contribué à l'asservissement du pays. Le renforcement excessif ou la victoire définitive de l'un de ces pays n'était pas du tout dans les intérêts de la République de Pologne, victime de ces envahisseurs totalitaires.

Mais la Pologne se retrouvait aussi dans une situation nouvelle. Ses autorités en exil à Londres ne pouvaient rester indifférentes au renversement des alliances et à la nouvelle coopération soviéto-britannique. Elles devaient prendre position. Les faits étaient les suivants : la Wehrmacht avait chassé les Soviétiques de Pologne et tant que l'Armée rouge subissait des défaites, le totalitarisme soviétique ne constituait pas un danger direct pour la Pologne, comme c'était le cas dans les années 1939–1941. Les Allemands étaient devenus, en un temps éclair, un pays qui occupait presque tout le territoire de la République de Pologne.

Dans cette situation, les autorités de la République de Pologne décidèrent de tenter de normaliser leurs rapports avec l'URSS. Les Britanniques également souhaitaient vivement cette

normalisation. En même temps, un accord éventuel basé sur le respect mutuel de la souveraineté créait une chance de faire sortir des camps de concentration soviétiques et des lieux de séjour forcé les victimes des répressions soviétiques – les centaines de milliers de citoyens de la République de Pologne qui avaient survécu. C'était la seule chance de changer leur destin.

Après des négociations difficiles, un accord restaurant les relations entre la Pologne et l'URSS fut signé le 30 juillet 1941. Il fut suivi par un accord militaire. Moscou reconnut officiellement que le traité Ribbentrop-Molotov n'était plus en vigueur. Dans un protocole annexe à l'accord, elle promit la libération des citoyens polonais emprisonnés en URSS.

UNE ARMÉE D'ANCIENS ESCLAVES

Dans des accords séparés polono-soviétiques, il était stipulé que l'on procéderait au recrutement des prisonniers polonais libérés pour former, sur les terrains de l'URSS, des unités militaires polonaises, subordonnées aux autorités de la République de Pologne. Le général Władysław Anders – lui-même libéré d'une prison du NKVD – fut placé à la tête de l'Armée polonaise ainsi créée. On procéda à une formation militaire et à la création de divisions successives. Des dizaines de milliers de civils exténués, en quête d'aide et de moyens de survie après le calvaire de la captivité soviétique, parvinrent aussi aux lieux de formation des nouvelles unités.

Malgré les accords internationaux, les Soviétiques entravaient et sabotaient l'action de libération des détenus des camps de travail et des lieux de déportation de tous les citoyens de la République de Pologne. Ils essayaient notamment d'empêcher les citoyens polonais appartenant à des minorités nationales, parmi lesquels se trouvaient des milliers de Juifs, de rejoindre l'armée d'Anders. Les autorités de la République de Pologne durent mener une lutte dramatique pour laisser à ces derniers une liberté de choix. Les Polonais rencontraient eux aussi de plus en plus de difficultés. Avec le temps, les Russes commencèrent à exiger l'envoi sur la ligne du front de certaines divisions polonaises, sans attendre que les autres aient achevé leur formation. Étant donnée la façon dont les Soviétiques menaient le combat, sans se soucier de leurs propres pertes, cela aurait entraîné leur destruction rapide. Les Polonais considéraient, quant à eux, que les unités polonaises devaient commencer le combat en tant qu'armée opérationnelle homogène.

De plus, en 1942, les Soviétiques commencèrent à limiter les rations militaires. C'était d'autant plus dangereux que ces rations permettaient également de maintenir en vie plusieurs dizaines de milliers de civils. Les prisonniers libérés des camps de travail soviétiques cherchaient à survivre



■ Enfants polonais déportés au fin fond de l'URSS en 1940 et libérés après l'accord polono-soviétique (IPMS/KARTA)

à côté des unités polonaises nouvellement formées. Pour résoudre ce problème, une partie des unités fut évacuée en Perse, sur des territoires sous administration britannique. Les autres les suivirent peu après, avec toute la population civile. Cette évacuation fut réalisée avec l'accord des autorités soviétiques. À cette époque, cela ne générait aucune tension. Grâce à cela, du printemps à l'automne 1942, plus de 100 000 personnes quittèrent l'URSS avec l'armée d'Anders. Cela leur assurait une chance de survie, mais surtout la perspective de quitter à jamais « la terre inhumaine » soviétique.

UNE CHANCE DE VICTOIRE

Les autorités polonaises comptaient poursuivre le recrutement des soldats sur le territoire de l'URSS. Il se révéla bientôt que les Soviétiques avaient définitivement bloqué cette possibilité.

A la même époque, on préparait aux combats les unités du 1^{er} Corps polonais en Ecosse. On y formait des unités spéciales. En 1941 fut créée la 1^{ère} Brigade Parachutée Autonome, qui devait être transférée en Pologne au moment où commencerait une insurrection générale. On créa la



■ Soldats de la 1^{ère} Brigade autonome polonaise de parachutistes avec le commandant en chef, le général Kazimierz Sosnkowski (NAC)



- Insigne commémoratif de la Brigade autonome de chasseurs des Carpates, combattant en Afrique lors de la défense de Tobrouk

formation des « cichociemni » (sombres et silencieux), c'est-à-dire de soldats spécialement formés à être parachutés individuellement au-dessus du pays en soutien à l'Armée de l'Intérieur (AK).

Durant cette période, les Polonais participèrent également aux combats sur le front. Durant les années 1941–1942, la Brigade autonome de chasseurs des Carpates faisait partie des troupes britanniques en Afrique du Nord ; elle prit part aux farouches combats germano-britanniques lors de la défense de Tobrouk, ainsi qu'à d'autres opérations militaires dans cette région (Gazala, Bardia, environs d'Alexandrie).

Ensuite, les unités polonaises qui combattaient en Afrique furent rattachées aux unités évacuées de l'URSS pour former l'armée polonaise de l'Est sur les territoires britanniques sous mandat au Proche-Orient. On en fit plus tard le II^e Corps d'Armée polonais (commandé par le général Anders) qui, après avoir été transféré en Italie, participa à repousser les Allemands de la péninsule Apennine.

L'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 fut pour les Polonais une source d'optimisme supplémentaire. Le président Franklin Delano Roosevelt avait maintes fois déclaré



■ Le général Władysław Anders, commandant du Deuxième Corps d'armée polonais, dont les soldats ont pris Monte Cassino (NAC)

son admiration pour l'inflexibilité de la nation polonaise. Il renforçait par là non seulement les espoirs de voir la Pologne reconstruite dans ses frontières d'avant la guerre, mais aussi de corriger, aux dépens de l'Allemagne, le cours de ses frontières nord et est, dont le tracé avait facilité l'agression de la Pologne par le Reich et la conquête de la Pologne en septembre 1939.

Les règles formulées par Roosevelt et Churchill le 14 août 1941, connues sous le nom de charte de l'Atlantique, devinrent un document de base auquel se référèrent, dans les années qui suivirent, les Nations unies dans leur lutte contre les forces de l'Axe. Ces règles furent également signées par les Soviétiques. Ce document s'opposait catégoriquement à tout changement de frontières sur les territoires des pays conquis sans l'accord de leur population. Cela mettait une barrière au moins formelle aux démarches soviétiques ayant pour but de faire reconnaître leurs frontières occidentales des années 1939-1941 comme étant en conformité avec le droit international.

Fragment du texte de la charte de l'Atlantique, cuirassé « Prince of Wales », le 14 août 1941

Le Président des États-Unis d'Amérique et M. Churchill, Premier Ministre, représentant le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, s'étant réunis en mer, jugent bon de faire connaître certains principes sur lesquels ils fondent leurs espoirs en un avenir meilleur pour le monde et qui sont communs à la politique nationale de leurs pays respectifs.

Premièrement, leurs pays ne cherchent aucun agrandissement territorial ou autre. Deuxièmement, ils ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés.

Troisièmement, ils respectent le droit qu'à chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force.

[...]

Source : *Historia powszechna 1918-1945. (Wybór tekstów źródłowych)*, élab. B. Łyczko-Grodzicka, M. Pułaski, Kraków 1981, p. 220.

Pour le texte en français : Cl. A. Colliard, *Droit international et Histoire diplomatique*, Tome 1, Paris, 1955.

ESPOIRS ILLUSOIRES

Devenus les alliés d'un pays totalitaire, les Anglo-Saxons décidèrent de changer les vecteurs de la propagande militaire en estompant ou en omettant des informations sur la nature criminelle de l'URSS. Ils s'appliquèrent à créer une image de l'URSS comme « forme de démocratie dif-

férente ». Certains étaient même prêts à croire que les défaites avaient commencé à changer le caractère impérialiste du pays de Staline. On ne peut cacher que le seul fait d'avoir rétabli les relations polono-soviétiques facilitait les démarches médiatiques de ce genre.

Malheureusement, dans la réalité, la nature de l'État soviétique ne changea guère. Aux yeux des Polonais, l'expérience tragique de l'occupation soviétique des années 1939–1941 ne faisait que confirmer l'image de la dictature de Joseph Staline comme étant aussi oppressive que celle du pays d'Adolphe Hitler. Il est vrai que l'on ne connaissait pas encore la sinistre vérité sur le crime de Katyn, mais les autorités de la République de Pologne avaient reçu de leur pays des rapports détaillés sur les déportations, les crimes et la brutalité des autorités soviétiques vis-à-vis des habitants des terres occupées pendant cette période.

En renouant les relations avec l'URSS en 1941, la Pologne avait – comme il en a déjà été question plus haut – l'intention d'arrêter le calvaire de centaines de milliers de citoyens polonais dans les camps de concentration et les lieux de séjour forcé à l'intérieur de l'URSS. Il était évident que Staline – jusque-là allié d'Hitler – ne reviendrait pas sur les décisions qui avaient bouleversé la vie de millions de personnes. Les répressions effroyables dont les soviétiques étaient responsables n'étaient pas connues que des seules autorités polonaises. À toutes les questions concernant la destinée des milliers d'officiers « portés disparus » que les Polonais voulaient inclure dans les nouvelles unités de l'armée polonaise, les Russes répondaient de façon évasive, en fournissant parfois des réponses contradictoires sur leur prétendue « fuite » de l'URSS.

Dans ces circonstances, nombreux furent ceux qui comprirent clairement que la victoire définitive des Allemands à l'Est constituait une menace égale à celle de la victoire de l'URSS totalitaire pour les espoirs polonais d'indépendance de leur pays et de liberté des citoyens.

Pour la Pologne, le scénario le plus favorable était de voir les deux puissances totalitaires s'enliser dans des combats indécis, se déroulant loin à l'est de la frontière polonaise, où ils se saigneraient mutuellement en perdant leur potentiel militaire, jusqu'à ce qu'aucun de ces pays ne soit plus capable de réaliser ses plans d'asservissement des autres peuples. Cela aurait en même temps facilité la victoire des pays occidentaux sur les Allemands affaiblis, comme cela avait eu lieu en 1918.

Les projets d'une invasion du continent à partir de la péninsule des Balkans, envisagés par le camp allié, étaient pour les autorités polonaises une source d'espoir. Le Premier ministre britannique, Winston Churchill, était leur partisan déclaré. Cette invasion aurait constitué une

chance de libérer la Pologne par les alliés anglo-saxons, aux côtés desquels auraient combattu les Forces armées polonaises à l'Ouest. Ce scénario créait la possibilité de vaincre l'Allemagne à l'Ouest de l'Europe avant que l'Armée rouge ne se fût rapprochée de la Pologne. Cela aurait permis aux Polonais de reconstruire un potentiel militaire et politique dans un pays libre, qui aurait été capable de défendre sa souveraineté et ses frontières des agissements agressifs éventuels de l'URSS communiste.

LA DIVERSION SOVIÉTIQUE









Les craintes des Polonais vis-à-vis de la Russie étaient fondées. Staline ne cachait que provisoirement ses desseins hostiles envers la Pologne. Mais, dès les premiers mois après la signature des accords avec la Pologne, il prit secrètement des initiatives contraires à la lettre et à l'esprit de ces traités. Durant l'été 1941 déjà, il donna à Moscou l'ordre de rebâtir des structures communistes subordonnées au Kremlin sur les territoires polonais occupés par les Allemands. Dans les mois qui suivirent, il fit introduire, dans la Pologne centrale, des groupes de fonctionnaires communistes spécialement formés qui commencèrent leur activité sous le nom de Parti ouvrier polonais (PPR). En revanche, à l'Est, des détachements et des groupes de diversion soviétiques opéraient dans les forêts – sans concertation avec les autorités de la République de Pologne, en constituant souvent un danger pour la population polonaise.

Dès cette période, Staline essaya de forcer les Britanniques à sanctionner l'annexion de la moitié de la Pologne, réalisée en 1939, en tâchant d'obtenir la reconnaissance du cours du Bug comme frontière occidentale de l'URSS. Malgré ses engagements à l'égard de la Pologne, Londres était prête en 1942 à faire des concessions sur cette question. Cela a été révélé lors des préparatifs de la signature d'un nouveau traité militaire et politique entre les Britanniques et les Soviétiques. Moscou a exigé que ses frontières de 1941, qui comprenaient la Pologne orientale et d'autres annexions (les États baltes, la Bessarabie roumaine et la Bucovine), soient incluses dans le traité. Ces solutions extrêmement défavorables seraient inacceptables pour les autorités polonaises. Cependant, en 1942, la Pologne avait encore une position relativement forte au sein du camp allié. Elle s'est fait un puissant allié en la personne du président des États-Unis, qui s'est alors personnellement fermement opposé à l'acceptation des revendications territoriales de Staline, rappelant les principes de la charte de l'Atlantique. Il a forcé le Royaume-Uni à s'opposer aux demandes soviétiques à cet égard.

PÉRIMÈTRE DU FRONT ORIENTAL ALLEMAND DANS LES ANNÉES 1941-1942

Maciej Korkuc/Maciej Mikulski



-  Frontières des pays et des territoires occupés par l'Allemagne et l'URSS le 22 juin 1941
-  Le Reich allemand, ses alliés et les territoires occupés par l'Allemagne avant le 22 juin 1941
-  Zones occupées par l'Allemagne et ses alliés en 1941
-  La ligne du front germano-soviétique début décembre 1941
-  Le front germano-soviétique en novembre 1942
-  Zones récupérées par l'URSS dans le cadre de la contre-attaque près de Moscou
-  Zones occupées par l'Allemagne et ses alliés en 1942
-  Territoire de la Pologne sous occupation allemande

Il a également promis personnellement au Premier ministre Sikorski qu'il ne permettrait pas que le territoire polonais soit traité de la sorte. La Pologne a également considéré cela comme un succès de sa propre diplomatie. Moscou a dû accepter avec mécontentement que le pacte entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ne contienne pas les déclarations frontalières souhaitées par Staline.

UNE PLACE DANS LE CAMP ALLIÉ

Jusqu'à la fin de 1942, la Pologne avait encore une position subjective et relativement forte dans le camp allié. Toujours avec le soutien réel de l'allié américain en matière de frontières et d'intégrité territoriale, elle militait auprès des Alliés pour forcer les Soviétiques à annuler l'annexion des pays Baltes et des territoires roumains, qui ont été saisis par l'URSS en 1940.

À cette époque, la Pologne était l'organisatrice d'initiatives et d'interventions communes des pays européens occupés par l'Allemagne. Dans un tel climat, elle a également cherché à faire stigmatiser par la communauté internationale les atrocités et les crimes commis par les Allemands contre le peuple juif, notamment en annonçant l'inévitable punition de tous les criminels.

En 1942, l'Union soviétique a dû se concentrer principalement sur la lutte visant à contrer les succès militaires allemands sur le front oriental.

Lorsque la fin de 1942 permit d'entrevoir la défaite des pays de l'Axe sur les principaux théâtres de la guerre, la Pologne, malgré des pertes très dures, pouvait encore compter sur la possibilité de terminer la guerre non seulement au rang des pays libres, souverains et victorieux, mais également de ceux pouvant codécider de l'ordre sur le continent après la guerre.

À l'époque, malgré les pertes douloureuses, la Pologne pouvait encore croire en la possibilité de mettre fin à la guerre entre les pays non seulement libres, souverains et victorieux, mais aussi ceux qui décideraient ensemble de l'ordre de l'après-guerre sur le continent.

Ce n'est que l'année suivante que cette perspective a été renversée par les actions hostiles menées par Staline contre la République de Pologne dans le camp allié. La raison de cela fut l'augmentation de la puissance de l'Union soviétique après les victoires sur l'Allemagne sur le front et la prise finale de l'initiative militaire en 1943. Pire encore, cela a coïncidé avec un changement dans les principes de la politique du président américain, ce qui a entraîné de plus grandes concessions face aux actions de Staline qu'auparavant.



VII

LA LIBERTÉ – PAS POUR LES POLONAIS

LE TOURNANT POLITIQUE

L'année 1943 apporta un changement défavorable aux perspectives de reconstruction d'une République de Pologne indépendante. La fin de la bataille de Stalingrad fut suivie d'un renversement définitif sur le front de l'Est. Staline entrevit la perspective d'une marche victorieuse de l'Armée rouge vers l'Ouest et de la réalisation des plans impériaux de conquête d'au moins une partie de l'Europe. De plus, Moscou pouvait maintenant commencer à mettre en œuvre son objectif – celui d'élargir l'étendue de la révolution bolchevique – avec l'acceptation de fait des pays de l'Ouest. Cela permettait d'augmenter sérieusement la portée idéologique du communisme dans le monde.

La Pologne était le plus grand pays séparant l'URSS de l'Allemagne. Staline – malgré les déclarations de sa propagande – n'était intéressé ni par l'amitié ni par la coopération. Il voulait décider librement des frontières de la Pologne, de son système politique, des autorités nationales et de la destinée de ses habitants. L'histoire a prouvé qu'il voulait non seulement s'approprier presque la moitié du territoire de la Pologne, mais qu'il poursuivait systématiquement l'objectif d'asservir tout le reste du pays.

À cette époque, la Pologne était encore un membre politiquement signifiant de l'alliance antiallemande, même si son potentiel militaire restreint ne la situait pas au premier plan. C'est pourquoi le Kremlin appliqua sa politique agressive contre la Pologne par étapes successives. Après avoir satisfait une exigence, il en dévoilait d'autres. Dans les premiers mois de 1943,

Staline eut pour objectif d'affaiblir l'autorité et l'importance de la Pologne dans la coalition alliée, puis de la faire sortir de l'arène alliée pour en faire finalement un objet dans la politique des grandes puissances internationales.

Le Kremlin commença par des provocations qui augmentèrent la tension dans les relations polono-soviétiques, en imposant par exemple à nouveau la citoyenneté soviétique à la population polonaise libérée des camps de travail et des lieux de séjour forcé. Ensuite, il demanda aux communistes polonais résidant en URSS d'annoncer la création d'une prétendue Association de Patriotes polonais, prenant les apparences d'une représentation des milieux indépendants, opposés aux autorités de la République de Pologne. Il s'agissait en fait d'un instrument supplémentaire de politique anti-polonaise et de propagande soviétique, totalement à la disposition de l'URSS. Invariablement, Moscou visait à augmenter la tension dans les relations bilatérales.

AGRESSION AU SEIN DE LA COALITION

Pendant ce temps, au printemps 1943, le président des États-Unis Franklin Delano Roosevelt changea d'attitude envers les prétentions territoriales soviétiques. Il décida de ne plus tenir compte des règles de défense de la totalité du territoire polonais face aux exigences soviétiques. Il fit part de cette décision, sans équivoque, pendant la visite du ministre des Affaires étrangères britannique aux États-Unis. Cela signifiait l'abandon d'une politique de respect de toutes les règles de la charte de l'Atlantique vis-à-vis de la Pologne et des autres petits et moyens États de l'Europe centrale et orientale, menacés par les revendications impériales soviétiques. Le président rejeta également les appels de certains de ses fonctionnaires à commencer à exiger des Russes le respect de la souveraineté de la République de Pologne sous menace de bloquer les livraisons massives d'armes et de matériel militaire.

L'information donnée aux Britanniques sur le changement d'attitude des États-Unis par rapport aux revendications soviétiques parvint rapidement au Kremlin, avant même qu'elle ne fût officialisée. Dans ces circonstances, Staline jugea qu'il pouvait passer du postulat d'annexion de la partie orientale du territoire de la Pologne à une étape nouvelle.

Le dictateur soviétique souhaitait en premier lieu se débarrasser des obstacles diplomatiques résultant des relations bilatérales qu'il entretenait avec la Pologne. Il cherchait un prétexte commode pour les rompre. Il décida finalement de profiter de la révélation du crime de Katyn commis par l'URSS, en feignant d'être indigné par les « calomnies allemandes ». Les autori-

tés soviétiques annoncèrent que c'était l'Allemagne qui en était responsable et exigèrent de la Pologne de confirmer ce mensonge. Bien entendu, les Polonais ne pouvaient pas accepter cela.

Le 25 avril 1943, Moscou rompit ses relations diplomatiques avec la Pologne. Cela entraîna la suppression totale des représentations polonaises en URSS et priva, par conséquent, les Polonais présents dans ce pays de toute protection diplomatique. Cette démarche fut accompagnée d'une nouvelle exigence concernant non seulement le territoire de la Pologne, mais aussi le changement de la composition des autorités de la République de Pologne.

De cette manière, la République de Pologne fut le seul pays de la coalition active antiallemande qui devint, pendant la guerre, victime d'une agression de la part de l'URSS à l'intérieur de cette même coalition. Dans une première phase, cette politique agressive fut réalisée avant tout dans le domaine de la diplomatie et de la propagande. Dans la phase suivante – à partir de 1944 – elle fut également réalisée à l'aide de moyens militaires et policiers.

Les puissants groupements de maquisards soviétiques, actifs sur les territoires occupés par les Allemands dans les régions de Vilna et de Novogroudok, reçurent l'ordre de liquider brutalement les détachements de l'Armée de l'Intérieur (AK). En même temps, les massacres de la population polonaise qui soutenait l'Armée de l'Intérieur se multiplièrent.

À la fin de 1943, lors de la conférence de Téhéran, Staline obtint de Churchill et de Roosevelt le consentement implicite à annexer la moitié orientale de la Pologne, ce qui se traduisit par l'approbation de la « ligne de Curzon » comme la frontière Est de la République de Pologne. Dans ces circonstances, le Kremlin intensifia, dans le dos des Alliés, ses préparatifs en vue d'établir des centres de pouvoir « polonais » concurrentiels.

LE PLAN « BURZA » (TEMPÊTE)

L'État polonais clandestin préparait, depuis le début de l'occupation allemande, les plans d'une insurrection générale. Le développement des structures militaires clandestines, la formation des cadres de la résistance et la constitution d'arsenaux devaient servir à frapper les Allemands le moment venu, avec le soutien de l'aviation et des forces aéroportées polonaises de l'Ouest. L'insurrection devait être déclenchée simultanément dans tout le pays au moment de l'affaiblissement de la puissance allemande. Ainsi la Pologne aurait été libérée par les alliés occidentaux et les forces militaires polonaises. Ce plan présentait une chance de réussite, surtout dans le cas d'une invasion alliée de l'Europe à partir des Balkans. Toutefois, même l'abandon par



▪ Le général Kazimierz Sosnkowski, commandant en chef des Forces armées polonaises en 1943 et 1944 (NAC)

les Anglo-Saxons du scénario « balkanique » (partiellement sous pression de l'URSS) n'en excluait pas l'espoir, renforcé par le succès de l'offensive des Alliés en Italie, aux mains desquels à partir de décembre 1943 se trouvait la Sicile et la partie sud de la presqu'île des Apennins.

Cependant la perspective de l'entrée en Pologne de l'Armée rouge, hostile aux aspirations polonaises à l'indépendance, devenait de plus en plus réaliste. Il était nécessaire de remanier les plans militaires afin qu'ils contribuent, militairement et politiquement, à contraindre l'URSS à respecter les principes de la charte de l'Atlantique par rapport à la Pologne et au respect de sa souveraineté.

C'est dans cette situation que le commandement élaborait une nouvelle conception des opérations insurrectionnelles antiallemandes de l'Armée de l'Intérieur. Elles reçurent le nom de plan « Burza » (plan « Tempête »). Au lieu de déclencher l'insurrection simultanément sur tout le territoire, les opérations devaient être réalisées successivement dans les régions, juste avant l'entrée des troupes soviétiques. Ainsi, des insurrections locales devaient éclater sur les arrières de la ligne de front allemande, afin que les villes principales et les autres centres urbains soient libérés par les Polonais, qui accueilleraient les Soviétiques en alliés et maîtres du terrain. Les structures civiles et militaires déconspirées devaient former l'administration et la police polonaises, tout en se tenant prêtes à continuer la lutte contre les Allemands aux côtés des Soviétiques, dans le cadre de la coalition antiallemande. Ce plan se fondait sur la conviction que les enjeux politiques, les retombées en termes de propagande ainsi que le soutien des alliés anglo-saxons imposeraient aux Soviétiques le respect des organes de gouvernement polonais et de leur souveraineté.

Suivant la logique de la guerre, la Pologne estimait en effet que son effort militaire produirait des effets politiques et médiatiques dans le camp des Alliés. Elle n'avait pas d'autres moyens de pression.

VAINS SACRIFICES

En janvier 1944, l'Armée rouge traversa, pour la deuxième fois pendant cette guerre, la ligne de la frontière orientale de la Pologne. Le 20 janvier 1944, le gouvernement de la République de Pologne publia un communiqué dans lequel il déclarait que « la Nation polonaise rejette catégoriquement et inflexiblement les prétentions soviétiques sur les territoires orientaux de l'État polonais. »

Les premières unités polonaises de l'Armée de l'Intérieur qui participèrent à la réalisation du plan « Tempête » se trouvaient en Volhynie. Celles des régions de Vilna et de Novogroudok



▪ Entrée des troupes de l'Armée de l'Intérieur à Szczebrzeszyn dans la région de Lublin dans le cadre de l'opération « Tempête » (akcja « Burza »), 26 juillet 1944 (AIPN)

participèrent aux combats de quelques jours contre les Allemands dans les premiers jours de juillet 1944, notamment pour la libération de Vilna. L'Armée rouge prit part aux combats dans la ville même. L'Armée de l'Intérieure participa aussi aux combats pour la libération de Lvov et des centaines de villes et localités.

Au cours des combats sur le front, les commandants soviétiques profitaient du soutien de l'Armée de l'Intérieur, et ils ont maintes fois exprimé leur gratitude à ses soldats pour leur aide dans la guerre contre les Allemands. En revanche, à l'issue des combats, les Soviétiques faisaient prisonniers les cadres de commandement de l'Armée de l'Intérieur – souvent en les attirant dans des guet-apens, sous prétexte de « réunions d'État-major ». Simultanément, ils désarmaient et emprisonnaient des milliers de soldats de l'Armée de l'Intérieur. Certains de ces derniers étaient incorporés dans des formations soumises à Moscou, d'autres déportés dans les camps du nord de l'URSS. Ceux enfin qui tentaient de garder la liberté et de faire résistance, étaient impitoyablement massacrés. Les civils polonais étaient eux aussi massivement persécutés. La nouvelle occupation de la Pologne devint une réalité.

-
- Le général Tadeusz Bór-Komorowski, commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur de 1943 à 1944 (NAC)



Cela étant, ces agissements se déroulaient sur les territoires dont Staline exigeait ouvertement l'attribution à l'URSS. Les Polonais ne savaient donc pas quelle serait l'attitude des Soviétiques à l'ouest du Bug (de « la ligne de Curzon »), c'est-à-dire sur les territoires dont ils ne contestaient pas officiellement l'appartenance à la Pologne. Les forces armées de l'Armée de l'Intérieur partirent donc au combat, dans le cadre du plan « Tempête », dans les régions de Lublin, Rzeszów, Cracovie, Kielce et en Mazovie orientale, libérant par elles-mêmes des centaines de localités.

Il apparut rapidement que Staline réalisait son scénario impérialiste également sur ces territoires, au lieu de reconnaître les autorités légales de la République de Pologne. Il créa à Moscou un Comité de libération nationale (PKWN) totalement à sa botte. L'URSS proclama que ce comité constituait le seul pouvoir en Pologne à l'ouest de « la ligne Curzon ». Ainsi la répression sanglante dirigée contre les soldats de l'Armée de l'Intérieur, contre les membres des autres organisations de lutte pour l'indépendance ainsi que contre les fonctionnaires de l'administration de l'État clandestin se poursuivit sur les deux rives du Bug. Autrement dit, l'URSS, membre du camp des Alliés, frappait les soldats d'un autre pays allié. Staline voulait

obtenir, de cette manière, la destruction totale des structures de l'État polonais clandestin afin d'instaurer, sur le territoire polonais, un État nouveau, complètement soumis au Kremlin.

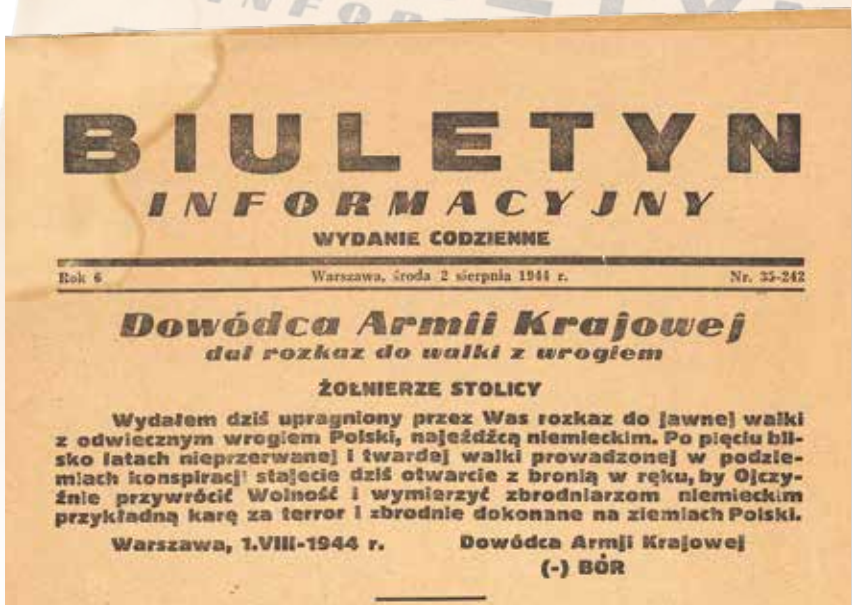
Extraits de la déclaration du Gouvernement de la République de Pologne du 5 janvier 1944, suite à la traversée, pour la deuxième fois, des frontières de la République de Pologne d'avant-guerre par l'Armée rouge

La Nation polonaise, qui a été la première à faire face à l'invasion allemande et qui affronte depuis plus de quatre ans la violence, en subissant des sacrifices et des souffrances sans pareil, n'a jamais produit un Quisling dans ses rangs ; elle rejette tout compromis et toute collaboration avec l'envahisseur. [...] C'est pourquoi la Nation polonaise a le droit de s'attendre à un traitement juste et à des réparations dès qu'elle sera libérée de l'occupation de l'ennemi. Le rétablissement du pouvoir de l'État souverain polonais sur les territoires libérés de la République ainsi que la sécurisation de ses citoyens et de leurs biens constituent un préalable à ce juste traitement [...] Le Gouvernement polonais, le seul légitime, reconnu comme guide et porte-parole de la Nation polonaise aussi bien par les habitants dans le pays et par les Polonais de l'étranger que par les gouvernements alliés et libres [...], affirme le droit imprescriptible de la Pologne à l'indépendance, sacralisé dans les principes de la Charte atlantique, partagés par toutes les Nations unies, et dans les traités internationaux en vigueur [...]. Le Gouvernement polonais attend de l'Union soviétique le respect des droits et des intérêts de la République et de ses citoyens.

Source : *Oczekujemy uszanowania praw Rzeczypospolitej i jej obywateli. Oświadczenie Rządu RP*, „Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza”, 6 I 1944, n°4 (*Nous attendons le respect des droits de la République et de ses citoyens. Déclaration du Gouvernement de la République de Pologne*).

L'INSURRECTION DE VARSOVIE

L'Insurrection de Varsovie, qui commença le 1^{er} août 1944, lorsque les unités soviétiques s'approchaient de la Vistule, fut la manifestation la plus éclatante de la lutte pour les droits de la République de Pologne à l'indépendance. Dans les quartiers de la capitale libérés par l'Armée de l'Intérieur, les structures clandestines de l'État polonais apparurent au grand jour. Staline ne s'attendait pas à ce qu'une armée, créée dans la clandestinité par des gens qui jouaient au quotidien le rôle de civils, pût combattre longtemps et efficacement des unités allemandes régulières et surarmées.



- Ordre du commandant de l'Armée de l'Intérieur, le général Bór-Komorowski, d'engager un combat ouvert contre l'envahisseur allemand dans Varsovie occupée (« Biuletyn Informacyjny », 2 août 1944)

En même temps, la reconstruction de la République de Pologne libre dans la capitale constituait un obstacle à ses plans, prévoyant de transférer à Varsovie le gouvernement de marionnettes du PKWN. Cette reconstruction constituait aussi un démenti à la fausse affirmation des Soviétiques que l'Armée de l'Intérieur était une fiction alors que les communistes étaient la seule force valable en Pologne. Il était dans l'intérêt de Moscou que les Allemands écrasent l'insurrection rapidement en détruisant les principales forces de l'armée de l'État clandestin.

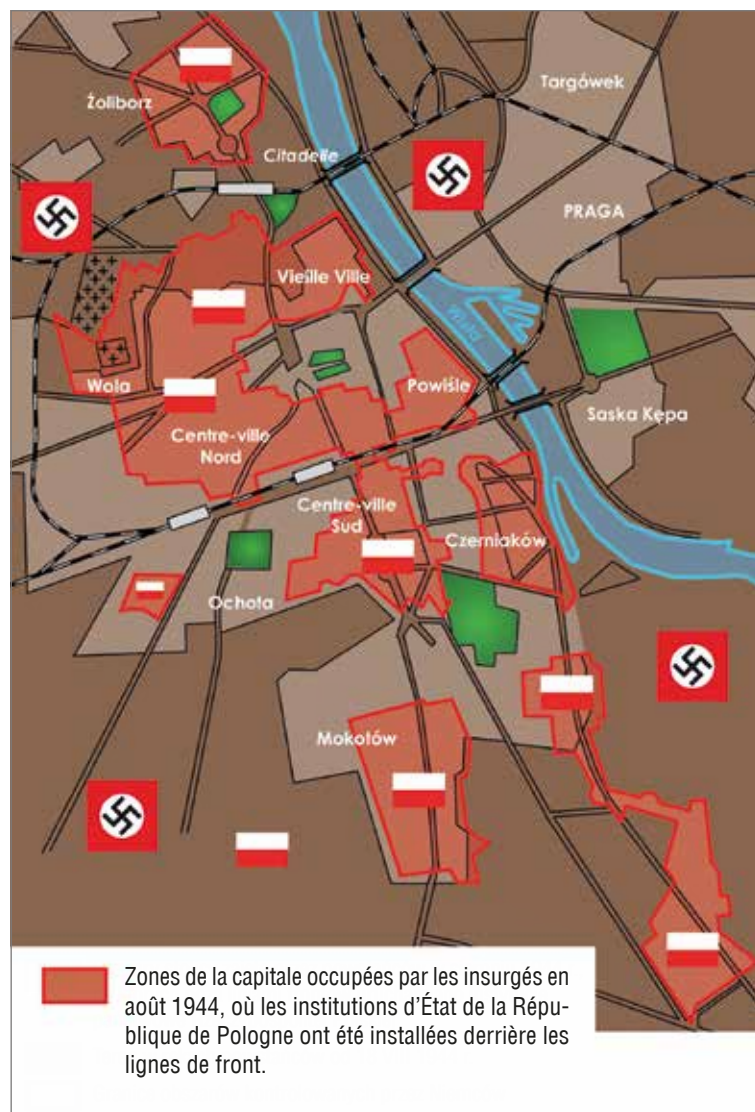
C'est pourquoi Staline nia d'abord le fait que des combats avaient éclaté dans la capitale. Il apparut cependant très vite que les Allemands n'étaient pas en mesure d'étouffer l'insurrection en quelques jours. C'est alors que le Kremlin décida de prendre des mesures hostiles envers l'insurrection polonaise. Avant tout, Staline fit stopper la progression de l'Armée rouge vers Varsovie, abandonnant le plan préalable d'attaque de la ville. Il donna à Hitler le temps d'anéantir totalement les forces polonaises.



■ Groupe d'insurgés à Varsovie au mois d'août 1944 (Wikimedia Commons)

De leur côté, les alliés occidentaux acceptèrent de fournir une aide aérienne en armes, en munitions et en vivres pour les insurgés. À la mi-août 1944, ils s'adressèrent aux Soviétiques pour obtenir l'autorisation de laisser atterrir et de ravitailler leurs avions, après le largage du chargement sur Varsovie, sur les aérodromes soviétiques à l'arrière du front. Cela aurait permis d'augmenter nettement l'aide occidentale aux insurgés. Jusqu'alors, en effet, le poids de la quantité énorme de carburant nécessaire pour le retour des avions sur leurs bases, en Italie, limitait les possibilités de chargement en matériel pour les insurgés. Comme les insurgés remportaient alors leurs plus grands succès, cette aide aurait pu effectivement leur parvenir. Les Soviétiques refusèrent néanmoins fermement cette aide. Ils ne désiraient pas que les combattants polonais la reçoivent. L'ambassadeur britannique, convoqué par le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Andreï Vichinsky, reçut un communiqué très explicite : « Le Gouvernement soviétique ne peut accéder à cette demande. L'explosion des combats à Varsovie, auxquels a été contrainte la population de Varsovie, n'est que l'œuvre d'aventuriers et le Gouvernement soviétique ne peut y mettre la main ».

L'INSURRECTION DE VARSOVIE DANS LES PREMIÈRES SEMAINES DES COMBATS AU MOIS D'AÔÛT 1944





- Allemands emmenés hors du bâtiment de PASTA dans le centre-ville de Varsovie, capturé par les insurgés polonais (AIPN)

À la mi-août 1944, le commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur, le général Tadeusz Bór-Komorowski, ordonna que tous les détachements bien armés de l'Armée de l'Intérieur convergent vers Varsovie pour apporter leur soutien. Non seulement les Allemands, mais aussi les Soviétiques, entreprirent des opérations armées pour empêcher l'accès et l'aide aux combattants de la capitale. Les Allemands bloquaient et combattaient les détachements venant

ACTIONS ALLEMANDES ET SOVIÉTIQUES CONTRE LES TROUPES POLONAISES ALLANT SOUTENIR L'INSURRECTION DE VARSOVIE EN 1944



Les régions dans lesquelles les unités polonaises de l'Armée de l'Intérieur allant soutenir l'Insurrection de Varsovie ont été attaquées, détruites au combat, désarmées ou bloquées par :



les Allemands



les Soviétiques



ligne du front soviéto-allemand

→ direction des déplacements des troupes de l'AK

de Mazovie du nord et de l'ouest, de la région de Radom et Kielce et de Petite-Pologne. De leur côté, les Soviétiques dénichaient, désarmaient et détruisaient les détachements venant de Podlachie, de Mazovie orientale, des régions de Lublin, Rzeszów et même de celle de Lvov. Ce fut paradoxalement, dans cette guerre, le dernier épisode de réelle collaboration germano-soviétique (même si elle n'était pas formalisée) en vue de réaliser des objectifs militaires et politiques visant une fois de plus la République de Pologne.

LA CAPITULATION

C'est dans ces conditions que les soldats de l'Armée de l'Intérieur combattirent héroïquement pendant deux mois, sur les barricades de la capitale, contre les Allemands qui disposaient d'une énorme supériorité. Hitler profita diligemment de l'avantage que lui assurait la suspension de l'offensive soviétique. Les conditions étaient réunies pour exploiter cette supériorité écrasante des unités allemandes, amplement équipées de munitions et de matériel lourd.

Dans les quartiers repris aux insurgés, les Allemands commirent des crimes de masse : ils massacrèrent près de 150 000 habitants de la capitale. Bien plus tard, la propagande communiste les qualifia de « victimes de l'insurrection », alors qu'en réalité, ils furent victimes de crimes allemands de masse, perpétrés en dehors des zones de front.

Les Soviétiques refusèrent à l'aviation britannique et américaine soutenant les insurgés l'autorisation d'atterrir et de se ravitailler jusqu'à la deuxième semaine de septembre. Ils commençaient alors à ressentir le coût de leur attitude en termes d'« image » : après plusieurs semaines de combats insurrectionnels à Varsovie, les intentions réelles de Moscou, qui facilitait aux Allemands l'écrasement rapide de l'insurrection, commencèrent à apparaître dans des articles de presse des quatre coins du monde. C'est aussi dans la deuxième semaine de septembre que les Soviétiques investirent les quartiers de la rive droite. Lorsque les insurgés ne contrôlaient plus que leurs derniers réduits, les Soviétiques stationnant sur l'autre rive de la Vistule acceptèrent de tenter de faire traverser, pour des raisons de propagande, quelques unités sur la rive gauche. Cependant, cette opération ne devait incomber qu'à une seule des armées soviétiques présentes sur le front, en l'occurrence un groupement tactique composé de soldats polonais. Cette opération limitée n'était en rien comparable au plan initial, abandonné après le début de l'Insurrection, d'attaquer la ville avec les forces conjointes de plusieurs armées soviétiques, soutenues par de considérables forces blindées, l'artillerie et l'aviation.

L'opération de débarquement fut effectuée sans soutien notable et se solda par une sanglante défaite. Quelques autres opérations des Soviétiques, entreprises dans les derniers jours de l'insurrection, avaient, elles aussi, un objectif de propagande plutôt qu'une autre utilité.

Au début du mois d'octobre 1944, après 63 jours de combats acharnés contre l'ennemi supérieur en forces, les insurgés signèrent leur capitulation devant les Allemands.

Ayant repris le contrôle de Varsovie, Hitler ordonna de raser la ville. Toute la population civile survivante fut expulsée. Profitant de l'inactivité prolongée des Soviétiques, les Allemands détruisirent systématiquement les quartiers de la ville pendant les mois suivants, en brûlant ou en faisant sauter les maisons une à une.

L'EXPLOITATION DES POLONAIS PAR L'URSS

De nombreux Polonais, auxquels les Soviétiques avaient bloqué l'accès aux formations subordonnées aux autorités de la République de Pologne, participèrent également aux luttes avec les Allemands sur le front de l'Est.

En 1943, après la rupture des relations avec la Pologne, l'URSS annonça la création de nouvelles formations militaires polonaises – entièrement dépendantes des Soviétiques, mais affichant leur nom polonais et leurs symboles nationaux. A leur tête, Staline plaça Zygmunt Berling, ancien lieutenant-colonel de l'Armée polonaise dégradé pour désertion, secrètement un collaborateur du NKVD. La division qu'il créait devait être pour Staline un instrument important de la nouvelle phase de la bataille diplomatique de propagande qu'il jouait contre la Pologne.

La majorité des simples soldats qu'on y enrôlait voyaient, dans ces unités, une chance de rentrer au pays. Pour des raisons politiques, les Soviétiques en envoyèrent déjà une partie, en octobre 1943, sur le front à Lenino en Biélorussie – bien qu'elles n'eussent pas suivi de formation de combat. Bientôt après, ils annoncèrent la création du « 1^{er} Corps Polonais » qui, en décembre 1943, comptait 32 000 soldats.

Ces unités furent soumises à un contrôle politique strict et subirent un endoctrinement, conjugué à un système de répression de toute manifestation d'opinions contraires à l'idéologie et à la propagande imposée.

Après la reprise des territoires polonais en 1944, les Soviétiques commencèrent à agrandir ces unités par la voie d'un recrutement obligatoire ou par l'incorporation de soldats appartenant aux structures indépendantistes. On en fit deux armées qui, en août 1944, comptaient au total

un peu plus de 107 000 soldats et, à la fin de l'année, 275 000. Ces unités n'étaient pas subordonnées aux autorités de la République de Pologne; elles étaient toujours totalement inféodées aux autorités soviétiques. Les Polonais n'avaient aucune influence sur la façon dont on utilisait ces formations, que ce soit dans les actions militaires ou dans la politique de Staline. Malgré cela, ils profitaient avec ardeur de la possibilité de lutter contre les Allemands partout où ils étaient envoyés.

Les Polonais appartenant à ces unités participèrent, entre autres, aux combats contre les Allemands pour maintenir les têtes de pont sur la Vistule. Ils prirent part à la tentative, déjà mentionnée, de débarquement sur la rive gauche de la Vistule, puis aux affrontements pour maintenir les têtes de pont occupées en septembre 1944. Les simples soldats ne connaissaient pas les coulisses des décisions soviétiques et supposaient qu'il s'agissait d'apporter une aide réelle aux combattants insurgés. En réalité, pendant cette période, les Soviétiques ne réalisèrent pas de grandes opérations militaires pour prendre Varsovie, attendant que les Allemands répriment l'insurrection.

En février et en mars 1945, les unités de l'une de ces armées furent envoyées au combat pour percer la ligne fortifiée de Poméranie (Pommernstellung). Ensuite, les unités polonaises subordonnées aux Soviétiques prirent part à l'opération du passage de l'Oder, à l'assaut de Berlin et aux combats sanglants en Lusace, dans le cadre de l'opération pragoise de l'Armée rouge.

« ENIGMA » ET LA LIBÉRATION DE L'EUROPE

Durant les années 1944–1945, l'Armée polonaise participa à la libération de l'Italie, de la France, de la Belgique et des Pays-Bas.

Les unités du II^e Corps Polonais du général Władysław Anders, composées pour la plupart de soldats polonais que l'on avait réussi à évacuer de l'URSS vers la Perse et le Proche-Orient, furent envoyées au tournant des années 1943–1944 sur la péninsule des Apennins. Au mois de mai 1944, après des luttes très dures, les Polonais prirent entre autres Monte Cassino, ouvrant la voie de Rome aux troupes alliées. Ils libérèrent ensuite, des mains des Allemands, des dizaines de villes et de bourgs italiens dont Piedimonte, Ancône (juin–juillet 1944) et Bologne (avril 1945).

Les navires polonais participèrent aux opérations liées à l'organisation et à la protection du débarquement des Alliés en Normandie. Les marins polonais prirent part à la bataille pour l'Atlantique, à l'organisation des convois pour Mourmansk et aux opérations navales armées, en Méditerranée et sur la mer d'Égée.



- Le général Stanisław Maczek, commandant de la 1^{ère} Division blindée polonaise, qui a participé entre autres à la libération de la France, de la Belgique et des Pays-Bas (NAC)

Dès le mois d'août, en France du Nord, les Polonais se battirent pour la poche de Falaise (8–22 août 1944), libèrent Ypres et Gand en Belgique, Bréda aux Pays-Bas (28–30 octobre 1944). La 1^{ère} Brigade parachutée autonome combattit à Arnhem (21–25 septembre 1944). Les Polonais participèrent aussi aux combats sur la Meuse. En mai 1945, ils conquièrent les régions nord de l'Allemagne, avec le port de Wilhelmshaven.

Dans la lutte victorieuse contre le Reich allemand, l'on ne saurait omettre les succès des cryptologues polonais (avec notamment Marian Rejewski) qui furent les premiers à casser le code



- « For your freedom and ours » – affiche de 1944 dédiée aux soldats polonais qui ont pris Monte Cassino (Imperial War Museums)


de la machine à chiffrer allemande « Enigma ». Dès le début des années 1930, ils avaient réussi non seulement à décrypter les chiffres, mais aussi à créer des copies conformes de la machine elle-même. Durant les années suivantes, ils les perfectionnèrent en créant une « bombe cryptologique » – un dispositif permettant le déchiffrement mécanique de la correspondance allemande. Juste avant le début de la guerre, les Polonais transmittent des exemplaires d'Enigma et la totalité de la documentation aux services secrets français et britanniques, ce qui permit de continuer et de développer les recherches concernant le déchiffrement des dépêches et des ordres allemands.

Le déchiffrement des codes d'Enigma permit d'intercepter les ordres et les plans militaires allemands, et contribua au succès de nombreuses opérations alliées.

UNE GUERRE SANS VICTOIRE

Depuis le début de la guerre jusqu'à sa fin, les forces armées de la République de Pologne participèrent à la lutte pour la liberté de la Norvège, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Belgique et des Pays-Bas. Après la fin de l'occupation allemande, les sociétés occidentales libérées purent tranquillement revenir à la vie et reconstruire leur pays.

Bien qu'elle eût indéniablement contribué à vaincre l'Allemagne durant la II^e Guerre mondiale, la Pologne, occupée par l'Armée rouge, ne put participer aux bénéfices de la victoire.



▪ Étendard polonais sur les ruines du monastère du Mont-Cassin (IPMS/KARTA)

FORMATION ET ITINÉRAIRE DE COMBAT DU 2^{ÈME} CORPS POLONAIS DU GÉNÉRAL ANDERS





Le Reich allemand, ses alliés et les territoires occupés avant le 22 juin 1941

La portée la plus éloignée du front oriental allemand en 1941–1942

Les frontières polonaises en 1939

Lieux de formation des unités polonaises sous le commandement du général Anders

Déplacements des unités de l'armée d'Anders, leur itinéraire d'évacuation de l'URSS et le combat des Fusiliers des Carpates en Afrique

Itinéraire de combat du II^e Corps d'armée polonais du général Anders en Italie

Déplacement des soldats du II^e Corps d'armée polonais vers la Grande-Bretagne après la fin de la guerre



■ Marian Rejewski : mathématicien et cryptologue polonais, qui en 1932 a cassé les chiffres de « Enigma », une machine à chiffrer allemande. Le transfert de ces données aux Britanniques leur a permis d'intercepter les plans les plus secrets concernant les actions militaires des Allemands pendant la guerre (photo de la collection de Janina Sylwestrzak)

La République de Pologne fut abandonnée par les Alliés et laissée à la merci de l'État stalinien. L'URSS annexa presque la moitié du territoire de la République de Pologne et asservit le reste du pays. Elle rendit impossible la reconstruction d'une République de Pologne indépendante. Les autorités légales polonaises, qui dirigeaient depuis 1939 la lutte pour l'indépendance, durent rester en exil.

Le pays était gouverné par des autorités communistes, imposées par l'URSS et placées sous la protection de l'armée soviétique et du NKVD. Les communistes étaient conscients, en Pologne, de ne pas bénéficier d'un large soutien de la société. Ils ne pouvaient se maintenir au pouvoir qu'avec l'appui des Soviétiques.

Ce n'est pas par hasard que, pendant longtemps, la tâche consistant à briser la résistance de la société fut confiée aux unités de tirailleurs et de gardes-frontières du NKVD stationnant en Pologne. Elles menèrent de vastes actions de pacification sur les territoires arrachés à l'oc-



▪ Un cimetière de guerre de soldats polonais tués dans les combats pour la libération de l'Italie. Loreto près d'Ancône (photo : Maciej Korkuć)

cupant allemand. Ensemble avec les forces du Bureau de Sécurité (Urząd Bezpieczeństwa, UB), développées sous supervision soviétique, elles se livrèrent à des répressions sanglantes : meurtres, arrestations, déportations dans les camps de travail au fond de l'URSS. Bien que la terreur eût un caractère général, elle visait en priorité les personnes liées aux structures de l'État polonais clandestin, les militants politiques, les soldats de l'Armée de l'Intérieur et d'autres structures indépendantistes.

De nombreuses personnes arrêtées furent placées dans des camps construits rapidement par le NKVD (notamment à Skrobów et Rembertów), mais le pouvoir communiste utilisa également l'infrastructure des camps de concentration allemands. L'ancienne filiale du KL d'Auschwitz à Jaworzno connut un nouveau chapitre de sa lugubre renommée : elle fonctionna, dans les années de l'après-guerre, comme Camp central de Travail. Une partie des bâtiments post-allemands d'Auschwitz-Birkenau, sur le terrain duquel le NKVD établit ses camps n° 22 et n° 78, fut remplie de nouveaux prisonniers. On créa aussi des camps communistes soumis au Bureau de Sécurité (UB) pour y placer des Allemands, mais aussi des Polonais capturés.

Extrait des Mémoires du général Władysław Anders, chef suprême des armées par intérim, à propos du jour de la capitulation de l'Allemagne

Au moment où l'échange de notes et de dépêches relatives aux représentants du mouvement de lutte et de résistance aux Allemands, incarcérés par la Russie soviétique, devenait de plus en plus dramatique et couvrait de son ombre les perspectives de paix après la guerre, survint la nouvelle de la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne, signée à Reims le 7 mai à 2h41, puis à Berlin le 8 mai à 0.16, mettant fin aux opérations armées en Europe. Ce fut une journée mémorable dans l'histoire du monde et un soulagement pour des millions de gens. Hélas, nous Polonais ne pouvions partager l'enthousiasme général de cet instant. L'amertume de notre combat solitaire de septembre 1939 en Pologne, au tout début de cette tourmente, n'était rien à côté de notre solitude dans le malheur au milieu de l'explosion de joie victorieuse des Alliés. La victoire, à laquelle nous avons contribué par tant de sang versé et de souffrances prolongées de la nation polonaise, n'était pas la nôtre. Le D-Day polonais n'était pas encore survenu.

Source : W. Anders, *Bez ostatniego rozdziału. Wspomnienia z lat 1939–1946*, b.m.w., b.d.w., p. 332.

(édition en français : *Mémoires [Texte imprimé] : 1939–1946 / Général Wladyslaw Anders ; trad. du polonais par J. Rzewuska, La Jeune Parque, 1948*).

LES NOUVEAUX CRIMES

Les Soviétiques établirent aussi des camps de campagne provisoires : les prisonniers y étaient enfermés dans des tranchées profondes, couvertes à la hâte et entourées de barbelés. Le fonctionnement du camp transitoire du NKVD, élevé dans le voisinage de l'état-major du 1^{er} Front Ukrainien et de la résidence du maréchal Ivan Koniev à Trzebuska, une localité près de Rzeszów, est une illustration parfaite de la terreur soviétique. Ce camp fonctionna du mois d'août à la mi-novembre 1944. De 1700 à 2500 prisonniers y furent incarcérés dans des conditions inhumaines. Pendant la durée des enquêtes, ils étaient soumis à des tortures physiques et psychiques. Les prisonniers furent en partie déportés dans des camps de travail en URSS. Les autres furent transportés de nuit dans la forêt de Turza, et assassinés systématiquement par les Soviétiques.

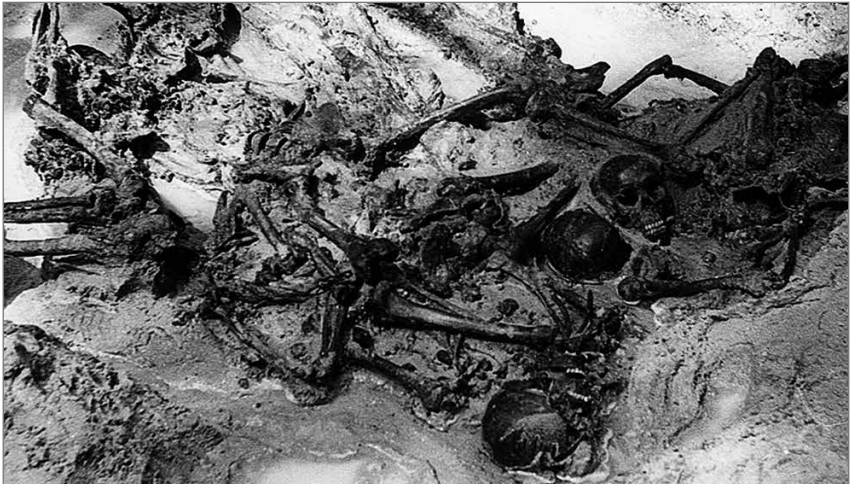
La « bataille d'Augustów » est un autre symbole de la terreur soviétique des années de l'après-guerre. Elle fut organisée en juillet 1945, dans la région de Suwałki et du sud de la République Lituanienne, avec la participation de 45 000 soldats du 1^{er} Front de Biélorussie et de

la 62^e division des Forces armées de l'intérieur du NKVD, ainsi que des soldats des formations subordonnées aux communistes polonais. Ces unités passaient les villages au peigne fin, à la recherche de tous ceux qui soutenaient les actions d'indépendance.

Les personnes arrêtées étaient soumises à des interrogatoires, frappées et torturées. Les officiers soviétiques dirigeaient les personnes sélectionnées vers des sites d'exécutions massives. Sur le seul territoire polonais de la « battue d'Augustów », on arrêta au moins 1878 citoyens polonais. Plus de six cents d'entre eux ne rentrèrent jamais chez eux.

Les prisons et les maisons d'arrêt dans le pays tout entier, gérées par les communistes et remplies de dizaines de milliers de personnes, complétèrent la carte de la terreur.

Les déportations au fond de l'URSS furent poursuivies. De 1944 à la fin des années 1940, sur les territoires de la Pologne « d'après Yalta », les services soviétiques arrêtaient, internèrent et déportèrent, vers les camps de concentration en URSS, au moins 45 000 à 50 000 citoyens polonais de nationalité polonaise (sans compter les citoyens polonais d'autres nationalités). La population polonaise des territoires incorporés à l'URSS fut victime, elle aussi, de répressions brutales.



▪ Dépouilles des soldats de l'Armée de l'Intérieur assassinés par les Soviétiques à Turza près de Rzeszów en automne 1944, après que l'Armée rouge fut de nouveau entrée en Pologne. Photographie de l'exhumation réalisée dans les années 90 du XX^e siècle (photo : Maciej Korcuć)



■ Monument aux victimes des crimes soviétiques commis contre les soldats de l'Armée de l'Intérieur dans les forêts près de Turza près de Rzeszów en automne 1944 (photo : Maciej Korcuć)

Les arrestations soviétiques avaient également une dimension économique. L'URSS manquait, après la guerre, de mineurs qualifiés et avait besoin d'une main d'œuvre esclave pour travailler dans les mines. Aussi, lorsque l'Armée rouge entra en Haute-Silésie, des hommes de 17 à 50 ans furent arrêtés pour être déportés dans des camps de travail forcé en URSS.

La situation des Polonais sous le pouvoir de l'Armée rouge, décrite dans un compte-rendu interne confidentiel par le voïvode de Cracovie, nommé par les communistes (juin 1945) :

L'attitude de la population vis-à-vis des soldats soviétiques, qui était au début favorable et même amicale, commence à se détériorer systématiquement. Cela est causé par les confiscations et les charges imposées partout aux habitants, mais plus encore par les exactions des soldats de l'Armée rouge. Les comptes rendus des starostes des districts [powiat] contiennent des litanies entières d'atteintes à la vie et aux biens des citoyens, d'agressions, de pillages, de viols dont sont victimes même des petites filles ; les meurtres d'hommes qui se portent à leur secours sont

courants. [...] L'amertume, la peur et le sentiment d'incertitude sont si généralisés parmi la population qu'il faut considérer ce problème comme l'un des plus urgents à résoudre.

Source : Archiwum Państwowe w Krakowie, zespół Urzędu Wojewódzkiego II, réf. 905, Sprawozdanie sytuacyjne mianowanego przez komunistów wojewody krakowskiego Adama Ostrowskiego za czerwiec 1945 r., k. 22 (Archives nationales de Cracovie, ensemble de l'Office de la Voïvodie II, réf. 905, Compte-rendu de la situation, fourni par le voïvode de Cracovie Adam Ostrowski, nommé par les communistes, pour le mois de juin 1945, k. 22).

TERREUR SUR LES TERRITOIRES ANNEXÉS

Sur les territoires de l'est de la République de Pologne, incorporés à l'URSS, les Soviétiques continuèrent leur action de pacification et de liquidation des résistants polonais – qu'ils appelaient « Polonais blancs » ou « agents du gouvernement de Londres ». Dans la région de Novogrodok, à cause des actions de pacification dirigées contre ceux qui essayaient d'éviter le recrutement obligatoire dans les unités soviétiques ou les unités qui leur étaient subordonnées, « la population fut prise de panique et commença à se cacher dans les forêts et partout où

- La petite ville de Giby au nord-est de la Pologne. Site commémoratif des Polonais assassinés par le NKVD soviétique dans le cadre de la battue d'Augustów pendant l'été 1945 (photo : Maciej Korcuć)



c'était possible – tous les hommes cachés et capturés étaient fusillés sur place, sans enquête ni jugement. Beaucoup d'exécutions eurent lieu en public, parfois même par pendaison. Tous ceux qui avaient les moindres attaches avec l'Armée de l'Intérieur étaient massacrés, souvent par groupes entiers, et leurs fermes étaient généralement incendiées. Les hommes capturés qui ne se cachaient pas étaient soit incorporés dans les bataillons soviétiques de travail, soit déportés à l'intérieur de la Russie ; seule une petite partie fut incorporée dans l'armée de Berlin » – peut-on lire dans les dossiers des autorités de la République de Pologne, préparés en vue de l'acte d'accusation pour agression et terreur contre l'URSS.

Dès avant la fin de la guerre, dans la région de Vilna – désormais coupée en deux par la frontière des républiques soviétiques de Lituanie et de Biélorussie, les Soviétiques entreprirent d'écraser la résistance des combattants clandestins polonais et de la population civile. Au printemps 1945, par exemple, on entreprit à grande échelle des opérations systématiques de « liquidation des groupes de bandits », entre autres à proximité de Vilna, Troki, Oszmiana, Motodeczno. « Des bandes de Polonais blancs de l'Armée de l'Intérieur ont été actives pendant tout l'hiver » – informait, en avril 1945, l'état-major des Forces armées de l'intérieur du NKVD de l'Arrondissement de Biélorussie. « [...] L'opération de liquidation des formations de bandits-résistants est menée par étapes successives, secteur après secteur, d'est en ouest, dans la direction des régions Oszmiana, Iwie et Orany [il s'agit probablement de Varéna] ; du sud et du sud-ouest vers le nord, en direction des régions de Lida et Radun et de la partie sud du district de Trokiele [voblasts de Troki] de la République socialiste soviétique de Lituanie. » 3500 soldats des Forces armées de l'intérieur du NKVD participèrent à cette opération et « arrêtaient ou tuèrent » 3174 personnes. Des opérations semblables furent poursuivies dans les mois suivants.

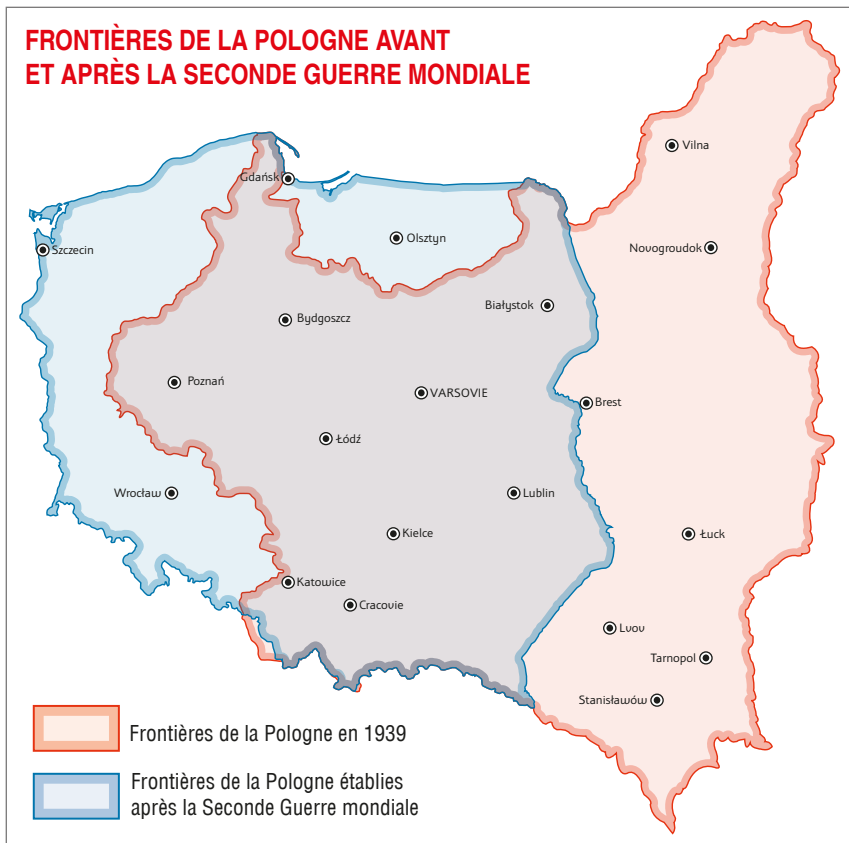
Après les massacres de la population civile polonaise, commis par l'UPA, et à la suite des nouvelles déportations ordonnées par les autorités soviétiques (sur les territoires situés à l'ouest de la nouvelle frontière), l'élément polonais disparut presque complètement des terrains de Volhynie, de Lvov, de Tarnopol et de Stanislawow.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES

En février 1945 à Yalta, les États-Unis et la Grande-Bretagne acceptèrent, cette fois-ci officiellement – dans le dos des Polonais – d'incorporer la moitié est de la Pologne à l'URSS.

Il était clair que la Pologne, en tant que victime de l'agression allemande, devait obtenir des territoires aux dépens de son agresseur. Pendant la conférence de Potsdam, on confirma finalement qu'elle obtiendrait la partie sud de la Prusse Orientale et les territoires rejoignant la ligne de l'Oder et de la Neisse lusacienne.

Les Soviétiques en profitèrent pour utiliser, dans la propagande, l'affirmation du « déplacement » de la Pologne, qui devait cacher la vérité sur l'annexion par la force de ses territoires de l'Est. Par ailleurs, les acquisitions à l'Ouest et au Nord ne récompensaient pas les pertes à l'Est. Finalement, la surface de la Pologne, comparée à celle d'avant-guerre, diminua







de 20 %. Des centres culturels polonais (Lvov, Vilna), le bassin pétrolier de Drohobytch ainsi que des terres où avaient vécu, pendant des siècles, des millions de Polonais se retrouvèrent hors de ses frontières.

Fuyant l'arrivée des troupes soviétiques, plusieurs millions d'Allemands de l'Est partirent ou furent évacués vers l'Ouest par les autorités du Reich. Lors de la conférence de Potsdam, les puissances victorieuses décidèrent du transfert, vers les zones d'occupation alliées, de la population allemande des territoires situés à l'Est de l'Oder et de la Neisse lusacienne. Ces déplacements concernèrent encore 3 500 000 d'Allemands de plus.

LES DESTRUCTIONS ET LE PILLAGE

Les destructions de la Pologne étaient énormes. On estimait que le patrimoine national avait diminué de 38 %. Les nouveaux territoires à l'Ouest ne pouvaient récompen-

- Conférence de Yalta, février 1945. Les alliés occidentaux ont accepté de faire de nouvelles concessions à Staline, qui voulait annexer les territoires orientaux polonais et asservir le reste du pays. De gauche à droite : le Premier ministre britannique Winston Churchill, le président américain Franklin Delano Roosevelt, le dirigeant de l'URSS Joseph Staline (Library of Congress)

ser les pertes qu'en apparence. Ils étaient complètement dévastés par la guerre. L'action des Russes, qui détruisaient consciemment les villes déjà conquises, ne faisait qu'aggraver la situation. Cela concernait aussi bien les grands centres (comme Gdańsk) que d'autres plus petits (Nysa en Basse-Silésie). Les usines de ce territoire étaient massivement pillées par l'Armée rouge qui considérait toute l'infrastructure économique allemande comme un butin de guerre. Les Soviétiques envoyaient en URSS, par trains entiers, l'équipement industriel, énergétique et de communication. Ils démontaient des usines entières, des entreprises et des lignes de production. Les Soviétiques démontèrent également et envoyèrent en URSS une partie de l'infrastructure industrielle de la Pologne centrale.

Pendant toute la durée de la guerre, les Allemands organisaient systématiquement le pillage des œuvres d'art et des monuments polonais. Le pillage était un phénomène courant parmi les fonctionnaires allemands. Il y eut aussi des formes de vol organisé d'œuvres d'art, qui touchait aussi bien les habitations privées que les palais et les églises.

Après le retrait des Allemands, les soldats de l'Armée rouge détruisirent les biens culturels qui se trouvaient dans les manoirs et les palais polonais conquis. On peut citer en exemple



■ Varsovie détruite par les Allemands (fragment avec panorama des ruines de la Vieille Ville), 1945 (NAC)



▪ Nysa en Basse-Silésie fût occupée par l'Armée rouge en 1945. Alors que la guerre fût déjà terminée, les Soviétiques ont mis le feu à la ville (domaine public)

le palais de Przeclaw près de Mielec, où les soldats de l'Armée rouge brûlèrent, dans la cour, une collection de livres datant de plusieurs siècles, ou bien le palais des Szembek en Petite Pologne, complètement brûlé en 1945. Sur ordre de Staline, les communistes commencèrent par priver les propriétaires terriens polonais de leurs biens avant de les anéantir. Il s'agissait de la première étape de destruction de la structure sociale du pays.

LA CATASTROPHE DÉMOGRAPHIQUE

L'agression armée dirigée contre la Pologne par l'Allemagne et ses alliés causa de gigantesques pertes humaines – difficiles à combler, même à l'échelle historique. En conséquence, la Pologne devint un pays nettement plus petit, également en potentiel démographique. Près de six millions de citoyens polonais perdirent la vie. Les Juifs et les citoyens polonais d'origine juive assassinés par le Reich allemand constituaient la moitié des victimes.

Des masses énormes de population polonaise furent arrachées à leurs régions natales, annexées par l'URSS, et furent obligées de quitter les territoires de l'Est de la Pologne pour s'installer sur les terrains repris aux Allemands à l'Ouest et au Nord.

La comparaison avec l'Espagne, qui possédait avant la guerre 1/3 d'habitants de moins que la Pologne, permet de se rendre compte des vraies dimensions de la catastrophe démographique. En 1938, l'Espagne (25,3 millions) avait presque 10 millions de citoyens de moins que la Pologne (34,7 millions). En 1945, la Pologne avait presque 3 millions d'habitants de moins que l'Espagne (26,8 millions de citoyens). La population de la Pologne, soumise à l'extermination, aux déportations et à l'asservissement ne comptait plus que 23,9 millions d'habitants.

De plus, l'absence d'indépendance, l'asservissement soviétique, la terreur communiste, l'anéantissement de l'économie de marché et les dizaines d'années d'économie planifiée dans un système totalitaire complétaient le bilan de la guerre, commencée par le III^e Reich totalitaire et terminée par la victoire de l'URSS totalitaire. Staline défendit à la Pologne de participer au plan Marshall.

UN ALLIÉ ASSERVI

Lors de la conférence de San Francisco (avril–juin 1945), quand fut créée l'Organisation des Nations unies, personne n'imaginait que la Pologne, qui s'était opposée la première à l'agression allemande, ne serait pas présente parmi les pays fondateurs. Mais Staline s'opposa catégoriquement à ce que la Pologne soit représentée par le gouvernement légitime, toujours en exil. De leur côté, les grandes puissances occidentales n'avaient jamais reconnu le « gouvernement » fantoche communiste (créé à partir du PKWN imposé par Staline aux Polonais en été 1944).

En conséquence, la Pologne fut paradoxalement le seul pays fondateur de l'ONU à ne pas être représenté à la conférence des fondateurs.

En 1945, Staline réalisa résolument le plan de destruction totale des structures nationales de la République de Pologne, recrées dans le pays dans le cadre de l'État polonais clandestin. Lors de la conférence de Yalta, les dirigeants des trois puissances confirmèrent l'annexion des territoires polonais de l'Est déjà réalisée par l'URSS. Ils annoncèrent en même temps – sans base légale, en violation des règles de la charte de l'Atlantique et au détriment des autorités légales de la République de Pologne – la création d'un nouveau gouvernement (provisoire) pour les terres polonaises situées à l'ouest du Bug. Il devait s'agir d'une institution créée avec

la participation de « dirigeants démocratiques de la Pologne et des Polonais à l'étranger » non précisés, qui organiserait – comme cela fut annoncé – des élections législatives libres et sans limitations.

En se fondant sur ces décisions, les autorités soviétiques invitèrent, en mars 1945, les dirigeants de l'État polonais clandestin – qui n'étaient donc pas encore sortis de la clandestinité – à participer à des débats sur l'avenir de la Pologne. Malgré les garanties de sécurité qu'ils avaient reçues, après deux jours d'entretiens, ils furent enlevés, arrêtés et transportés dans une prison à Moscou.

En juin 1945, l'URSS organisa un simulacre de procès dans lequel tout ce groupe de dirigeants polonais fut l'objet d'un acte d'accusation parfaitement illégal. Ils furent de cette façon éliminés des préparatifs visant à la création du nouveau gouvernement « de Yalta ».

Trois de ces dirigeants, condamnés à de longues peines de prison – le vice-premier ministre de la République de Pologne Jan Stanisław Jankowski, son adjoint Stanisław Jasiukowicz et le commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur, le général Leopold Okulicki – ne quittèrent plus jamais les murs de la prison soviétique. Ils y périrent en tant que victimes supplémentaires du régime soviétique.



■ Le général Leopold Okulicki, dernier commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur. En mars 1945, il fut arrêté par le NKVD et condamné lors d'un procès simulé des dirigeants de l'État clandestin polonais. Des années plus tard, les Soviétiques ont admis qu'il était « mort en prison » en 1946. (Studium Polski Podziemnej/KARTA)

LES GARNISONS SOVIÉTIQUES

Le gouvernement « de Yalta », appelé Gouvernement provisoire d'unité nationale (TRJN) fut de fait créé à Moscou en juin 1945. Malgré les affirmations antérieures, il était uniquement une extension du gouvernement communiste, composé d'agents de Staline. On permit à quelques hommes politiques du camp indépendantiste d'y accéder, avec l'ancien Premier ministre Stanisław Mikołajczyk en tête. Ils furent, tout comme leur parti (PSL, Parti populaire



■ Tomasz Arciszewski – Premier ministre de la République de Pologne en exil entre novembre 1944 et juillet 1947 (NAC)

polonais) immédiatement mis en minorité et, bien que formellement représentés dans le gouvernement, déchus au rang d'une opposition impitoyablement combattue.

Malgré la difficulté de considérer la composition du TRJN comme représentative de la société, les alliés occidentaux nouèrent avec celui-ci, conformément à leurs engagements à Yalta, des relations diplomatiques et retirèrent leur reconnaissance aux autorités légales de la République de Pologne, avec le Premier ministre Tomasz Arciszewski et le président Władysław Raczkiewicz. Les États-Unis et la Grande-Bretagne le firent le 5 juillet 1945. Les gouvernements de plusieurs dizaines de pays s'alignèrent sur leur attitude.

Cependant Staline n'avait nullement l'intention d'autoriser les élections libres annoncées à Yalta. Il était conscient du fait que le parti communiste ne disposait d'aucun soutien social en Pologne. De ce point de vue, la situation de la Pologne était totalement différente de celle de la Tchécoslovaquie voisine, par exemple, où le parti communiste disposait d'une forte assise et remporta les élections parlementaires de 1946 sans avoir à fausser les résultats.

En Pologne, les communistes placés au pouvoir par l'URSS comprenaient qu'ils n'avaient pas la moindre chance d'obtenir un nombre signifiant de voix – sans même parler de gagner les élections. C'est pourquoi ils ne permirent jamais d'organiser des élections vraiment libres. En 1947, on organisa un vote, mais on ne permit toutefois pas de dépouiller les bulletins placés réellement dans les urnes. Les résultats furent proclamés à partir de faux protocoles électoraux, totalement préparés par les agents de Staline sous la surveillance de la police politique communiste (UB). Suite à quoi, on annonça la victoire des communistes.

À cette époque et pendant les décennies suivantes, les garnisons de l'Armée soviétique constituaient une garantie du maintien du pouvoir en Pologne par les communistes. Dès mai 1945, on forma – à partir des unités dissoutes du 2^e Front de Biélorussie – le Groupe

Nord des Forces de l'Armée rouge (Armée soviétique à partir de 1946), qui stationna en permanence en Pologne. On estime qu'au moment de sa formation, elle comptait environ 500 000 soldats.

Extrait du rapport de l'organisation clandestine polonaise *Zrzeszenie « Wolność i Niezawisłość »* (Rassemblement « Liberté et indépendance ») sur l'activité de la police politique UB (Bureau de sécurité), soumise au pouvoir communiste imposé par l'URSS :

Le Bureau de sécurité était, jusqu'à une époque récente, considéré par le NKVD comme un service annexe. Actuellement il est autonomisé. Les enquêtes et les investigations sont dirigées par un officier du NKVD qui se tient au courant de toutes les affaires. [...] la subordination du Bureau de sécurité au NKVD est actuellement tenue secrète [...] Le Bureau de sécurité ne respecte aucunement les principes démocratiques des libertés civiles, garanties par la Constitution. Les arrestations sont opérées sans décision du juge ni du procureur, et le prévenu reste aux arrêts jusqu'à dix mois sans décision du tribunal, dans une prison secrète de la Sécurité et sans aucune enquête. Il y séjourne dans des conditions d'hygiène dramatiques, les investigations sont menées sous la pression de la torture et de la faim. Les citoyens polonais sont remis aux autorités soviétiques et déportés en Russie, où ils sont jugés par des tribunaux soviétiques, ce qui constitue une violation évidente de la souveraineté. Dans la plupart des cas, le Bureau de sécurité fusille les détenus sans verdict du tribunal [...] Personne ne se soucie de protéger la vie et les biens des citoyens. Les fonctionnaires du Bureau de sécurité prennent part aux pillages, seuls ou avec des groupes secrets de militants du PPR [parti communiste] (composés des pires éléments criminels) et commettent des assassinats en cachette.

Source : Studium Polski Podziemnej, Londyn, Archiwum Delegatury WiN, Kolekcja 19, teczka 1, Ocena położenia wewnętrznego opracowana przez na podstawie sprawozdań informacyjnych za rok 1945 (Études sur la Pologne clandestine, Londres, Archives de la Délégation de WiN, coll. 19, classeur 1, Analyse de la situation locale, par Józef Maciołek pseudonyme « Roman », sur la base de comptes rendus d'information pour 1945).

LA RÉSISTANCE

Les autorités légales de la République de Pologne en exil, à nouveau abandonnées par leurs alliés occidentaux, essayèrent de perdurer pendant les décennies suivantes, dans des conditions très difficiles, tout en espérant retrouver leur indépendance dans l'avenir.

Jusqu'en 1947, le PSL – Parti populaire polonais – mena une lutte politique ouverte. De forts détachements de résistants luttèrent, armes à la main, contre l'asservissement. Dans plusieurs régions du pays, des affrontements eurent lieu avec les troupes de pacification du NKVD, les formations communistes du Bureau de sécurité (UB) et les Forces armées territoriales. Les résistants procédèrent à des centaines d'actions réussies, attaquant prisons et maisons d'arrêt, et causant de lourdes pertes à l'ennemi. Les structures nationales du Rassemblement Liberté et Indépendance (« Wolność i Niezawisłość ») et les Forces armées nationales (Narodowe Siły Zbrojne) jouèrent un grand rôle dans la résistance clandestine.

Dans de nombreuses régions de Pologne, la résistance contre le communisme prenait, jusqu'en 1947, les dimensions d'une insurrection antisoviétique. Après 1947, la résistance clandestine indépendante armée, privée de tout espoir de changer la situation géopolitique, commença à faiblir. À la fin des années 1940, des unités de résistants se maintenaient encore dans les forêts, se transformant peu à peu en groupes de survie. Le dernier résistant fut tué lors d'une opération communiste en 1963.

En 1939, la Pologne avait rompu avec la politique de concessions, menée par les pays occidentaux vis-à-vis de l'Allemagne. Il en fut de même dans les années 1940, lorsqu'elle contribua à sortir de la léthargie de la politique de concessions envers Moscou les dirigeants du monde libre. L'insurrection de Varsovie et la résistance des Polonais à l'asservissement dévoilèrent le visage agressif de la politique des Soviétiques. George Kennan, l'un des architectes principaux de la doctrine américaine de l'endiguement du communisme de 1947, connue dans l'histoire mondiale sous le nom de « doctrine de Truman », a décrit de façon exacte comment l'expérience de la Pologne et des Polonais, soumis depuis 1944 à la politique impériale de l'URSS, révélait à ses yeux l'essence même de la politique de Staline.

La tragédie de la société polonaise résidait dans le fait que l'Occident n'était pas prêt à comprendre les nouveaux dangers et à rompre avec les concessions faites vis-à-vis de Moscou dans les années 1944–1945, c'est-à-dire à l'époque où l'on pouvait encore réellement aider les Polonais. En 1947, la Pologne était déjà un pays asservi derrière le rideau de fer. Les représentants des milieux politiques polonais et des autorités en exil, ainsi que les représentants des mouvements indépendantistes clandestins et les hommes politiques du pays ne cessaient de lancer des appels aux consciences des dirigeants du monde libre.

Malgré tout cela, le destin de la Pologne, pays allié asservi par la force, eut son influence sur le changement de la politique internationale. L'historien britannique Paul Johnson remarque,

non sans raison, que la II^e Guerre mondiale et également « la guerre froide » commencèrent par la résistance des Polonais contre le totalitarisme : « l'histoire se renouvelait, à partir de l'endroit où, en août 1939, l'avait arrêtée le pacte de Staline avec Hitler. Désormais la Russie exhibait sur la scène mondiale sa nouvelle rapacité totalitaire ». De cette façon – bien qu'elle fût elle-même asservie pour des dizaines d'années – la Pologne a participé à la défense du monde libre contre les deux totalitarismes. Que serait-il arrivé si, en 1939, les Allemands n'avaient pas rencontré de résistance et avaient continué à profiter de la politique de concessions ? Que serait-il arrivé si la lutte pour la liberté des Polonais n'avait pas dévoilé l'impérialisme soviétique ? Quelle aurait été l'histoire du monde si la rupture avec la politique de concessions de l'Occident envers l'URSS n'avait pas eu lieu en 1947, mais beaucoup plus tard ? Ces questions méritent d'être posées – même si elles ne recevront jamais de réponse.



■ La Pologne sous occupation soviétique en 1945. Les francs-tireurs de la Résistance indépendantiste avant l'attaque réussie contre la prison communiste de Radom, septembre 1945 (AIPN)

LA SURVIE

Les conséquences de la II^e Guerre mondiale et de l'asservissement communiste sont et seront encore ressenties pendant des dizaines d'années. Œuvres du totalitarisme allemand et soviétique, de nombreuses destructions – dont celle du tissu social – ont un caractère irréversible.

Indépendamment des coups reçus, les Polonais furent une nation qui se révolta pendant chaque décennie du communisme. Bien que les autorités communistes soutenues par Moscou réprimassent de manière sanglante toute résistance, les Polonais étaient toujours prêts à lutter contre le système imposé. Dans leur lutte pour la liberté, ils versèrent leur sang maintes fois lors d'affrontements de rue : entre autres à Poznań en 1956, sur la côte baltique en 1970 et tout au long des années 1980. Des grèves, des révoltes et des protestations eurent lieu encore plus souvent. Malgré tous les efforts des communistes, les millions d'ouvriers furent une véritable base de révolte sociale. Leurs grèves générales permirent, en 1980, de créer « Solidarność » – le premier syndicat indépendant dans les pays communistes.

L'esprit de résistance des nouvelles générations de Polonais doit sa naissance à la mémoire de la lutte pour la liberté, de l'État polonais clandestin, de l'Insurrection de Varsovie et de l'opposition au communisme après la guerre. Dans cette ambiance, « Solidarność » se transforma immédiatement en un mouvement social regroupant dix millions de personnes, mouvement qui, dans les années 1980, contribua dans une large mesure à la chute du communisme, non seulement en Pologne (en 1989), mais dans toute l'Europe centrale et orientale.

Dans le cas de la Pologne la lutte pour l'indépendance, qui a commencé avec le déclenchement de la guerre en 1939, n'a pris fin qu'après cinquante ans. Les premières élections entièrement libres depuis la période de l'entre-deux-guerres n'eurent lieu qu'en 1990. C'est alors que Ryszard Kaczorowski, dernier président de la République de Pologne en exil (c'est-à-dire le dernier successeur du président Władysław Raczkiewicz), transmit solennellement les insignes du pouvoir présidentiel au premier président de la III^e République de Pologne – Lech Wałęsa.

Les garnisons soviétiques (russes) ne quittèrent la Pologne qu'en 1993 – exactement 54 ans après l'invasion soviétique de 1939 et presque 50 ans après l'asservissement de la Pologne par l'URSS dans les années 1944–1945.